

Provins et sa région

Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Provins. Provins et sa région. 1976.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisationcommerciale@bnf.fr.

PROVINS

ET SA RÉGION



BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE
ET D'ARCHÉOLOGIE
DE PROVINS

N° 130

1976

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE
DE L'ARRONDISSEMENT DE PROVINS

Bulletin n° 130 — 1976

S O M M A I R E

Présentation, par M. Veissière.

Vie de la Société

Assemblée générale de 1976 à Provins	3
Activités de la Société (réunions du Conseil d'administration, distinctions, membres défunts, nouveaux membres, excursions, activités cantonales)	13
Associations amies	23

Le Grand Hôtel-Dieu de Provins

Présentation de quelques travaux récents (M. Veissière)	29
Documents manuscrits anciens (M. Veissière)	33
Les cartulaires (D. Dupraz)	39
Un censier du XIII ^e siècle (M. T. Morlet)	43
Les possessions hors-les-murs au XIII ^e s. (F. Baron)	45
Les possessions <i>intra muros</i> au XIII ^e s. (M.-C. Kus)	59
Les « pauvres malades », fin XVII ^e s. (F. Perrot, F. Martin)	63
Photos (O. Merlin, F. Marchand) et illustrations (G.-R. Delahaye).	

Histoire

Troubles électoraux à Echouboulains en 1790 (G.-R. Delahaye)	83
Les Provinois ont-ils refusé le passage de la voie ferrée au siècle dernier ? (texte de pétition du Conseil municipal de Provins à l'Empereur, 8 mai 1854, présenté par E. Finon)	91

Art et archéologie

Métiers d'art dans le Provinois. La lithographie et Pierre-Eugène Clairin (J. Perrin)	95
Mons-en-Montois et saint Fiacre (J.-M. Thoret)	101
La céramique dans le Provinois, suite (Cl. Boisset)	107

Publié avec le concours du Conseil général de Seine-et-Marne

Prix de ce bulletin de 120 pages, avec illustrations :
20 francs (port en sus)

S'adresser de préférence au trésorier de la Société
11, bd Carnot, 77160 PROVINS - C.C.P. Paris 6648-04

Présentation

D'année en année l'audience de notre bulletin s'accroît : nos Sociétaires deviennent plus nombreux, et aussi nos autres lecteurs, bien au delà des limites de la Seine-et-Marne. C'est bon signe.

C'est en pensant d'abord à nos Sociétaires (puisque ce bulletin est leur bulletin) que nous parlons en premier lieu de la Vie de la Société : Assemblée générale (à Provins en 1976), activités diverses, en soulignant davantage les activités cantonales (Donnemarie-Dontilly, Nangis, etc.), essentielles pour le présent et pour l'avenir. Nous faisons également écho aux réalisations et aux projets de plusieurs Associations amies.

Cela dit, il importe de consacrer la plus grande partie de cette publication à des études variées, regroupées aujourd'hui sous trois rubriques : Le Grand Hôtel-Dieu de Provins; Histoire; Art et Archéologie.



Les archives de l'ancien Hôtel-Dieu de Provins sont fort riches. Leur transfert récent de Provins à Melun, aux Archives départementales, a facilité leur conservation et leur consultation. Depuis 1970, trois mémoires de maîtrise de lettres ont permis de mieux connaître ses possessions intra muros et hors-les-murs au XIII^e siècle ainsi que la population des « pauvres malades » à la fin du XVII^e siècle. Ses deux cartulaires médiévaux ont fait l'objet d'une thèse à l'Ecole nationale des Chartes.

Par ailleurs la Bibliothèque municipale de Provins conserve une documentation assez importante, répartie dans une vingtaine de manuscrits anciens. L'un d'eux, un censier du XIII^e siècle, vient d'être édité selon les règles.

Il convenait d'opérer un remembrement de ces travaux, dignes d'intérêt pour Provins et pour sa région, et de les faire connaître. Nous les avons illustrés de photos et de graphiques pour les agrémenter et en faciliter l'usage.



Deux courts documents sont versés au dossier de l'Histoire.

Une lettre de Charles François Duparcq au Président de l'Assemblée nationale nous éclaire sur les troubles électoraux à Echouboulains en 1790, à quelques kilomètres de Donnemarie-Dontilly.

Le texte (imprimé mais peu connu) d'une pétition du Conseil municipal de Provins à Napoléon III, le 8 mai 1854, devrait mettre un point final à la controverse, sans cesse renaissante dans cette ville : Les Provinois ont-ils refusé le passage de la voie ferrée au siècle dernier ?



La lithographie est un métier d'art et P.E. Clairin est un maître en cette matière. Il l'exerce pour une bonne part en son atelier de Saint-Loup-de-Naud. Nous sommes invités à mieux comprendre son art.

Que de richesses dans le canton de Donnemarie-Dontilly ! Leur découverte, leur inventaire, leur mise en valeur par l'action persévérante du groupe local de notre Société permet d'espérer des publications intéressantes, en divers domaines, pour les années à venir. Mons-en-Montois et saint Fiacre nous en propose un échantillon aux dimensions volontairement modestes, mais propre à encourager ceux qui auraient quelque chose à faire connaître en d'autres cantons.

Bien des lecteurs retrouveront avec plaisir la suite des articles de Cl. Boisset sur la céramique dans le Provinois, avec une nouvelle série de planches de carrelages anciens.



Ainsi se présente ce bulletin 1976, avec des textes substantiels, des illustrations nombreuses, une mise en pages améliorée. Je suis heureux de signaler à nos lecteurs que je peux bénéficier désormais, pour la préparation de notre bulletin annuel, de la coopération compétente et amicale de M. G.-R. Delahaye.

L'abondance des matières nous a obligés à reporter à l'an prochain deux articles, dès maintenant prêts à paraître :

- Anecdotes anciennes de Provins (xv^e siècle), d'après P.-Cl. Rivot (xviii^e s.).*
- Echange de prisonniers de Bouchy-le-Repos entre Francs-Tireurs et Prussiens en décembre 1870, par l'abbé D. Berton, alors curé de ce village, proche de Villiers-Saint-Georges.*

D'autres articles sont en préparation. Nous souhaitons qu'ils reflètent des aspects variés des cantons de notre arrondissement. Le choix des sujets dépend en partie de vous : des textes ou des illustrations (photos, cartes postales, dessins) que vous nous enverrez; des suggestions que vous nous ferez. Nous souhaitons que le bulletin 1977 se trouve enrichi par l'apport du plus grand nombre. D'avance merci pour le concours que vous nous apporterez.

Décembre 1976.

Michel VEISSIÈRE.

Vie de la Société

Assemblée générale de 1975

à Provins

Après Nangis en 1975, c'est à Provins, en l'hôtel de Savigny, que s'est tenue notre Assemblée générale du 9 mai 1976. Environ 80 sociétaires étaient présents et 140 autres avaient envoyé excuses et pouvoirs.

Le Président de la Société, M. le Chanoine Veissière, entouré des membres du Conseil d'administration, prononça quelques mots de bienvenue et donna lecture du rapport moral (publié plus loin). Celui-ci fut adopté à l'unanimité.

Le trésorier de la Société, M. Emmanuel Finon, présenta ensuite le rapport financier, faisant ressortir un excédent des recettes sur les dépenses pour l'exercice 1975 (voir plus loin). Ce rapport, vérifié par M. Paul Garet, Commissaire aux comptes, fut lui aussi approuvé à l'unanimité. M. Finon obtint ainsi quitus de sa gestion pour l'exercice clos.

Les élections pour le Conseil d'administration, par bulletin secret, en y ajoutant les votes par correspondance, ont donné les résultats suivants : 214 votants; 7 bulletins nuls. Sur 207 suffrages exprimés, ont obtenu : MM. E. Finon, 206 voix; J. de Haut, 202 voix; M. Bellot, 198 voix. Ils ont été déclarés élus.

La dernière augmentation de la cotisation annuelle ayant eu lieu en 1974, le Conseil d'administration a proposé un relèvement de cette cotisation, à valoir à partir du 1^{er} janvier 1977 :

- pour une personne : 30 F (avec service du bulletin);
- pour un foyer : 45 F (une cotisation et demie, avec un seul bulletin);
- pour un jeune : 15 F (une demi-cotisation avec service du bulletin).

Cette proposition a paru raisonnable et a été adoptée à l'unanimité.

Les questions diverses ont permis un large échange de vues entre les sociétaires et ceux qui les informaient sur telle ou telle activité : excursions (J. Boilleau), Maison romane (M. Lajeunesse, G. Goetz, M. Veissière), Bulletin 1976 (M. Veissière), recherches archéologiques dans l'arrondissement (J.-M. Thoret, Ch. Thiriot, G. Mirvault), Sociétés correspondantes, etc.

Après l'Assemblée générale, un vin d'honneur fut offert par la municipalité au Caveau du Saint-Esprit où M. Alain Peyrefitte, maire de Provins, accueillit nos sociétaires et encouragea une nouvelle fois notre Société à poursuivre ses activités, à Provins et dans sa région.



Après un déjeuner à l'auberge du Châtel, dans une ambiance cordiale, rendez-vous était donné à la Maison romane où notre groupe se grossit de nouveaux participants. Les visiteurs purent se rendre compte de l'importance des travaux effectués depuis deux ans : la remise en état de l'escalier et des salles du premier étage, l'une prévue comme bibliothèque, l'autre servant en ce jour à présenter une petite exposition : cartes et photos d'endroits peu connus de Provins, vitrines avec des livres anciens (par exemple, éditions d'Hégésippe Moreau) soigneusement regroupés par Mlle O. Merlin.

La Sauvegarde de l'Art français nous ayant grandement aidés pour la poursuite de ces travaux, grâce à la générosité de la Marquise de Maillé, nous avons rendu hommage à celle-ci qui fut notre Présidente d'Honneur. Une vitrine présentait ses œuvres. De plus, en l'attente d'une plaque qui rappellera sa bienfaisance, M. Claude Hodanger, trésorier de la Sauvegarde, donna lecture d'un texte d'hommage dû à M. Jean Hubert, membre de l'Institut, retenu alors à Rome par un Congrès. On lira avec intérêt son hommage dans le présent bulletin.



M. Ch. Thiriot, membre de notre Société, nous présenta ensuite deux réalisations récentes :

◇ D'abord les nouveaux aménagements apportés à la grande salle souterraine de l'Hôtel-Dieu, laquelle sert maintenant de salle d'accueil aux visiteurs des souterrains.

Ces aménagements consistent principalement en l'installation de points d'éclairage disposés dans des niches au pied des murs, ce qui

fait admirablement ressortir la beauté des voûtes plein cintre derrière lesquelles se profilent les voûtes gothiques de la deuxième partie de la salle.

L'ensemble du caveau reste dans une pénombre rendant au mieux l'atmosphère de l'époque.

◇ Ensuite les sociétaires se rendirent à la Salle capitulaire des Bénédictins de Saint-Ayoul, occupée dès le début du XIX^e siècle par l'Armée qui y installa alors la manutention; les énormes fours de boulangerie étaient alors venus se superposer aux remblais qui atteignaient la hauteur des chapiteaux des colonnes.

M. Ch. Thiriot nous fit le résumé des importants travaux de déblaiement exécutés par les services techniques de la Ville de Provins pendant l'hiver 1975-1976 et qui permirent ainsi — grâce à la Municipalité de Provins et aux autorisations accordées par les Administrations intéressées — de restituer dans son état d'origine cette très belle salle voûtée d'ogives du XIII^e siècle.

◇ La visite de ces lieux, nouveaux pour la quasi-totalité de nos Sociétaires, devait se terminer — avec l'aimable autorisation du propriétaire, « Le Foyer Provinois » — par une agréable promenade sous les belles futaies de « L'Ermitage », où planent les souvenirs de Nicolas Gireme, Gouverneur de Provins au XV^e siècle, alors que la propriété s'appelait « La Belle Maison »; de Christophe Opoix dont on peut voir le médaillon au fronton d'un petit temple néo-grec dont l'architecture rappelle le petit temple disparu des Eaux minérales dont Christophe Opoix avait été Inspecteur général; des Chevaliers du Temple dont la curieuse fontaine dite d'ailleurs « des Templiers » rappelle que là fut la Commanderie du Val, premier des établissements des Templiers à Provins.



A partir de 18 heures chacun prit le chemin du retour, au terme d'une journée qui a laissé bon souvenir aux participants.

Rapport moral

Il y a un an, le 11 mai 1975, nous étions réunis en Assemblée générale à l'Hôtel de Ville de Nangis et M. Jacques Solier, Préfet de Seine-et-Marne, avait honoré de sa présence notre réunion, nous disant l'intérêt qu'il portait à nos travaux et nous incitant vivement à persévérer.

Grâce à l'activité de plusieurs de nos sociétaires de Nangis nous avons pu visiter ce jour-là, à la bibliothèque « Culture et Bibliothèque », une exposition archéologique des opérations réalisées à Nangis et aux environs (fouilles et collections). Nous avons ensuite proposé, au choix, une visite des fouilles du site gallo-romain de Châteaubateau, ou bien une visite de l'église médiévale de Rampillon. Selon notre habitude, la journée d'Assemblée générale a été un temps fort de nos activités.

Dès le mois suivant notre Conseil d'administration a repris ses réunions régulières qui permettent de donner une impulsion périodique nécessaire entre deux Assemblées générales. Ces réunions ont été tenues les 30 juin et 22 septembre 1975, les 12 janvier et 29 mars 1976. Soulignons les résultats les plus importants.

Adhésions nouvelles

En un an 71 admissions nouvelles ont été prononcées, en 4 séances (62 l'an dernier). Compte tenu de quelques décès et démissions, l'effectif total de notre Société dépasse maintenant 850 membres. L'objectif « 1000 sociétaires » est à notre portée. Pour le réaliser il suffirait que chacun regarde autour de lui pour voir qui peut s'intéresser à ce que nous faisons et lui proposer de nous rejoindre.

Publications

Le bulletin de 1975 a été particulièrement copieux : 156 pages, avec des articles variés et illustrés d'art et d'archéologie, d'histoire et de géographie, tous de première main et débordant le seul intérêt local. C'est le vingtième d'une série qui se poursuivra.

Habitués que nous sommes à recevoir chaque année un bulletin de ce genre nous ne mesurons peut-être pas assez ce qu'il représente : il contribue à situer notre Société en bonne place, non seulement parmi les Sociétés analogues de la Région parisienne, mais également parmi les Sociétés savantes de l'ensemble de la France ainsi que nous le disent en cours d'année des personnalités bien placées pour en parler, tel notre Président d'Honneur, M. Jean Hubert.

Excursions

Elles continuent à avoir leur « public » fidèle auquel se joignent chaque année de nouveaux participants.

En 1975, deux excursions ont été proposées :

— en juin, à Châtillon-sur-Seine, connu principalement pour le « trésor de Vix »;

— en octobre, dans la vallée de l'Yonne et la forêt d'Othe.

Ces excursions, soigneusement préparées par M. et Mme J. Boileau, sont instructives et plaisantes. Elles auront une suite en juin et à l'automne.

La Maison romane de Provins

Elle a fait l'objet, cette année encore, d'une importante tranche de travaux : l'escalier (colonne vertébrale de l'édifice), trois salles du premier étage (dont l'une à usage de bibliothèque), un appentis donnant sur la cour du côté de la « Grosse Tour de Provins ». Ils nous seront présentés cet après-midi.

Ces travaux ont été rendus possibles grâce à un important prêt d'argent sans intérêt, dû à la bienveillance de la Sauvegarde de l'Art français, en souvenir de la Marquise de Maillé, sa bienfaitrice. C'est pour cette raison que nous lui rendrons hommage cet après-midi et qu'une trace durable en subsistera par l'apposition d'une plaque.

Nous espérons que le financement des travaux récemment accomplis sera couvert en partie par des subventions que nous avons demandées et que nous demanderons; en partie aussi par l'aide de nos sociétaires à qui nous avons l'intention de proposer des formules adaptées à leurs possibilités. Cette question de financement reste lourde et préoccupante pour l'avenir, d'autant plus que nous désirons garder un budget en équilibre.

Dans l'état actuel des travaux, et faute d'un gardiennage journalier, les visites des premières salles du Musée sont limitées aux visites accompagnées par un guide patenté du Syndicat d'Initiative. Une ouverture plus large aux visiteurs se fera progressivement, à mesure que les travaux seront plus avancés et que les problèmes de gardiennage trouveront des solutions satisfaisantes.

Nos Musées

Notre Société a pris l'initiative de réunir à Provins, le 17 novembre dernier, les représentants les plus qualifiés des corps et services intéressés par le programme muséologique de notre Ville et par la restauration des monuments qu'il met en cause. Au total 22 personnes.

Il s'agissait de la Grange-aux-Dîmes, du Musée de la Région provinoise à la Maison romane et aussi de Saint-Ayoul et de ses abords.

Après un exposé d'ensemble de M. Georges Goetz, un échange de vues a eu lieu entre les représentants de la Municipalité et les membres de notre Conseil d'administration. Puis sont intervenus les représentants qualifiés des Monuments historiques, de la Direction des Musées de France, de l'administration départementale, etc.

Cela a permis de clarifier une situation complexe et de poser avec netteté le principe d'une action concertée pour le présent et pour l'avenir des Musées de Provins, tant en Ville basse autour de Saint-Ayoul qu'en Ville haute. La richesse de notre patrimoine artistique est lourde à gérer pour une petite ville comme Provins et pour une Société locale comme la nôtre. Mais on peut espérer qu'une progression s'opérera, peu à peu, grâce aux aides attendues de l'extérieur et aux efforts que nous continuerons à fournir.

L'activité cantonale

Elle se poursuit, avec plus ou moins d'intensité, dans les divers cantons de notre arrondissement. Ceux de Donnemarie et de Nangis sont les plus avancés, avec la constitution d'un groupe local de sociétaires et diverses réunions cantonales en cours d'année.

En juin 1975 le Conseil d'administration a invité plusieurs délégués cantonaux afin de favoriser leur action et de mieux remplir notre rôle dans ces cantons. Cette invitation sera renouvelée prochainement, l'activité cantonale nous paraissant fondamentale pour une Société d'arrondissement.

Recherches archéologiques

Elles se poursuivent ici et là, dans le canton de Donnemarie notamment, à l'initiative de tel ou tel sociétaire ou de telle petite équipe.

Les lieux et objets de recherche ne manquent pas et nous en savons l'intérêt. Toutefois les recherches archéologiques ne sont pas pour l'instant le secteur le plus développé de nos activités. Cela tient à ce que nous ne sommes pas suffisamment équipés actuellement et aussi parce que nous ne cherchons pas à concurrencer ni à supplanter les personnes ou les groupes déjà à l'œuvre d'une manière efficace (régions de Montereau, de Bray, de Châteaubleau par exemple).

Questions diverses

Elles sont multiples au cours d'une année et nous ne sommes pas de trop, au Conseil d'administration, pour y faire face : ne serait-ce que les réponses aux questions orales ou écrites qui nous sont posées fort souvent.

La vie quotidienne d'une Société (comme celle d'une famille) est faite de mille choses qui ne sont pas spectaculaires mais qui prennent bien du temps, un temps généreusement donné, par des bénévoles, auxquels le Président de la Société souhaiterait qu'on rendît hommage, au moins à l'occasion d'une Assemblée comme celle-ci.

En conclusion

Ce rapport moral ne prétend pas être complet ni rendre compte d'activités exemplaires. Mais compte tenu de nos moyens modestes (en temps, en argent, en personnel), je ne pense pas que notre Société ait déperî au cours de l'exercice écoulé. Je pense même qu'elle a poursuivi sa progression et que ses membres ont plus de motifs de se réjouir que de se lamenter.

C'est pourquoi je soumets avec confiance ce rapport moral à votre appréciation avec l'espoir que vous l'approuverez, ce qui nous donnera courage pour une nouvelle étape.

Michel VEISSIÈRE.

Rapport financier

Une nouvelle tranche de travaux à la Maison romane (réfection totale de l'escalier et mise en état des pièces du premier étage) a constitué un gros effort financier. Dans l'attente (déjà longue) du versement d'une subvention allouée naguère par le Ministère des Affaires culturelles nous n'avons pu entreprendre de tels travaux qu'avec l'aide de la Sauvegarde de l'Art français qui, grâce à la générosité de la Marquise de Maillé et en mémoire d'elle, nous a consenti un prêt sans intérêt de 100.000 F, véritable ballon d'oxygène pour notre trésorerie.

Par ailleurs nous n'oublions pas la mise en valeur de la Chapelle Saint-Hubert et de ses alentours, sur la R.N. 19, entre Provins et Sourdun.

Voici maintenant le résumé des différents postes de l'année comptable 1975 :

Actif au 31 décembre 1974 : 60.864,05 F.

Actif au 31 décembre 1975 : 110.420,22 F.

Pour les principales recettes :

Cotisations et adhésions 1975	10.828 F
-------------------------------------	----------

Participation Ville de Provins à entrées	
--	--

Monuments	16.000 F
-----------------	----------

Subventions du Conseil général de S.-et-M. :

Pour premiers travaux de la Maison romane	1.694 F
Pour la Société	3.000 F
Subvention Caisse d'Epargne de Provins	1.000 F
Intérêts Caisse d'Epargne	2.404 F
Prêt Sauvegarde de l'Art français	100.000 F
Vente bulletins et ouvrages	3.072 F

Pour les principales *dépenses* :

Impression bulletin 1975	12.114 F
Dépenses aménagement Maison romane	51.252 F
Secrétariat	3.132 F
Remboursement des emprunts	10.697 F
Dépenses diverses (cotisations, abonnements, location de remise, impôts, assurances, eau, électricité, frais d'Assemblée générale, etc.)	6.246 F

Prévisions pour 1976 :

Recettes : cotisations, participation entrées Monuments, subventions (Affaires culturelles, Conseil général, Caisse d'Epargne), vente bulletins, dons, aide des sociétaires pour l'aménagement de la Maison romane, etc.

Dépenses : travaux en cours à la Maison romane, à la Chapelle Saint-Hubert, publication du bulletin, groupe de recherches archéologiques, dépenses diverses (voir ci-dessus), etc.

A nos sociétaires

Avez-vous réglé votre cotisation de 1976 ?

Pouvez-vous régler dès maintenant votre cotisation de 1977 ?

(Indications pratiques, plus loin p. 119)

Avez-vous fait connaître notre Société à vos amis ?

Montrez-leur ce bulletin

Utilisez la demande d'admission ci-jointe

M E R C I !

Hommage à Madame de Maillé

par Monsieur Jean HUBERT, membre de l'Institut,

Président du Comité d'action de la Sauvegarde de l'Art français

Je regrette qu'un voyage à l'étranger ne me permette pas d'être aujourd'hui auprès de vous et je remercie Monsieur Hodanger et Monsieur le chanoine Veissière d'avoir bien voulu me proposer de vous dire combien, le général de Cossé-Brissac et moi-même, nous nous associons par la pensée à la commémoration qui fera de cette journée du souvenir un grand jour.

Je suis venu à maintes reprises avec la Marquise de Maillé dans ce Provins dont elle avait fait son fief d'élection, au point que nous l'appelions souvent « la Dame de Provins ».

Son attachement pour votre ville venait tout d'abord de ce qu'elle ressentait profondément la noblesse et la parfaite beauté de la plupart des monuments remontant à l'époque où Provins avait été la radieuse capitale d'un comté plus riche que beaucoup de royaumes. Bien qu'inachevée, Saint-Quiriace, la superbe collégiale des comtes, était à ses yeux l'un des plus parfaits monuments de l'époque gothique situés à l'est de Paris. Ce miracle d'harmonie où la moindre moulure avait une justification, l'emplissait d'une joie profonde, de même que les statues-colonnes du grand portail de Saint-Ayoul, qui, bien que blessées par le temps, témoignent de façon si émouvante de la noblesse de l'art du milieu du XII^e siècle dans cette région de la France. A l'autre extrémité de cette église Saint-Ayoul les restes impressionnants du chœur édifié dans le dernier quart du XI^e siècle nous proposait des mystères que ni l'étude, ni, plus tard, les fouilles, ne parvinrent à élucider complètement.

Les énigmes ne décourageaient pas la Marquise de Maillé et elle avait pour règle d'aller au fond des questions. Servie par des dons exceptionnels, elle y apportait à la fois une méthode très rigoureuse et cette sorte de passion à la fois raisonnée et obstinée qui fait les grands archéologues. C'est ainsi qu'est né son grand ouvrage sur les monuments religieux de Provins, écrit avec une sorte d'allégresse qui ne laisse pas deviner les longues recherches qui précédèrent cette rédaction. « Le travail efface le travail » avait coutume de dire son auteur.

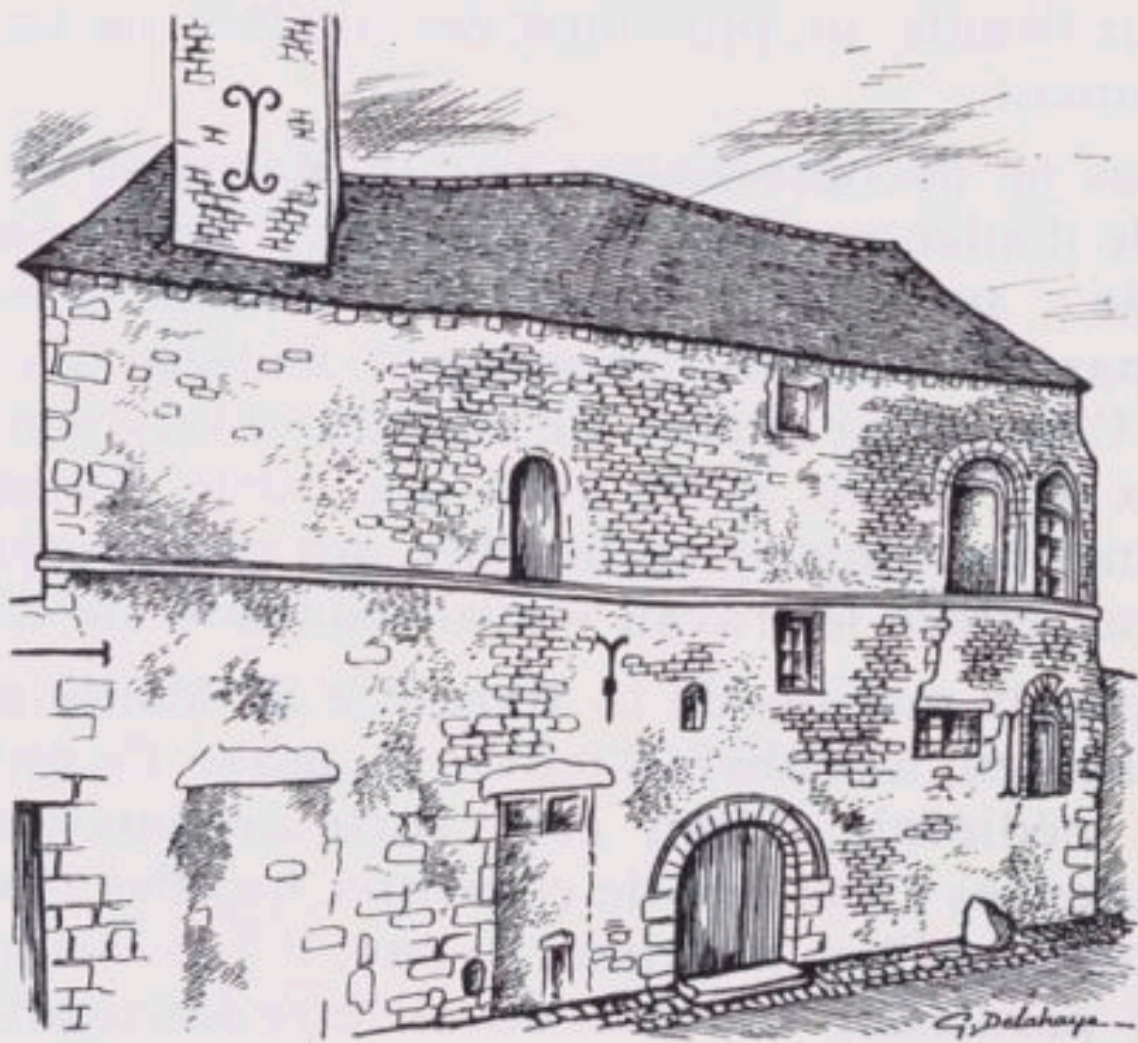
L'un des grands mérites de la Marquise de Maillé a été de ne pas s'intéresser seulement aux chefs-d'œuvre du passé. Ce qui l'attirait dans la civilisation médiévale c'était cette sorte de réussite heureuse que constituent toutes les créations de ce temps, qu'elles fussent aristocratiques ou populaires. C'est pourquoi le site, l'« environnement » d'un monument lui paraissait souvent devoir être sauvegardé tout autant que le monument lui-même. De là ses campagnes en faveur du Couvent des Cordelières. Cette colline sacrée lui semblait aussi digne d'être respectée que le monument fameux où est conservé le cœur de Thibaud de Champagne.

Dans le même ordre d'idée, elle a fourni un énorme labeur pour la conservation des plus intéressantes caves anciennes de Provins. Elle avait compris combien ces constructions étranges, parfois superposées, jouaient un rôle essentiel aux époques où les maisons à pans de bois offraient une proie facile aux incendies. Les caves permettent d'imaginer les maisons disparues. Ce sont des témoins essentiels de la vie quotidienne d'autrefois. Pour cette tâche comme pour les autres, elle se donna toute entière. Elle visita d'abord toutes les caves anciennes de la ville. Puis elle dressa le plan de chaque cave et fit de celles-ci des photographies remarquables; et c'est ainsi que quatorze caves anciennes ont pu être classées comme monument historique ou inscrites à l'Inventaire supplémentaire.

Restait dans sa préoccupation la Maison romane de la rue du Palais. C'était un témoin de l'habitat du XII^e siècle, unique dans toute la région parisienne. Que de fois on a désespéré de pouvoir sauver une construction si précieuse aux yeux des archéologues mais dont la restauration s'avérait difficile et coûteuse. Madame de Maillé n'aura pas vu de ses yeux la résurrection que vous avez opérée. Rien n'aurait pu lui causer plus de joie. Rien ne pouvait être fait ici de plus efficace pour commémorer l'œuvre et le génie de votre bienfaitrice.

9 mai 1976.

Jean HUBERT.



La Maison romane de Provins

Activités de la Société

Réunions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de la Société s'est réuni les 12 janvier, 29 mars, 5 juillet et 23 septembre 1976.

REUNION DU 12 JANVIER 1976

14 admissions, une démission, 6 décès.

Premiers préparatifs de l'Assemblée générale annuelle fixée au dimanche 9 mai 1976, à Provins.

Les travaux vont se poursuivre à la Maison romane : réfection d'un appentis sur cour arrière, aménagement du jardin d'entrée, suite des travaux au premier étage (haut de l'escalier, bibliothèque, grande salle).

A la suite de l'importante réunion du 17 novembre 1975 sur les Musées de Provins (voir Bulletin 1975, p. 25), une réunion de travail aura lieu le 19 janvier entre 3 membres de la Municipalité (MM. Depret, Thiriot, Renard) et 3 membres du Conseil (Mlle Merlin, MM. Veissière et Bellot).

Le Conseil approuve une suggestion de Mlle Merlin : remettre en place la coquille malencontreusement enlevée de la façade de l'hôtel de la Coquille, place du Châtel, à Provins.

REUNION DU 29 MARS 1976

20 admissions nouvelles, 6 démissions, un décès.

La plus grande partie de cette réunion a été consacrée à la préparation détaillée de l'Assemblée générale du 9 mai.

M. Georges Goetz, compte tenu de l'état des travaux à la Maison romane, présente un projet d'aménagement provisoire du premier étage pour le 9 mai. Par ailleurs il élève une vive protestation contre l'ouverture à tous vents du rez-de-chaussée de la Grange-aux-Dîmes, mettant en péril nos collections, sans que notre Société ni la Direction des Musées de France aient été avisées de ces nouvelles dispositions.

M. Jean Boilleau présente un programme d'excursion à Senlis et à Chantilly pour le lundi 21 juin.

Le Conseil s'intéresse à l'activité des groupes cantonaux, en particulier à Nangis, Donnemarie-Dontilly, La Ferté-Gaucher où plusieurs

projets précis sont en cours de réalisation. Une réunion des délégués ou animateurs cantonaux aura lieu lors de la prochaine réunion du Conseil, le 5 juillet.

REUNION DU 5 JUILLET 1976

8 admissions nouvelles, 2 décès.

Election du Bureau. Les membres du Bureau sortant sont réélus à l'unanimité : M. le chanoine Veissière, MM. Forgeas, Boilleau (en remplacement de M. Jorré, secrétaire, démissionnaire pour raison de santé), E. Finon.

La première partie de la réunion est consacrée aux activités cantonales. Exposés de M. Recurt (Nangis), de M. J.-M. Thoret (Donnemarie-Dontilly), de Mme Blondeau (La Ferté-Gaucher), de M. G. Mirvault (Bray-sur-Seine), donnant lieu à un bon échange sur les perspectives d'activités possibles en 1976-1977.

Une première conclusion de cet échange est la décision prise de tenir notre prochaine Assemblée générale dans le canton de Bray-sur-Seine, en mai 1977, avec l'espérance fondée de concours locaux.

Malgré l'absence de M. Goetz (empêché) il a paru utile de reparler des Musées afin que les membres du Conseil aient une vue bien cohérente et se sentent bien solidaires pour rechercher les meilleures solutions avec la Municipalité de Provins, conformément aux objectifs de la Direction des Musées de France.

Par ailleurs les travaux à la Maison romane vont être provisoirement arrêtés, faute d'argent (les subventions promises étant longues à arriver). Mais des dispositions sont prises pour que les salles déjà aménagées du Musée du Provinois puissent être visitées sous la conduite d'un guide du Syndicat d'Initiative.

Ayant une espérance fondée de trouver l'argent nécessaire à la restauration de l'Ossuaire de Saint-Ayoul (cf. Bulletin 1967, pp. 138-139), un dossier va être constitué à cet effet.

Le Conseil envisage une nouvelle fois les moyens d'aménager définitivement les abords de la chapelle Saint-Hubert, sur la R.N. 19.

L'excursion d'automne est en préparation.

REUNION DU 23 SEPTEMBRE 1976

6 admissions nouvelles.

Présentation de l'excursion du 10 octobre (J. Boilleau) et du Bulletin 1976 presque terminé (M. Veissière).

Musées de Provins : correspondances échangées depuis le 5 juillet; préparation d'une exposition à la Maison romane durant la Quinzaine des Musées d'Ile-de-France; projets d'aménagement du premier étage de la Maison romane à plus long terme; concertation entre M. Goetz et le Conseil d'administration à ce sujet.

Mme Andrée LAFALLOU
Mme Madeleine PILLON
Mme Pauline

Notre Président

Chevalier des Arts et des Lettres

Il y a quelques mois, le Secrétariat à la Culture a nommé notre Président Chevalier des Arts et Lettres. Nous nous en réjouissons et nous nous associons à ce que l'Evêque de Meaux, Mgr Kuehn, a publié à ce sujet dans son bulletin diocésain, *Eglise de Meaux*, du 4 juillet 1976 :

« Chacun sait que le chanoine Veissière a depuis longtemps des activités culturelles dans notre diocèse, particulièrement à Provins et dans sa région. Nous nous réjouissons d'apprendre qu'il vient d'être nommé au grade de chevalier dans l'Ordre des Arts et Lettres par arrêté du 20 mai 1976 du Secrétariat d'Etat à la Culture qui motive ainsi sa décision : « Cette distinction reconnaît les importants services que vous avez rendus par votre action, au rayonnement des arts et de notre culture ». Nous sommes sensibles à cette nomination qui honore un des membres du clergé de Seine-et-Marne et nous lui adressons nos amicales félicitations. »

Jacques FORGEAS, *Vice-Président*.

Monsieur Jorré, membre d'Honneur

L'article 3 des statuts de notre Société prévoit que « le titre de membre d'honneur peut être décerné par le Conseil d'administration aux personnes qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'Association ».

C'est bien le cas de M. André Jorré qui s'est dévoué sans compter, durant de longues années, en particulier comme membre du Bureau, donnant à sa fonction de Secrétaire de vastes dimensions, faisant inlassablement d'innombrables démarches, en particulier afin d'assurer le financement des travaux de la Maison romane, présent sur les chantiers où ses connaissances d'ingénieur de travaux publics étaient précieuses. Notre Société lui doit beaucoup.

Au moment où le mauvais état persistant de sa santé l'a amené raisonnablement (mais avec quels regrets !) à donner sa démission de secrétaire et de membre de notre Conseil d'administration, ses collègues du Conseil, unanimes, au soir de notre Assemblée générale du 9 mai dernier, ont décidé de lui décerner le titre de Membre d'Honneur de notre Société. Il l'a bien mérité et s'il s'en trouve honoré, nous aussi.

M. V.

Membres défunts

Depuis l'an dernier nous avons appris le décès du pasteur M. MOUSSEAUX, de MM. Henri COSSY et Jean LEGRAND, de Mmes L. MARTINON et H. CAJON.

Notre Société s'associe au deuil de leurs familles.

Nouveaux membres

La liste complète des membres de notre Société a été publiée en un encart de 20 pages dans notre bulletin de 1974. Il convient d'y ajouter la liste de ceux qui ont été admis comme nouveaux membres en 1975 (Bulletin 1975, pp. 16-17) et en 1976 (ci-dessous).

Admis le 12 janvier 1976 :

Mme Lise BELLOT, 14, rue Saint-Thibault, 77160 Provins.
M. Jacques BEY, 3, rue d'Hennepont, Champbenoist, 77160 Provins.
Mme Paulette DESAUTEL, 3, rue du Palais, 77160 Provins.
Docteur et Mme Claude FINON, 17, rue du Chat-Haret, 60300 Senlis.
Mlle Suzanne MATHIERE, 5, avenue du Ralloy, 77520 Donnemarie Dontilly.
M. et Mme François PELLETIER, La Fontaine-aux-Bois, 77171 Sourdun.
M. et Mme Jean-Pierre RENAUD, 2, rue des Marais, 77160 Provins.
Mme G. SAVRI, 23, rue de la Vénrière, 77160 Provins.
Mlle Christine SWIERK, Cucharmoy, 77160 Provins.
Mme Madeleine TOUZARD, rue de Lagourd, 77520 Donnemarie Dontilly.
M. E. VIAUT, 38, avenue Foch, 77370 Nangis.

Admis le 29 mars 1976 :

M. Jacques BARRIERE, 1, avenue Léon-Binet, 77160 Provins.
M. Jacques BLACHE, L'Hardelée, Vimpelles, 77520 Donnemarie Dontilly.
M. et Mme Jack DAVIT, 12, Promenade Jules-Ferry, 77370 Nangis.
M. Jacques DURAND, 64, boulevard Carnot, 77160 Provins.
Mme Roberte DURIN, 26, route de Chalaudre, 77160 Provins.
M. Henri FLAMENT, Les Fontaines-Dieu, 1, quai F.-Roosevelt, 77920 Samois sur Seine.
Mlle Evelynne FOUCAULT, Courton le Haut, 77650 Longueville.
M. Charles FREMONT, avenue Anatole-France, 77160 Provins.
Comte Paul-Noël et comtesse de HAUT DE SIGY, Château de Sigy, 77520 Donnemarie Dontilly.
M. Emmanuel HUSSON, 26, rue Desrenaudes, 75017 Paris.
M. et Mme Dominique LETANG, 77171 Sourdun.
Mlle Marguerite MERMOD, Lycée Thibaut de Champagne, 3, rue du Collège, 77160 Provins.
Mme Christiane PHILIPPE, 73, avenue Mozart, 75016 Paris.
M. et Mme René PONT, Sigy, 77520 Donnemarie Dontilly.
M. et Mme François VECTEN, 1, rue Saint-Jean, 77160 Provins.

Admis le 5 juillet 1976 :

Mme Ghislaine BERNARD, Le Prieuré, Meigneux, 77520 Donnemarie Dontilly.
Mme Jacqueline BOUCHARD, 12, rue Saint-Thibault, 77160 Provins.
Mme Paulette BOURON, rue de Rebais, 77160 Provins.
M. Jean-Louis GEFFROY, 42, rue de Jouy, 77160 Provins.
Mme Simone GILLON-MERLET, 44, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

Mme Andrée LAHALLE, 44, rue des Vignes, 77450 Esbly.
Mme Madeleine PHELY, Sainte-Colombe, 77650 Longueville.
Mme Paul VERNANT, 7, rue Notre-Dame, 77160 Provins.

☞ **Admis le 23 septembre 1976 :**

Mme Solange CARREAU, Courton-le-Bas, 77650 Longueville.
Mme Lydie COLET, 13, rue Joly, 77160 Provins.
M. Patrick GOUGE, route de Gurcy-le-Châtel, 77520 Montigny-Lencoup.
M. et Mme LADOUSSE, La Prairie de Beauregard, Bezalles, 77970 Jouy-le-Châtel.
Mme Benjamine MIRAT, 6, rue du Pont-Pigy, 77160 Provins.

Nos excursions

Excursion à Senlis et au château de Chantilly

(Lundi 21 juin 1976)

La canicule étant la caractéristique de l'été 76 n'a cependant pas empêché 50 membres de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Provins de participer à l'excursion du lundi 21 juin.

Senlis

C'est en effet par un brûlant soleil que nous sommes allés visiter tout d'abord la ville de Senlis. Accueillis place de la cathédrale par une aimable hôtesse du Syndicat d'Initiative et par M. Claude Finon, neveu de notre dévoué trésorier, nous avons le rare privilège, grâce à ces personnes, de pénétrer dans certaines demeures particulières présentant un réel intérêt car elles illustrent une page de l'histoire de cette cité royale (Hugues Capet n'y fut-il pas élu « roi des Francs » en 987 ?).

Déambulant dans les vieilles rues aux pavés inégaux mais empreintes d'un charme bien provincial, on peut admirer : là une décoration Renaissance, plus loin des hôtels privés aux balcons ornés de ferronnerie, ailleurs une tourelle polygonale donnant toute la saveur du XVI^e siècle dans un appareillage de brique et de pierre. L'ancienne église Saint-Pierre (XII^e et XIII^e s.) retient notre attention, ainsi que celle de Saint-Frambourg, désaffectée et (hélas !) transformée en salle de cinéma.

Mais une large compensation nous est offerte lorsque, place Notre-Dame, nous admirons le grand portail sud de la cathédrale consacrée à la Vierge Marie. Les yeux remplis par la riche décoration de ce gothique flamboyant, nous portons nos regards vers la magnifique flèche haute de 78 m, à l'harmonie incomparable.

Chantilly

Il est midi lorsque nous interrompons la visite de ce joyau de l'architecture médiévale commencé en 1191. Après avoir pris congé de nos dévoués cicerones et les avoir remerciés de leur brillante érudition si appréciée, nous partons déjeuner à Chantilly.

L'après-midi comportait surtout la visite du célèbre château du Connétable de Montmorency qui figure parmi les grandes curiosités françaises. Réputée pour ses champs de courses, son golf, ses chasses, la ville de Chantilly l'est encore plus par sa forêt et son château. Là se déploie tout le faste des Condé, d'Anne de Montmorency, d'Henri IV et des collections du Duc d'Aumale lors de la conquête de l'Algérie en 1830.

On ne sait pas ce qu'il faut admirer le plus devant tant de richesses, en parcourant les appartements : les collections de peintures, les meubles précieux, les volumes rares, les manuscrits aux reliures splendides, la chapelle avec son autel sculpté par Jean Goujon, les vitraux du XVI^e s., la galerie des cerfs, le salon des singes, etc... Tout un émerveillement.

A l'extérieur, les parterres dessinés par Le Nôtre, plus loin les Grandes Ecuries, le château du Duc d'Enghien; l'ensemble se mire dans les vastes pièces d'eau reflétant les hautes frondaisons du parc.

Il est près de 17 heures lorsque nous prenons l'itinéraire du retour, compliqué certes, mais pittoresque parce qu'empruntant de petites routes à travers cette belle forêt de Chantilly, nous permettant de longer les étangs de Commelles chers à Gérard de Nerval, de saluer au passage le logis de la Reine Blanche de Navarre, épouse de Philippe VI de Valois; et, par de jolis villages, d'atteindre ce plateau de la Goële, au nord du département de Seine-et-Marne, où la collégiale de Damartin nous retient un instant. C'est un petit chef-d'œuvre de l'art bénédictin du XIII^e s. renfermant le mausolée d'Antoine de Chabannes, compagnon d'armes de Jeanne d'Arc, et une jolie grille de chœur du XVIII^e s. Il est regrettable que l'état de délabrement intérieur laisse une impression d'abandon après la visite de cette collégiale dont l'histoire nous fut contée par un sympathique habitant de la localité.

Après être passés par Claye-Souilly et Lagny, nous arrivions au terminus de ce périple place Saint-Ayoul, où les sociétaires se quittèrent, heureux de cette excursion, qui, malgré la forte chaleur, fut une journée enrichissante et très agréable.

Jean BOILLEAU.

**Excursion à l'abbaye du Lys, au Musée de Melun,
à la collégiale de Champeaux et au château de Vaux-le-Vicomte**

(dimanche 10 octobre 1976)

Une fois de plus la sortie d'automne 1976 a été un grand succès pour notre Société qui rassembla l'après-midi une centaine de participants.

Dammarie-les-Lys

Certes, le beau temps y contribua ainsi que la variété du programme. Celui-ci en effet comportait le matin la visite des ruines de l'abbaye du Lys, lieu de rendez-vous où nous attendait, à 10 heures, Madame Delabrouille, éminente archéologue qui devait nous commenter avec brio ce haut-lieu de la chrétienté cher à saint Louis et à sa mère Blanche de Castille. Après une incursion dans une vaste cave aux voûtes gothiques on put mesurer tout le travail archéologique réalisé pour le dégagement de ce sanctuaire d'autrefois. Une promenade à travers les fouilles mit fin à cette matinée. Madame Delabrouille nous dit son regret de ne pouvoir rester parmi nous. Aussi, avant de prendre congé, M. le chanoine Veissière, en lui exprimant notre gratitude pour son accueil et son érudition très appréciée, lui remit un ouvrage sur un haut-lieu de Provins, Saint-Quiriace.

Melun et Champeaux

L'entr'acte fut constitué par un déjeuner en commun dans un restaurant des bords de la Seine. Et c'est encore le long de la berge au centre-ville que débuta l'après-midi par la visite du musée de Melun sous la conduite de son conservateur, Mlle Lussiez, diplômée de l'Ecole du Louvre. Installé dans la « Maison de la Vicomté » charmante demeure du XVI^e siècle dont l'intérieur subit des aménagements modernes, ce musée présente des collections de peintures flamandes, italiennes, hollandaises et françaises. De plus, quelques éléments lapidaires et un important ensemble de poteries viennent enrichir les différentes salles dans une présentation impeccable. L'art régional est représenté par les porcelaines de Boissettes et les faïences de Rubelles. Certes, on aimerait s'y attarder davantage, mais l'horaire doit être respecté. Il nous faut partir visiter la collégiale de Champeaux toujours en compagnie de Mlle Lussiez qui va retracer brillamment l'historique de cet édifice du XII^e siècle. Monument imposant par sa grandeur et sa sobriété; peu de sculptures, mais de beaux chapiteaux, de grandes pierres tombales, quelques vitraux remarquables ainsi que de curieuses stalles avec miséricordes à scènes fantaisistes et sacrées, restées intactes. A la sortie de la collégiale, le Président Veissière dans une brève allocution remercie vivement Mlle Lussiez et lui remet un cadeau pour son amicale participation à cette journée archéologique, sous les applaudissements de l'assistance.

Vaux-le-Vicomte

On avait réservé en fin de programme un morceau de choix : le château de Vaux-le-Vicomte. Evidemment, beaucoup d'entre nous le connaissent; mais c'est toujours avec plaisir que l'on aime déambuler dans les appartements d'une si somptueuse demeure. C'est à Vaux qu'est né le style Louis XIV qui va s'épanouir à Versailles, c'est à Vaux que, par le génie de Fouquet, château, communs et jardins furent réalisés merveilleusement par l'architecte Le Vau, le décorateur Le Brun et le célèbre jardinier Le Nôtre, afin d'éblouir le roi de France. Après bien des tribulations, ce chef-d'œuvre put être sauvé, restauré, et aujourd'hui Vaux-le-Vicomte offre à nouveau l'aspect du XVII^e siècle dans toute sa splendeur.

Et c'est au soleil couchant que nous quittons ces lieux enchanteurs. Avant de remonter dans le car c'est déjà l'éloignement des sociétaires venus individuellement. Une heure plus tard, nous voici revenus place Saint-Ayoul au terminus de ce périple « seine-et-marnais » qui fut une très agréable journée à inscrire une fois encore au palmarès de notre chère Société d'Histoire et d'Archéologie de Provins.

Jean BOILLEAU.

Activités cantonales

Donnemarie-Dontilly

Le bilan de l'année est positif :

- les recherches historiques et archéologiques se sont poursuivies;
- le crédit du groupe vis-à-vis de la population s'est accru sensiblement.

La réunion plénière du 4 octobre 1975, tenue dans la salle d'Honneur de la Mairie de Donnemarie-Dontilly, a réuni, autour du Président Veissière, la grande majorité des Sociétaires s'intéressant à la vie passée — et future — du canton.

Elle permit de faire le point et de préciser les objectifs successifs à atteindre ainsi que les moyens les plus efficaces pour y parvenir. Il fut admis que le plus élémentaire de ces moyens était, bien entendu, le travail en liaison, voire en équipe, en fonction de ses goûts et de ses possibilités.

Les recherches archéologiques menées à Lizines en vue de déterminer l'importance et l'intérêt d'un atelier de poterie gallo-romaine dont l'existence était soupçonnée, ont été menées avec le maximum de discrétion. Il convenait avant tout d'éviter les visites trop intéressées. Il en sera rendu compte dès que possible.

Par contre les travaux complémentaires exécutés à Mons-en-Montois et dont J.-Cl. Aladame a rapporté l'essentiel par ailleurs, ont été exploités en vue d'attirer l'attention de tous sur les richesses ignorées du pays.

Une exposition des résultats obtenus par les divers chercheurs du groupe a été organisée le 5 octobre au chef-lieu. A la demande des professeurs, elle fut poursuivie pendant toute la semaine suivante au profit des enfants et des jeunes gens des établissements scolaires. Depuis, des visites de sites ou des séances de projection commentées ont lieu régulièrement dans le cadre des « dix pour cent » prévus par les programmes.

D'autres réunions ont été organisées au bénéfice de groupements divers dont plusieurs n'avaient, initialement, aucune attache avec le Montois.

Il va sans dire que la presse régionale a rendu compte, souvent avec chaleur, de la plupart de ces activités. De même, elle a ouvert — et ouvre toujours — largement ses colonnes à toute relation intéressant l'histoire locale.

Deux faits sont encore à retenir cette année : ils orientent et engagent l'avenir.

A la suite des suggestions des animateurs du groupe cantonal, la Municipalité de Donnemarie-Dontilly a décidé, le 22 mai 1975, d'assurer la sauvegarde de l'église de Dontilly (XII^e-XV^e siècles), maintenant fermée au culte, en la transformant en bâtiment à usage culturel : musées, concerts, conférences... Des crédits sont prévus, dès cette année, pour couvrir les frais des premiers travaux.

Le 7 février 1976, l'Union des Maires du Canton a, dans les mêmes conditions, admis le principe de la création d'un Syndicat d'Initiative intercommunal. Cet organisme sera chargé de faire profiter l'ensemble de la collectivité du résultat des travaux du Groupe de recherche local de notre Société.

J.-M. THORET.

Nangis

Quelle a été l'activité de la petite équipe du secteur de Nangis au cours de l'année 1975-1976 ? Modeste certes, mais vivante pourtant.

Certains de ses membres ont déployé une activité personnelle et intense qui s'est concrétisée par des réalisations très réussies (une exposition « Des pierres et des Hommes » à Provins en automne, une veillée « Les pierres parlent au village de Rampillon », une monographie sur deux villages voisins : Grandpuits et Bailly-Carrois).

Deux réunions de l'équipe ont eu lieu : l'une en juillet 1975, chez M. et Mme Pladys, où, après un rappel des objectifs fixés antérieurement, nos hôtes nous ont gâtés d'une veillée « diapos » prises au cours

d'un voyage au Cameroun et où l'intérêt du commentaire le disputait à celui des images.

Une seconde réunion, fin juin 1976, a montré que, si peu de choses avait été accompli, chacun restait disponible et intéressé. Pour quoi faire ?

— Poursuivre et intensifier la collecte de documents, de récits de faits vécus pendant la période 1939-1945, et même avant. Tout ce qui risque de tomber dans l'oubli doit être recueilli.

— Collecter tous vieux objets ou outils anciens qu'on trouve encore, pour peu de temps sans doute, dans les vieilles demeures, cartes postales illustrées, etc...

— Détecter de nouveaux membres surtout auprès des jeunes.

— Se créer personnellement un état d'esprit qui nous mette constamment en recherche de tout ce qui peut aider à mieux connaître le passé proche ou lointain de notre petite région.

M. RECURT.

Autres cantons

Dans le canton de La Ferté-Gaucher, Mme Blondeau projette une rencontre de nos Sociétaires qui y résident afin d'envisager quelles actions pourraient être menées dans ce canton au cours des années prochaines.

Il serait souhaitable que des activités analogues puissent être organisées dans les autres cantons de l'arrondissement au bénéfice de notre patrimoine archéologique, artistique et historique.

Associations amies

Monuments et Sites de Seine-et-Marne

Le moulin de Gastins

Avec persévérance les Amis des Monuments et Sites de Seine-et-Marne ont concrétisé leur action dans notre arrondissement par la restauration du moulin à vent de Gastins. En signe des cordiales relations que nous entretenons avec cette Association nous avons demandé à son Président, le Général Délivré, de nous présenter ce moulin qui sera bientôt ouvert aux visites.

M. V.



Peu après la création de l'association « Amis des Monuments et Sites de Seine-et-Marne », le chanoine André Barrault, président-fondateur, décidait de matérialiser l'un des buts inscrits aux statuts (« mise en valeur du patrimoine monumental du département ») en entreprenant la restauration d'un édifice ancien.

Reprenant une idée dont la réalisation avait été souvent différée, il décidait la remise en état du moulin Choix, à Gastins.

Ce moulin à vent dont le nom évoque un hameau disparu depuis bien longtemps était le seul encore à peu près intact sur les deux cents ou plus que la Brie et les pays limitrophes avaient compté dans le passé. Il conservait encore sa charpente, ses ailes (disloquées il est vrai), et ses mécanismes. La conservation était d'autant plus justifiée qu'il possède un système de pivotement de la toiture, et un jeu d'ouverture des ailes, très rares en France.

En 1971, il est classé Monument historique et les travaux de réfection sont lancés. Sous la direction de Monsieur de Bergevin, architecte en chef des Bâtiments de France, puis de Monsieur Rochette, architecte en chef des Monuments historiques, ils sont effectués par des artisans locaux en quatre phases. Dans la première, l'édifice est d'abord mis hors d'eau, les murs sont consolidés. Les deux suivantes sont celles des gros travaux : réfection de la toiture réalisée en essentes de châtaignier, remise en place des ailes. La quatrième, encore en cours, est consacrée à la remise en état de marche des mécanismes et à la réalisation d'un environnement coquet.

Pour le financement de ces travaux, l'Association reçoit outre les subventions de l'Etat, du Département, et du District, une aide généreuse de la Meunerie de Seine-et-Marne, de la section départementale des Vieilles maisons françaises et de la commune de Gastins.

Dans le courant de l'été 1976, les premiers essais de remise au vent sont effectués en présence de meuniers qualifiés de la Beauce. Ils donnent satisfaction.

Dès à présent, on peut envisager favorablement pour 1977, des séances d'animation et des visites, qui seront d'autant plus nombreuses que l'on disposera d'équipes de volontaires intéressés à la fois par la technique et le folklore.

J. DÉLIVRÉ.

Une brochure récente :

Les moulins à vent de la Brie et de Gastins

MM. J. Délivré et R. C. Plancke viennent de faire éditer (1976) une brochure intitulée « Les moulins à vent de la Brie et de Gastins ». En 82 pages, abondamment illustrées, elle présente des généralités sur les moulins à vent et leur usage, des informations précises sur les moulins à vent de la Brie et des pays limitrophes, sur les moulins à vent de Gastins en particulier, et enfin des indications bibliographiques.

Cette brochure est vendue (18 F) « au profit de la restauration du moulin de Gastins ». Se la procurer serait une manière d'aider nos « Amis des Monuments et Sites de Seine-et-Marne » à poursuivre leur courageuse et utile entreprise.

Siège social : 55, allée Louis-Blériot, 77350 Le Mée sur Seine.
C.C.P. Paris 7117-08.

Le groupement archéologique de Seine-et-Marne

C'est le 6 décembre 1959 que le Groupement archéologique de Seine-et-Marne, généralement désigné sous le sigle G.A.S.M., tint, à l'hôtel de ville de Melun, son assemblée générale constitutive. Cette assemblée était l'aboutissement d'une série de réunions et de démarches entreprises dès le 11 décembre 1958, date à laquelle une vingtaine de personnes se réunissait à Paris, chez M. le Professeur Piganiol, alors Directeur de la circonscription des Antiquités historiques Paris-nord. Le but de cette réunion était « *de constituer un organisme de liaison entre tous ceux qui s'intéressent à l'Archéologie préhistorique et historique de la période gallo-romaine et franque, font des fouilles eux-mêmes, ont des collections, de manière à assurer l'exploitation scientifique des gisements et aider à la formation des fouilleurs* » (Jean Quéguiner, « Comptes rendus des assemblées générales », dans Bull. du G.A.S.M., n° 1, 1961, p. 13). Des statuts avaient alors été préparés et soumis aux membres fondateurs lors d'une seconde réunion, le 16 avril 1959.

D'emblée, après un an d'existence, le G.A.S.M. comptait déjà 150 membres (il en compte maintenant plus de 600), chiffre remarquable pour une association naissante. Si l'on ajoute que ces membres étaient pour la plupart des personnes directement concernées, c'est-à-dire des fouilleurs, des prospecteurs, des propriétaires de collections archéologiques, on conçoit que la création du Groupement, par sa fonction associative et fédérative, était devenue une nécessité.

Dès l'assemblée générale constitutive, il fut décidé que les fonds de l'association serviraient essentiellement à publier un bulletin, ce qui a d'ailleurs été effectivement le cas puisqu'actuellement treize volumes de bulletin (soit quinze numéros car certains volumes couvrent deux années) sont déjà parus (couvrant la période 1961 à 1974) ainsi qu'un volume de tables rendant compte du contenu des dix premiers volumes.

Bénéficiant dès sa naissance du soutien des Directions des Antiquités préhistoriques et historiques ainsi que de celui de la Direction des Services d'Archives de Seine-et-Marne, le bulletin, grâce au concours actif des membres de ces organismes, profita d'une information de qualité qui contribua grandement à établir sa réputation.

Outre des articles de fond, notamment de précieux répertoires archéologiques cantonaux, généralement dus à des archéologues du département, on y trouve, en effet, des comptes rendus relatifs aux prospections de surface, aux trouvailles fortuites, aux sondages, aux sauvetages et aux fouilles, rédigés à l'origine par M. J.-M. Desbordes, alors Assistant de M. le Directeur des Antiquités historiques (nommé depuis Directeur des Antiquités historiques de Picardie puis du Limousin), et

maintenant par Mlle J. Degros et M. M. Petit, respectivement Assistant de M. le Directeur des Antiquités préhistoriques et de M. le Directeur des Antiquités historiques. Complétant ce panorama actuel de la recherche archéologique seine-et-marnaise, une rubrique bibliographique, rédigée d'abord par Mme P. Cavailler, Conservateur aux Archives départementales de Seine-et-Marne (nommée depuis Directeur des Services d'Archives de l'Essonne) puis par les conservateurs qui lui ont succédé : Mme Jenn et Mme Hamon; et plus récemment par Mlle Billat, recense les publications intéressant l'archéologie et l'histoire antique du département. Enfin, pour faciliter sa consultation, chaque volume du bulletin est muni d'un index alphabétique.

L'activité du G.A.S.M. se manifeste encore par des promenades sur des sites archéologiques de la région parisienne et par la tenue d'assemblées qui sont pour les archéologues du département autant d'occasion de rencontre et d'échange d'informations. Plusieurs de ces assemblées ont d'ailleurs eu pour cadre l'arrondissement de Provins. Ce fut le cas en 1972 à Donnemarie-Dontilly, en 1974 à Provins même et en 1976 à Montereau et Bray-sur-Seine.

Le conseil d'administration du G.A.S.M. fut présidé, lors de sa constitution, par M. A. Piganiol, Directeur des Antiquités historiques, auquel ont succédé, en 1968, Mme Basse de Ménorval, et depuis 1972, M. M. Fleury, lui aussi Directeur des Antiquités historiques. Présentement, la vice-présidence est assumée par M. M. Brézillon, Directeur des Antiquités préhistoriques, et M. C. Pladys, bien connu des membres de la Société de Provins qui ont pu admirer à Nangis comme à Provins ses expositions d'objets préhistoriques et antiques. Le secrétariat est traditionnellement confié à M. le Directeur des Services d'Archives du département, M. J. Quéguiner, de 1959 à 1973, et depuis cette date, M. Ch.-H. Lerch. Quant à la trésorerie, elle est également gérée par un membre du personnel des Archives départementales. Complétant le bureau, le conseil comprend encore une quinzaine de membres parmi lesquels on relève les noms de plusieurs personnes résidant où se livrant à travaux archéologiques dans l'arrondissement de Provins : MM. J. Bontillot, J.-P. Burin, Mirvault, C. et D. Mordant, J. Scherer, et l'auteur.

Pour adhérer, il suffit d'en faire la demande en s'adressant au Secrétaire général du G.A.S.M., Archives départementales, Préfecture, 77000 Melun. La cotisation annuelle, comprenant le service du bulletin, est de 30 F par personne ou de 40 F par ménage. Il existe aussi des membres de soutien (cotisation : 50 F) et des membres bienfaiteurs (cotisation : 60 F). Le prix du bulletin, sans adhésion, est de 35 F pour les numéros simples et de 70 F pour les numéros doubles.

Gilbert-Robert DELAHAYE.

Archéologie en région monterelaise

A l'occasion de la venue des membres du Groupement archéologique de Seine-et-Marne à Montereau, le 30 mai 1976, le CERHAME, actif groupe local animé par M. Jacques Bontillot, a présenté une exposition « Archéologie en région monterelaise » qui a été appréciée des visiteurs, ce jour-là et durant tout le mois de juin.

L'essentiel avait trait aux travaux d'archéologie effectués par le CERHAME dans la Bassée et dans la Basse-Brie, au cours des dix dernières années. De plus, un ensemble de panneaux mettait en valeur l'archéologie et l'architecture du prieuré Saint-Martin de Montereau. Il y avait aussi un aspect ethnologique concernant la faïencerie et la batellerie.

Des exemplaires du Catalogue de cette intéressante exposition sont encore disponibles. On peut se les procurer auprès de M. Bontillot, 19, rue Jules-Ferry, 77130 Montereau.

Quinzaine des Musées d'Ile-de-France

Du samedi 23 octobre au dimanche 7 novembre les Musées d'Ile-de-France ont manifesté leur existence d'une manière concertée.

A Paris, à la Conciergerie, une exposition centrale a présenté des aspects des réalisations multiformes des 107 musées de la Région parisienne. A cette occasion ont été imprimés un dépliant fournissant des indications pratiques pour la visite de ces Musées et un bref inventaire de 40 pages, illustré, informant sur l'essentiel de leurs collections.

Localement la plupart des Musées ont fait un effort de participation active à cette Quinzaine, suivant leurs possibilités. Pour sa part notre Société a présenté une exposition d'architecture briarde dans les salles du premier étage de la Maison romane, à Provins. Les divers cantons de l'arrondissement étaient représentés, notamment par des agrandissements photographiques, mais aussi par quelques maquettes (château de Montaiguillon), par des indications sur les modes de construction.

Au cours des visites qui ont eu lieu chaque jour, de 14 h. à 17 h., ceux qui sont venus à la Maison romane ont pu également admirer céramique médiévale, sculptures, bâtons de confrérie, éléments de costumes briards, exposés dans les salles du rez-de-chaussée.

L'intérêt porté par nos visiteurs à ce que nous avons pu leur présenter (bien modestement) nous encourage à poursuivre l'aménagement de ce Musée du Provinois pour lequel ne manquent ni les collections, ni les bonnes volontés et les compétences pour les bien exposer, mais les moyens de financement, ce qui ralentit (malgré nous) la mise en œuvre de cette grande entreprise.

Le Grand Hôtel-Dieu de Provins (XII^e - XVIII^e siècles)

Quelques travaux récents

Les archives anciennes du Grand Hôtel-Dieu de Provins constituent un fonds très important et ancien (depuis 1177). Longtemps conservées sur place elles ont été déposées depuis peu aux Archives départementales de Seine-et-Marne, à Melun.

On peut avoir une idée générale de la richesse de ce fonds en consultant le *Répertoire numérique* spécial établi en 1921 (1). Une bibliographie utile a été donnée en 1939 par M. Jean Hubert (2).

Il faut savoir aussi que toute la documentation n'est pas là. Il y aurait à glaner à la Bibliothèque nationale de Paris (3), à celle d'Auxerre (4), aux Archives départementales de l'Yonne, également à Auxerre (5). Mais on pourra moissonner abondamment dans 23 manuscrits conservés à la Bibliothèque municipale de Provins (6).

Aujourd'hui nous voudrions présenter quelques travaux récents qui ont pour objet le Grand Hôtel-Dieu de Provins. Citons-les par ordre chronologique de rédaction :

— Mlle Marie-Christine KUS (aujourd'hui Mme Gilbert Lavallée), « Le temporel (*intra muros*) de l'Hôtel-Dieu de Provins, 1170-1300 », Mémoire de maîtrise de lettres, Université de Paris-IV, sous la direction du Professeur Boutruche, 1970. Déposé aux Archives départementales de S.-et-M. (cote Mdz 1123).

— Mlle Françoise BARON (aujourd'hui Mme Jean-Luc Pamart), « Le temporel hors-les-murs de l'Hôtel-Dieu de Provins, 1177-1300 ».

(1) *Archives départementales de Seine-et-Marne. Répertoire numérique de la série H Supplément. Archives anciennes de l'Hospice de Provins. Grand Hôtel-Dieu*. Melun, Impr. administrative, 1921. 12 p. in-4°.

(2) *Archives départementales de Seine-et-Marne antérieures à 1792. Répertoire numérique de la série H...*, par J. HUBERT. Melun, Impr. administrative, 1939, col. 161. Avant la bibliographie on y trouve les cotes de huit autres documents (1554-1783) précédemment conservés aux Archives départementales, à Melun.

(3) B. N. Paris, ms collect. Champagne, XXVI, 2 sv (1141-1742); ms collect. Moreau, vol. 86-247 (1182-1421, copies); ms nouv. acq. lat. 2368 (XI-XV^e s.).

(4) Bibl. mun. Auxerre, ms 60.

(5) Arch. départ. Yonne, G 44 et 653; H 729 et 762.

(6) Voir le détail dans ce bulletin, pp. 33-38.



*L'Hôtel-Dieu vu depuis la rampe du collège
(photo O. Merlin)*

Mémoire de maîtrise de lettres, Université de Paris-IV, sous la direction du Professeur Boutruche, 1972. Déposé aux Archives départementales de Seine-et-Marne (cote Mdz 1167).

— M. Dominique DUPRAZ, « Les cartulaires de l'Hôtel-Dieu de Provins Edition critique ». Thèse de l'Ecole nationale des Chartes, Paris, 1973.

— MM. M. PERROT et M. MARTIN, « L'Hôtel-Dieu de Provins et la population des « pauvres malades » à la fin du XVII^e siècle ». Mémoire de maîtrise de lettres (Paris), sous la direction du Professeur P. Goubert, 1974. Déposé aux Archives départementales de Seine-et-Marne.

— Mme F. PERROT, « Les vitraux de l'Hôtel-Dieu de Provins (XV^e-XVI^e s. ». Article publié dans le Bulletin de notre Société, *Provins et sa région*, n° 128 (1974), pp. 39-51.

— Mlle M. T. MORLET et Mme M. MULON, « Le censier de l'Hôtel-Dieu de Provins » (XIII^e s.) qui paraît dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. CXXXIV (1976), pp. 5-84.

— M. VEISSIÈRE, « Documents manuscrits anciens sur l'Hôtel-Dieu de Provins conservés à la Bibliothèque municipale », 1976, article publié dans ce bulletin.



A partir de la documentation dont nous avons pu disposer nous vous présentons un petit dossier organisé de la manière suivante :

1. Quelques photographies de parties anciennes du Grand Hôtel-Dieu, dues à Mlle O. Merlin et à M. Fr. Marchand et quelques dessins de M. G.-R. Delahaye, illustrant les divers articles consacrés à cette institution.

2. L'article bibliographique de M. Veissière.

3. La présentation des deux cartulaires dont M. Dupraz a établi le texte critique, d'après ses Positions de thèse.

4. La présentation d'un censier de l'Hôtel-Dieu édité par Mlle Morlet et Mme Mulon.

5. Un article rédigé par Mme Pamart sur les possessions hors-les-murs de l'Hôtel-Dieu, à partir de son mémoire de maîtrise.

6. Un résumé du mémoire de maîtrise de Mme Lavallée sur les possessions *intra muros*.

7. Un article rédigé par MM. Perrot et Martin sur les « pauvres malades » à la fin du XVII^e siècle, à partir de leur mémoire de maîtrise.



Entrée de la chapelle de l'Hôtel-Dieu (photo O. Merlin)

Documents manuscrits anciens sur l'Hôtel-Dieu de Provins conservés à la Bibliothèque municipale

Quiconque désire effectuer des recherches approfondies sur l'histoire du Grand Hôtel-Dieu de Provins, du XII^e au XVIII^e siècle, ne peut pas négliger les ressources abondantes offertes par la Bibliothèque municipale de cette ville. Les manuscrits qui y sont conservés sont d'importance variable par leur ampleur ou par l'intérêt de leur contenu. Sans prétendre être exhaustif je donne ici la nomenclature de ce que je connais, avec des appréciations qui permettront aux chercheurs de savoir si cela vaut la peine, pour eux, de consulter l'un ou l'autre de ces documents.

Pour la présentation de ces manuscrits j'adopte l'ordre numérique d'après la classification d'A. Molinier, récemment reprise par M. Peligry (1).

◇ Ms 42 : E. GRILLON, *Vera et accurata comitum Blesensium et Campanensium series et ditionis ordinatio*. — Après des éléments relatifs aux comtes de Blois et de Champagne on trouve une *Histoire de l'Hôtel-Dieu, jusqu'en 1514* (fol. 44, puis 52 et sq.) d'après un manuscrit d'Eustache Grillon, médecin de cet Hôtel-Dieu, mort en 1699. Voir plus loin mss 266 et 267.

◇ Ms 50 : Liasse de neuf pièces originales sur parchemin. — Pièce 7 : « Gui, archevêque de Sens, approuve l'attribution faite par la comtesse Marie et le chapitre de Saint-Quiriace, d'une prébende de cette église à l'entretien des pauvres de l'Hôtel-Dieu de Provins. 1184. Original scellé » (Peligry). Edité par M. VEISSIÈRE, *Une communauté canoniale au Moyen Âge, Saint-Quiriace de Provins (XI^e-XIII^e s.)*, Provins, 1961, p. 276 n° 39 (cf. n° 38); cf. pp. 100-101.

◇ Ms 85 : Recueil de 264 chartes... (1146-1786).

Pièce 1 : « Hugues, archevêque de Sens, met un terme au différend qui opposait l'Hôtel-Dieu de Provins et le chapitre de Saint-Quiriace (vers 1145). Chirographe original » (Peligry). C'est l'original (re-

(1) Christian PELIGRY, *Bibliothèque municipale de Provins. Catalogue des manuscrits*. Texte dactylographié de 107 pages (avec index, pp. 82-107). [Provins], déc. 1974. — Un exemplaire est déposé à la Bibl. mun. de Provins.

trouvé) du texte édité par M. VEISSIÈRE, *Une communauté canoniale*, p. 229 n° 6.

Pièce 50 : « Etienne, doyen de Notre-Dame du Val (de Provins), ratifie la vente de cinq arpents de terre à l'Hôtel-Dieu de Provins, par Robert, chevalier, et sa femme Isabelle (avril 1220). Original jadis scellé » (Peligry).

Pièce 52 : « Philippe Poil de Chien vend à l'Hôtel-Dieu de Provins le cens de 35 arpents de terre (à 2 deniers l'arpent) et le cens de 2 arpents (à 4 deniers l'arpent) (juin 1223) » (Peligry).

Pièce 58 : « Donation faite à l'Hôtel-Dieu de Provins par Régnier de Bannost et sa femme, d'un clos situé près de Saint-Loup de Naud (1231). Original jadis scellé » (Peligry). — Mention dans J. MICHELIN et Cl. LEOUZON LE DUC, *Etat des bienfaiteurs de l'Hôtel-Dieu de Provins et de leurs libéralités* (Provins, 1887), p. 30 : « Regnier de Bannost et Burgis, sa femme; un clos à Saint-Loup de Naud et 20 livres, à charge de prières ».

Pièce 69 : « Charte de Pontius d'Albon, trésorier des commanderies de Templiers, qui établit un échange de redevances entre ce dernier et l'Hôtel-Dieu de Provins (juillet 1237). Original jadis scellé » (Peligry). — Un deuxième exemplaire de cette charte, destiné aux archives du Temple de Provins, a été édité par V. CARRIÈRE, *Histoire et cartulaire des Templiers de Provins* (Paris, 1919), charte XLIII, pp. 72-75.

Pièce 99 : « Charte de Jean Blanche, doyen de Saint-Quiriace (de Provins), et de Maître Guillaume le Gascon, prévôt de cette église, témoins de l'exécution d'une clause du testament de Guerrais de Boissy en faveur des pauvres de la Maison-Dieu de Provins (juillet 1281). Original jadis scellé » (Peligry). Mentionné par M. VEISSIÈRE, *Une communauté canoniale* (ouvr. cité), p. 201 et p. 383, n° 206.

Pièce 107 : « Lettre de Garcias, prieur de l'hôpital de Roncevaux, en Navarre, au prieur de l'Hôtel-Dieu de Provins; détails curieux sur ces deux maisons et celle de Bar-sur-Seine (4 octobre 1296). Original » (Peligry).

◇ Ms 87 : Cadre renfermant 16 chartes originales (1157-1675). — Pièce 7 : « Bulle de Lucius III pour l'Hôtel-Dieu de Provins. Veroli, 3 avril (1184) » (Peligry).

◇ Ms 88 : Portefeuille de 70 pièces concernant Provins et ses environs (1284-1800) : 2 pièces (actes de 1409 et 1517). Actes divers, 17 mars 1572, 3 sept. 1610, un autre du xv^e siècle, pour l'Hôtel-Dieu.

◇ Ms 90 : Liasse de 46 pièces relatives à l'histoire de Provins. 3 actes concernant l'Hôtel-Dieu (1570, 1651, 1652).

◇ Ms 97 : Pierre-Claude RIVOT, *Histoire civile de Provins*, t. II. La plus ancienne chronique cohérente de Provins par Rivot (1702-1794), médecin de la ville et des hôpitaux, maire de la ville (Sur cette chronique voir *Bull. Soc. Hist. Arch. Provins* n° 122 (1968), p. 123 et



Pierre tombale d'Edme le Long,
« prieur maistre du grand hostel Dieu »,
48×64,5 cm, XVI^e siècle (photo O. Merlin)

suiv.). Dans ce ms 97 voir pp. 877-882 (Eustache Grillon, médecin, mort en 1699) et pp. 893-894 (Nicolas Billate, prêtre, chanoine régulier de l'Hôtel-Dieu, mort en 1746).

◇ Ms 100 : P.-Cl. RIVOT, *Histoire ecclésiastique de Provins*, t. V, pp. 133-334, Histoire de l'Hôtel-Dieu de Provins.

◇ Ms 113 : YTHIER, *Histoire ecclésiastique de Provins*, t. VI. Le chanoine Nicolas-Pierre Ythier, estimable doyen de la collégiale Saint-Quiriace, n'a pas fait œuvre originale d'historien, mais a compilé avec soin ce qui lui paraissait digne de l'être (cf. *Bull. Soc. Hist. Arch. Provins* n° 122 (1968), p. 125). Dans ce ms 113 voir pp. 1-343 (copie de Rivot, ms 100, pp. 135-332); mais aussi pp. 344-360 (copies d'actes, 1223-1595), 370-384 (*id.*, 1141-1376), 405-424 (*id.*, 1359-1504).

◇ Ms 116 : YTHIER, *Histoire ecclésiastique de Provins*, t. IX, Supplément à l'histoire des hôpitaux et maladreries. Copies d'actes (1156-1770) de la main du chanoine Ythier, pp. 1-274. Tables chronologiques p. 356 et suiv.

◇ Ms 120 : YTHIER, *Histoire ecclésiastique de Provins*, t. XIII, Archidiaconé de Provins, supplément à l'histoire de l'Hôtel-Dieu... Copies d'actes (1263 et 1669) de la main d'Ythier, pp. 165-181.

◇ Ms 133 : Recueil de pièces sur l'histoire ecclésiastique de Provins (XVI^e-XIX^e s.), t. I, avant le fol. 107 (S. Thibault), pièces concernant l'Hôtel-Dieu (1709-1792).

◇ Ms 139 : Recueil de pièces sur l'histoire ecclésiastique de Provins, t. VII. 4 pièces parchemin, 114 pièces papier dont 9 imprimées, tout le volume concernant l'Hôtel-Dieu aux XVIII^e-XIX^e s. Un cahier de 18 feuillets, hors reliure, contient une copie des Constitutions de l'Hôtel-Dieu de Provins (XV^e-XVI^e s.). Voir aussi un plan et une coupe de l'Hôtel-Dieu.

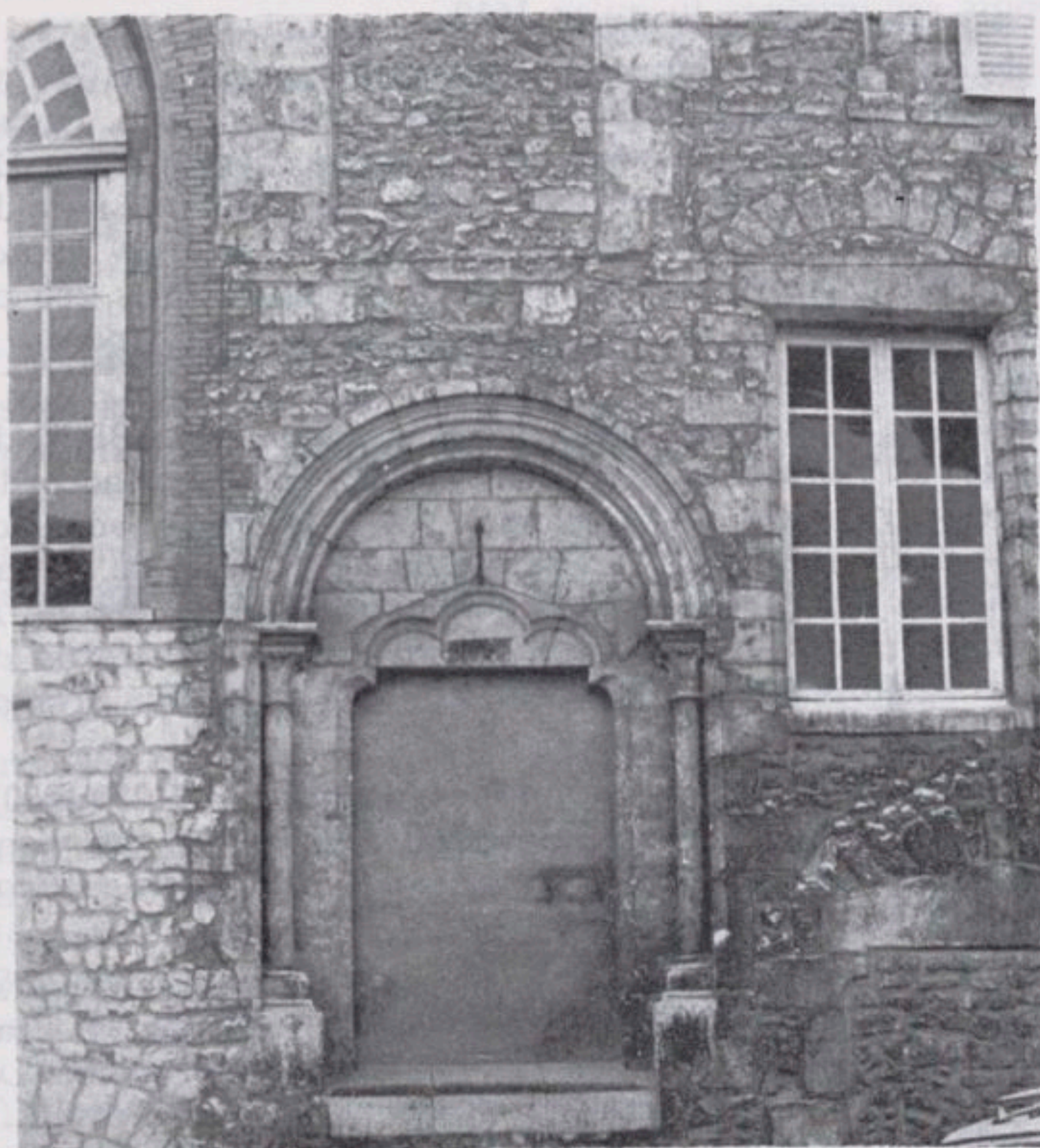
◇ Ms 143 : Liasse renfermant la copie de divers documents concernant la ville de Provins et 4 pièces sur parchemin dont un bail de vignes appartenant à l'Hôtel-Dieu (1554).

◇ Ms 146 : Pièces diverses, 1827, recueil d'extraits d'ouvrages imprimés et manuscrits. Histoire de la sœur Didier, de l'Hôtel-Dieu, pp. 39-43.

◇ Ms 155 : F. BOURQUELOT, *Provins. Notes et documents...* T. IX, « Notes et actes tirés du registre de Renier Acorre..., du censier des Cordelières de Provins et de celui de l'Hôtel-Dieu de la même ville » (Molinier). — F. Bourquelot (1815-1868), chartiste, avait accumulé des notes intéressantes pour son *Histoire de Provins* (2 vol., Provins-Paris, 1839-1840).

◇ Ms 208 : Recueil de 29 pièces (XVI^e-XVIII^e s.). Réception de religieuses à l'Hôtel-Dieu par l'abbé Ythier; procès-verbaux (1775-1788).

◇ Ms 211 : Inventaires et comptes rendus des biens et revenus des abbayes et églises de Provins, en 1790, 1791 et 1792. Recueil composite. En 12^e position, Hôtel-Dieu : trois inventaires (1786-1790); dé-



*Porte murée sur la façade de l'Hôtel-Dieu
(photo O. Merlin)*

claration des religieux et religieuses de l'Hôtel-Dieu sur leur intention de quitter leur maison religieuse ou d'y rester (une copie, et un peu plus loin (après le « Tableau »), original; tableau des religieux et religieuses de l'Hôtel-Dieu de Provins; maisons de santé.

◇ Ms 266 : (Eustache GRILLON), *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Provins, des prieurs, maîtres et administrateurs depuis son établissement...* Manuscrit autographe (1620). Relié en veau aux armes de François d'Aligre, abbé de Saint-Jacques de Provins. — Ouvrage fondamental, nous donnant l'histoire suivie et détaillée de cet établissement depuis ses origines jusqu'en 1610.

◇ Ms 267 : Autre exemplaire du même ouvrage (ms 266), de rédaction postérieure, non identique au précédent (cf. chap. 1), comportant de nouveaux développements (par ex. chap. 17 bis, année 1284) et s'interrompant brusquement en 1552. — Il y a ensuite une note du docteur Michelin (XIX^e s.) sur 3 manuscrits de l'histoire de l'Hôtel-Dieu de Provins par E. Grillon dont les deux premiers (mss 266 et 267) étaient en sa possession. Le 3^e manuscrit (qu'il croyait perdu) est le ms 42 (voir ci-dessus).

◇ Ms 268 : « Confirmation par Thibaut, comte de Blois, des donations faites à l'Hôtel-Dieu de Provins, et des privilèges accordés par ses prédécesseurs à cet établissement. 1141. Original jadis scellé » (Peligry). — Texte important, compte tenu de sa date, de son auteur, de son contenu. On en trouve une description dans LEMAIRE, *Relevé des documents intéressant le département de Seine-et-Marne conservés dans les bibliothèques communales de Meaux, Melun et Provins...* Fontainebleau, 1883, n° 67.

◇ Ms 269 : Censier de l'Hôtel-Dieu de Provins (1250-1280). Présenté plus loin, dans ce bulletin, par Mlle M. T. Morlet qui vient d'en assurer l'édition avec Mme Mulon dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. CXXXIV (1976), pp. 5-84.

◇ Ms 338 : *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Provins; des prieurs, maîtres et administrateurs depuis son établissement...* par M. François-Nicolas Billate, chanoine régulier de l'Hôtel-Dieu de Provins. Le tout rédigé et publié par un académicien apathiste. 1782. A Provins. — 86 feuillets, reliure cartonnée. — Le titre est celui d'E. Grillon (mss 266 et 267) et le texte lui emprunte. L'ouvrage se donne comme l'œuvre de Nicolas Billate (1693-1748) qui nous a laissé d'autres écrits sur Provins. L'académicien apathiste (de Florence) qui affirme rédiger et publier le tout en 1782 est L. Michelin (1732-1794), imprimeur à Provins. 21 pages sont rédigées (jusqu'en 1177). Suivent 64 feuillets de notes chronologiques (1050-1485) semblables à celles du ms 103 (Notes pour une histoire de Provins, probablement par Rivot). Ce ms 338 n'était pas connu de Molinier.

Michel VEISSIÈRE.

Les cartulaires de l'Hôtel-Dieu de Provins

Edition critique

En 1973, M. Dominique Dupraz a soutenu une thèse sur ce sujet à l'Ecole nationale des Chartes. On peut avoir une idée de son travail à partir des « Positions de thèses » (Paris, Ecole des Chartes, 1973; pp. 75-78) que nous résumons ici (M. V.).



« Les cartulaires de l'Hôtel-Dieu de Provins, qui comptent parmi les plus anciens cartulaires d'hôpitaux, constituent un document de premier ordre pour l'histoire de cet hôpital aux XII^e et XIII^e siècles » (p. 75).

Après une introduction, cinq chapitres de présentation précèdent l'édition proprement dite des cartulaires, suivie de quelques appendices.

Chapitre I : Les sources de l'histoire de l'Hôtel-Dieu

Parmi les riches archives de l'Hôtel-Dieu de Provins aujourd'hui déposées aux Archives départementales de Seine-et-Marne (Melun) se trouvent deux cartulaires : le Petit Cartulaire (A) et le Grand Cartulaire (B). « Le premier, postérieur à 1272, se compose de 118 feuillets répartis en 14 quaternions. Il contient 374 actes répartis entre 1177 et 1362, écrits peut-être par plusieurs mains. Le Grand Cartulaire, copié en 1301, comporte 187 feuillets groupés en cahiers irréguliers et dont la foliation ancienne s'explique mal. Il contient 574 actes (de 1177 à 1369), dont 330 avaient été transcrits dans le cartulaire A, classés dans un ordre méthodique puis topographique. Les chartes originales transcrites représentent environ 58% du total des actes des cartulaires et permettent d'affirmer la valeur de ceux-ci » (pp. 75-76).

Chapitre II : Les origines et l'implantation de l'Hôtel-Dieu.

Faisant suite à un premier Hôtel-Dieu fondé vers 1050 par le comte de Champagne Thibaut I^{er}, « il fut transféré entre 1160 et 1177, en raison de la création de l'abbaye de Saint-Jacques, à son emplacement actuel (1973) dans un bâtiment qui aurait été le palais des comtesses de Champagne. Malgré l'absence de charte de fondation, il est certain que le nouvel Hôtel-Dieu, situé désormais en plein cœur de la ville, au contact de la ville haute et de la ville basse, a été fondé en deux étapes par Henri le Libéral et par Henri II. Les bâtiments mé-

diévaux ont été remaniés et agrandis. L'Hôtel-Dieu comportait une grande salle, une infirmerie, deux réfectoires, deux dortoirs et au moins trois chapelles. Il ne subsiste de cette époque qu'une salle basse et une salle voûtée au rez-de-chaussée » (p. 76).

Chapitre III : L'Hôtel-Dieu au XIII^e siècle

« L'Hôtel-Dieu était desservi par une communauté religieuse dont la règle (rédigée en 1263) était inspirée de celle de saint Augustin et était à peu près identique à celle de l'Hôtel-Dieu-le-Comte à Troyes. Sa bonne tenue lui valut la louange d'un esprit critique au XIII^e siècle, Jacques de Vitry. Ses membres prononçaient les trois vœux et étaient astreints à de nombreux devoirs religieux qui ne devaient cependant pas gêner les soins donnés aux hospitalisés. Ceux-ci appartenaient à diverses catégories (malades, pauvres, pèlerins, femmes et enfants) sans que l'Hôtel-Dieu se fût spécialisé. La communauté, qui ne devait pas dépasser 38 membres, comportait davantage de sœurs (pas plus de 25) que de frères (prêtres, clercs, frères lais), d'origine sociale variée. Elle était dirigée par un maître, élu par le chapitre, confirmé par les comtes et les archevêques de Sens. Tout au long du XIII^e siècle, l'Hôtel-Dieu jouit d'un certain prestige qui lui valut des fondations d'anniversaires et des donations pieuses provenant de tous les groupes sociaux » (noblesse, clergé, bourgeoisie) (p. 76).

Chapitre IV : Le temporel de l'Hôtel-Dieu au XIII^e siècle

« Au cours des XII^e et XIII^e siècles, l'Hôtel-Dieu se constitua un temporel important dont une partie a subsisté jusqu'à nos jours » : donations, legs, ventes, échanges, acquisitions de biens, rarement très importants. « Vers 1300, le domaine de l'Hôtel-Dieu était constitué d'une censive, d'un domaine utile et de droits réels divers. » L'Hôtel-Dieu avait de nombreuses maisons à Provins et un domaine rural important (terres arables, prés, vignes, bois). « Des droits réels divers (dîmes, terrages) et des rentes provenant de dons et de legs, des prébendes et des vacants (Saint-Quiriace et chapelle (du palais) à Provins), le produit des quêtes et d'indulgences complétaient ses revenus » (p. 77).

Chapitre V : L'exploitation du temporel

« L'Hôtel-Dieu exploitait directement une bonne partie de son domaine à partir de granges (six au minimum) dirigées probablement par des frères. Le personnel de l'exploitation (tenanciers et salariés) est mal connu mais l'existence des serfs est certaine »... « L'Hôtel-Dieu fut amené à pratiquer l'exploitation indirecte en concluant des baux à « moison », temporaires (locations de maisons et fermages) ou perpétuels... » « Il préféra placer ses capitaux dans des achats immobiliers et des rachats de cens plutôt que d'acheter des rentes » (p. 77).

EDITION (partie principale de cette thèse)

« L'édition porte sur l'ensemble des actes du cartulaire B, classés dans l'ordre de ce cartulaire, et sur les actes du cartulaire A non transcrits dans le cartulaire B, classés dans l'ordre chronologique. Chaque fois que l'original existe, celui-ci est préféré au texte donné par les cartulaires, et les variantes, le cas échéant, sont indiquées. Les actes ajoutés postérieurement à 1301 n'ont été qu'analysés » (p. 78).

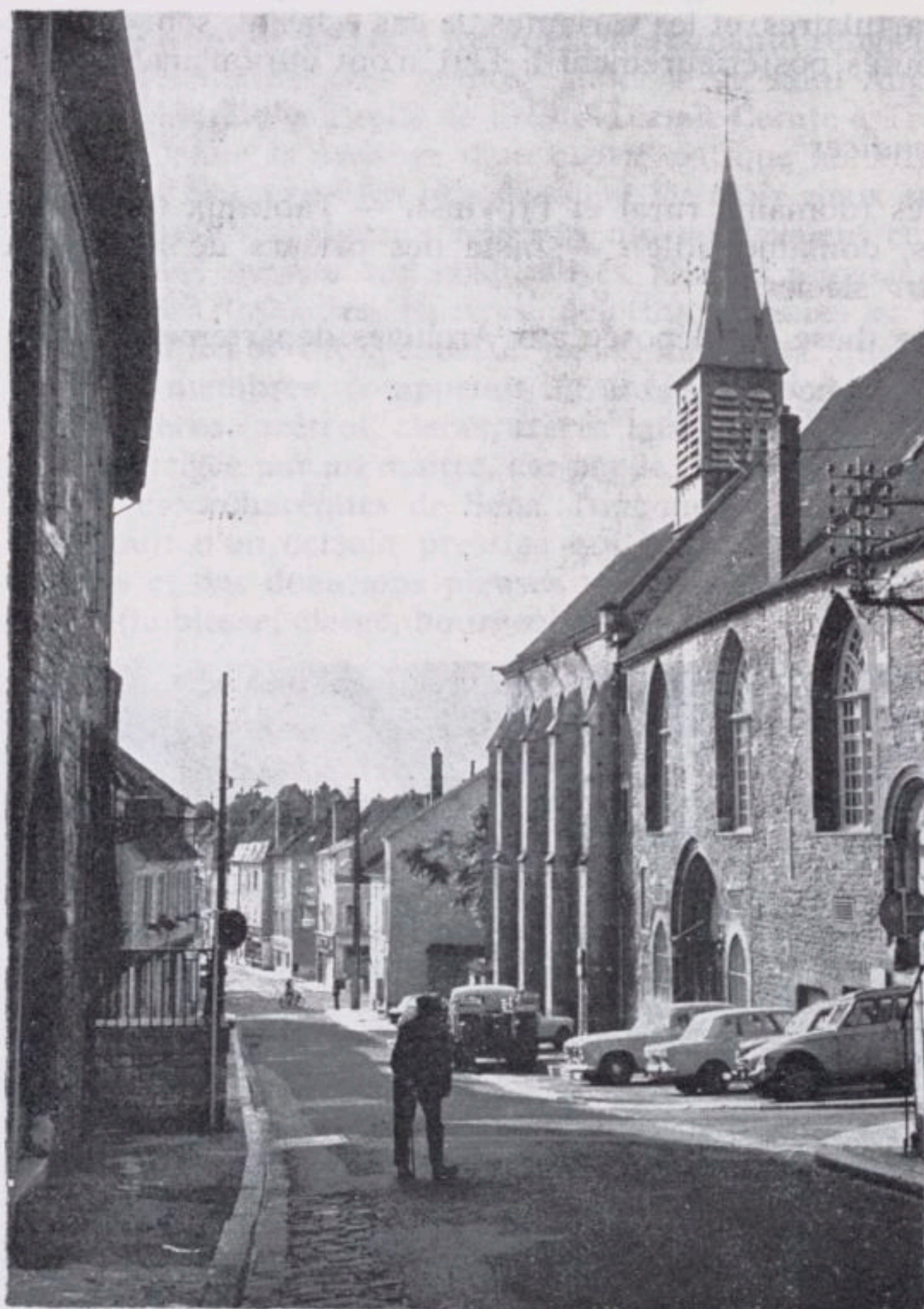
Appendices

Cartes (domaine rural et Provins). — Tableaux (donateurs, cens et rentes, domaine utile). — Liste des prieurs de l'Hôtel-Dieu aux XII^e et XIII^e siècles.

(Cette thèse est déposée aux Archives départementales de Seine-et-Marne).



*La salle basse de l'Hôtel-Dieu
(photo François Marchand)*



*Façade de l'Hôtel-Dieu sur la rue Saint-Thibaut
(photo O. Merlin)*

Un censier de l'Hôtel-Dieu de Provins (XIII^e siècle)

En 1963, nous avons publié une étude sur « *L'origine des habitants de Provins aux XIII^e et XIV^e s. d'après les noms de personnes* », dans le Bulletin philologique et historique (année 1961) (1), et en 1966, « *La vie économique d'une cité au moyen âge : Provins, d'après les noms de ses habitants* », dans les Actes du 8^e congrès international des Sciences onomastiques (2). Il nous a paru intéressant de remonter un peu dans le temps; aussi avons-nous édité et étudié, en collaboration avec Mme M. Mulon, conservateur aux Archives nationales, un texte que possède la Bibliothèque municipale de Provins : *Un Censier de l'Hôtel-Dieu*. C'est un manuscrit de 39 feuillets en parchemin, écrits recto-verso, énumérant pour Provins et sa banlieue les redevances à payer à l'Hôtel-Dieu, finage par finage (3).

Comme un grand nombre de censiers, ce document n'est pas daté, mais une main relativement moderne a inscrit en haut du premier folio la date de 1250-1280. Le censier remonterait donc au milieu du XIII^e siècle. Cette assertion paraît justifiée, puisqu'on retrouve dans les *Actes et Comptes de la commune de Provins de l'an 1271 à l'an 1300*, publiés par M. Prou et J. d'Auriac (4), certains personnages encore vivants dans ce censier de l'Hôtel-Dieu et cités comme morts dans les Actes.

Le censier est rédigé pour la majeure partie du texte en français, quelques folios sont en latin, mais les noms de personnes et de lieux y sont le plus souvent donnés en langue vulgaire.

Le texte de ce document est précédé d'une introduction où ont été étudiés les noms de personnes. Nous avons relevé 450 noms : ce n'est, naturellement, qu'une faible partie des noms des habitants de Provins et de sa banlieue (environ 1/6); la ville était alors déjà importante, grâce à l'influence des foires de Champagne. Chaque individu est pourvu, dans la majorité des cas, en plus de son nom de baptême,

(1) Voir *Bull. de la Soc. d'Histoire et d'Archéologie de l'arrond. de Provins*, n° 119 (1965), pp. 25-31.

(2) Voir *ibid.*, n° 124 (1970), pp. 118-121.

(3) Bibl. mun. Provins, ms 269. Ce texte est publié dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. CXXXIV (Paris, 1976), pp. 5-84.

(4) Publiés sous les auspices de la Soc. d'Histoire et d'Archéologie de l'arrond. de Provins, Provins, 1933, 296 p. Une *Table des noms de lieux et de personnes* a été publiée 2 ans plus tard. Montereau, 1935, 78 p.

d'un surnom : surnoms d'origine, de métier, ancien nom de baptême ou sobriquet.

Le censier donne un grand nombre de noms de lieux, situés pour la plupart aux alentours de Provins. Le texte offre donc un large panorama du finage de la ville dans la seconde moitié du XIII^e siècle. Il fait connaître environ 130 noms de lieux-dits qui ne figurent pas dans le *dictionnaire topographique de Seine-et-Marne* (5) et, de plus, il permet d'enrichir ce dernier en apportant des formes plus anciennes que celles connues jusqu'alors.

L'édition du texte est suivie d'un index des noms propres et d'un glossaire. Ce dernier nous apporte ainsi des renseignements utiles sur les cultures, les mesures de terre, de capacité, etc...

Ce document doit permettre une meilleure connaissance de la vie provinoise médiévale. Naturellement, il ne peut être que le point de départ d'études approfondies sur la topographie de la ville de Provins et de sa banlieue, études que seuls les chercheurs locaux peuvent entreprendre.

M. T. MORLET,

Maître de recherches au C.N.R.S.



*Chapiteau à décor feuillagé, engagé
dans un mur de la chapelle de l'Hôtel-Dieu,*

33×68 cm (photo O. Merlin)

(5) H. STEIN et J. HUBERT, *Dictionnaire topographique du département de Seine-et-Marne*, Paris, Impr. nat., 1954.

L'Hôtel-Dieu est un grand propriétaire dont les possessions sont disséminées jusqu'à 22 km à l'ouest (Nogent) 30 km au nord-est (Nerbonne).

Les possessions hors les murs de l'Hôtel-Dieu de Provins au XIII^e siècle

Au XIII^e siècle l'Hôtel-Dieu de Provins est à son apogée. Il bénéficie non seulement de la vague de donations faites dans toute l'Europe occidentale en faveur des établissements ecclésiastiques, mais aussi de la prospérité de la ville de Provins.

Provins, l'une des quatre villes du cycle des foires de Champagne, accueille celles-ci deux fois par an. En mai et en septembre à la Saint-Ayoul. Les marchands venus d'Europe septentrionale et méridionale s'y rencontrent et échangent leurs produits. Provins reçoit aussi une troisième foire, à la Saint-Martin, mais celle-ci est simplement locale. L'activité économique de Provins est très importante et variée. Le drap et le vin en sont les principaux éléments. Provins est aussi la ville préférée des comtes de Brie et de Champagne.

Les comtes privilégient et protègent l'Hôtel-Dieu à la fondation duquel ils ont participé. Les actes les plus anciens (milieu XI^e siècle) concernant l'Hôtel-Dieu émanent des comtes.

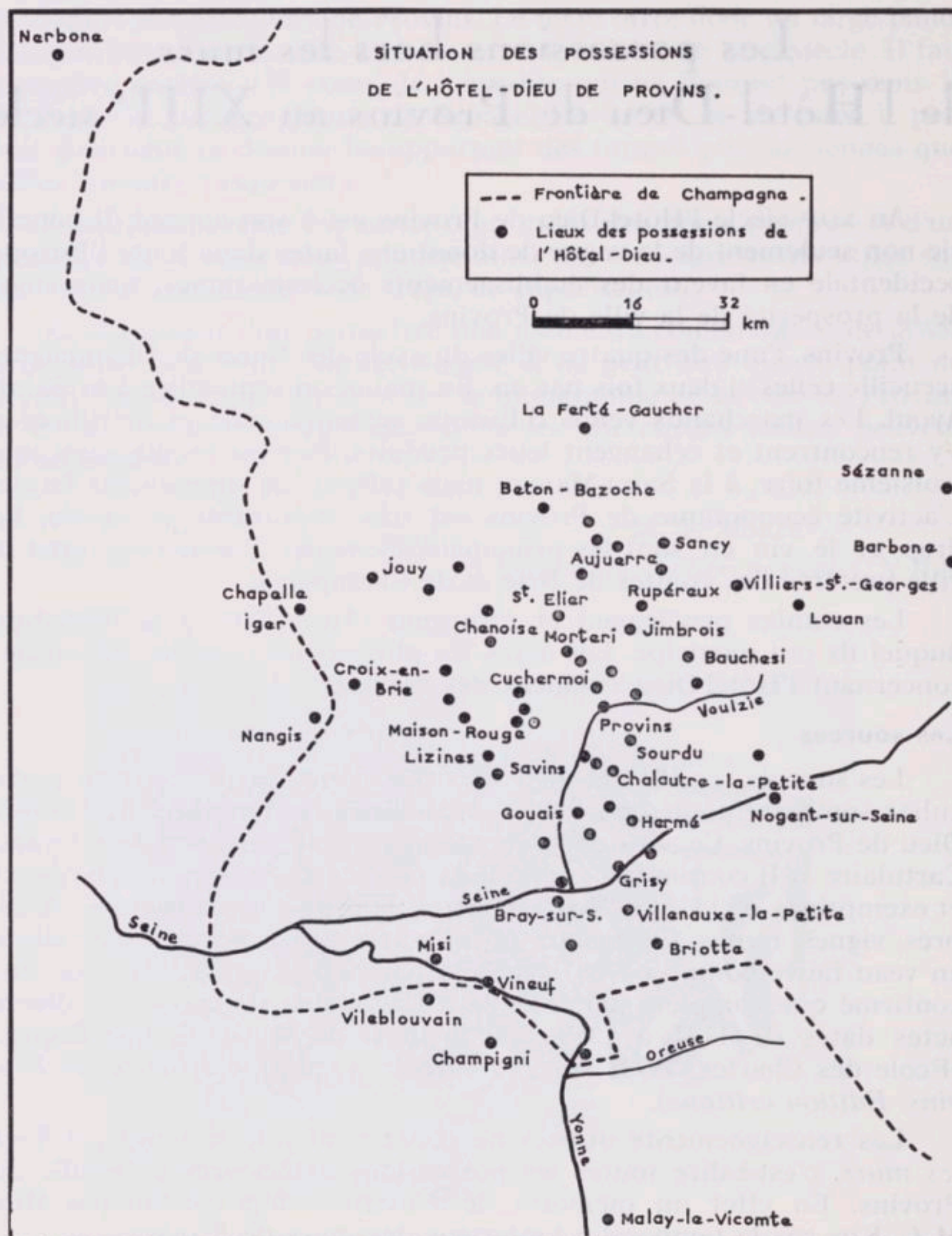
Les sources

Les sources sur l'Hôtel-Dieu sont très nombreuses. Deux en particulier sont essentielles pour la connaissance du temporel de l'Hôtel-Dieu de Provins. Ce sont deux cartulaires, principalement le « Grand Cartulaire ». Il contient la copie de la plupart des textes de privilèges et exemptions de l'Hôtel-Dieu, des actes de propriété de maisons, bois, prés, vignes, rentes. Ce registre in folio avec une reliure du XVI^e siècle en veau fauve comprend 187 feuillets parchemin. Il est plus souvent confirmé que complété par le « Petit Cartulaire », rapportant divers actes datés de 1177 à 1359 (voir la thèse de M. Dominique Dupraz (Ecole des Chartes, 1973) sur *Les cartulaires de l'Hôtel-Dieu de Provins. Edition critique*).

Les renseignements utilisés ne concernent que le temporel *hors les murs*, c'est-à-dire toutes les possessions extérieures à la ville de Provins. En effet un mémoire de maîtrise a déjà été fait par Mlle M.-C. Kus sur le temporel à l'intérieur des murs de Provins.

Les sources sont principalement abondantes pour le XIII^e siècle. Elles se raréfient après 1284 à l'époque où la ville de Provins commence à décliner.

Le temporel de l'Hôtel-Dieu est donc connu par les chartes de donations, d'achat et d'échanges et par les censiers, listes des tenanciers de l'Hôtel-Dieu et de leurs redevances.



Les cartes et graphiques illustrant cet article ont été réalisés par G.-R. Delahaye, à partir de la documentation recueillie par Fr. Baron.

Extension et composition du Temporel

L'Hôtel-Dieu est un grand propriétaire dont les possessions sont disséminées jusqu'à 22 km à l'ouest (Nangis), 70 km au nord-est (Nerbonne), 40 km à l'est (Sézanne) et 50 km au sud (Malay-le-Vicomte). La moitié des possessions de l'Hôtel-Dieu se trouvent dans un rayon de 8 km autour de Provins, principalement à l'est de la Voulzie. Les autres possessions sont presque toutes à l'intérieur des frontières du comté de Champagne.

Les terres comprenant des terres arables, des bois, des prés, des vignes et des pleux ne sont pas les seules possessions foncières de l'Hôtel-Dieu. Il reste 14 titres de propriété de maisons sises entre autres à Liboen, Jouy, Sens. L'Hôtel-Dieu n'a que trois chambres hors de Provins. Les jardins ne sont guère plus nombreux. L'Hôtel-Dieu possède 10 granges situées à Boissi, Morteri, Jimbrois, Liboin, Sourdu, Chalautre-la-Petite, Bouy, Montflambain, Aveli, Lizines, cette dernière étant la plus éloignée. L'Hôtel-Dieu a un four à la porte de Culoison, 2 pressoirs l'un à Cortaon, l'autre Ver Edarne, un moulin à Nouet (voir cartes). L'Hôtel-Dieu perçoit aussi des dîmes sur des terres qui ne lui appartiennent pas. Il perçoit aussi des rentes, pas toujours en numéraire. Le temporel comprend des biens meubles tels que des lits offerts par des donateurs. Le temporel a surtout été formé par des dons (315 ont pu être dénombrés); les achats et les échanges sont beaucoup plus rares.

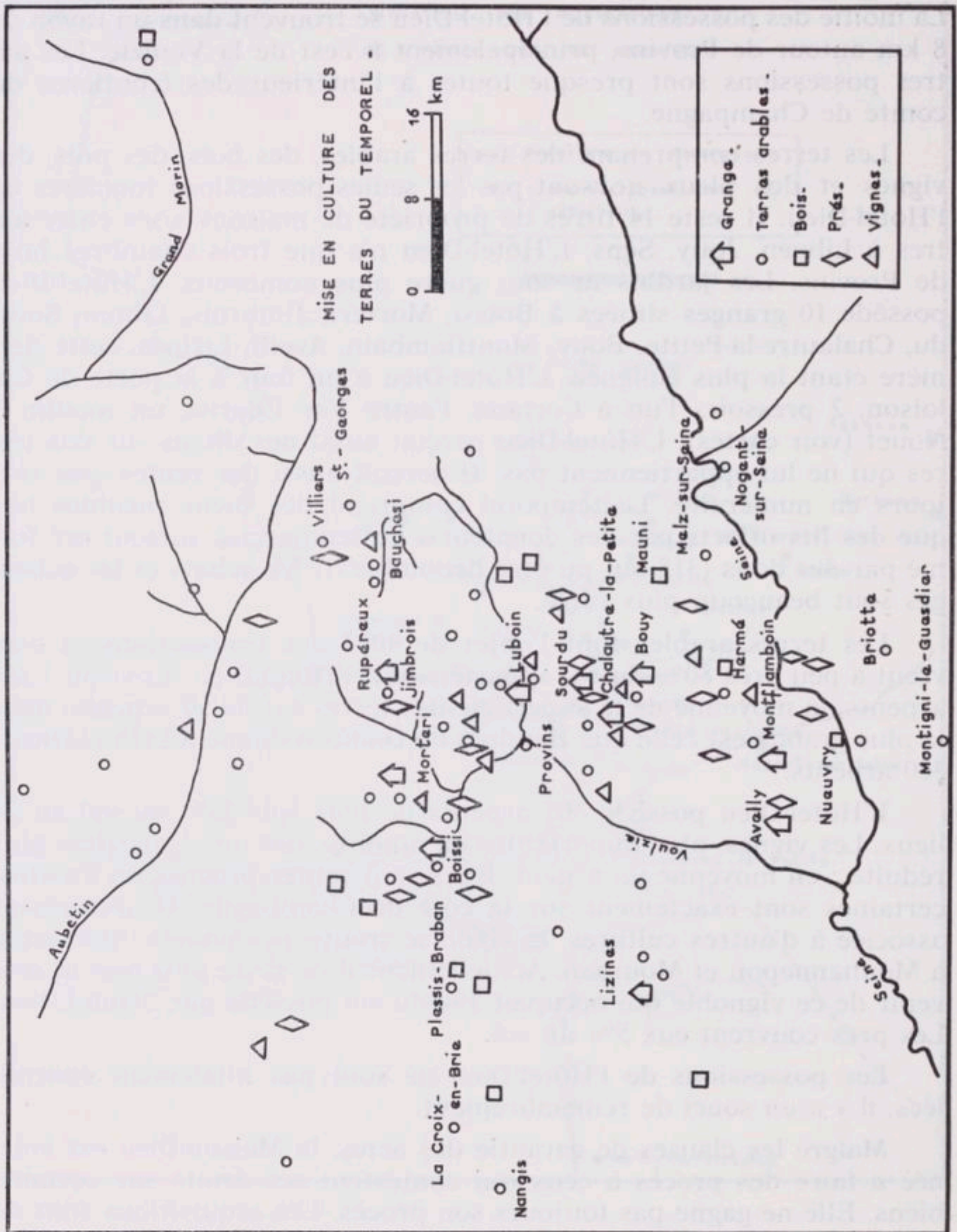
Les terres arables font l'objet de 40% des transactions et couvrent à peu près 80% du sol appartenant à l'Hôtel-Dieu. Environ 1.265 arpents, la moyenne de la superficie des terres est de 10 arpents, mais la plus grande est celle que Baudoin de Doniaco donne à l'Hôtel-Dieu : 300 arpents.

L'Hôtel-Dieu possède 305 arpents de bois soit 16% du sol en 24 lieux. Les vignes, plus importantes en nombre, ont une superficie plus réduite : en moyenne un arpent. Elles sont toutes proches de Provins, certaines sont exactement sur la côte de Champagne. Généralement associée à d'autres cultures, la vigne se trouve néanmoins citée seule à Monhannepon et Mouraan. Actuellement il ne reste plus que le souvenir de ce vignoble qui occupait 1% du sol possédé par l'Hôtel-Dieu. Les prés couvrent eux 5% du sol.

Les possessions de l'Hôtel-Dieu ne sont pas totalement éparpillées, il y a un souci de remembrement.

Malgré les clauses de garantie des actes, la Maison-Dieu est amenée à faire des procès à ceux qui contestent ses droits sur certains biens. Elle ne gagne pas toujours son procès. Les acquisitions sont de plus en plus sûres; seuls 3 des 20 procès ont lieu après 1260; mais les frais de justice sont plus élevés que ceux de laudation et de main-morte assurant déjà eux-mêmes la garantie des dons.

L'importance et la variété du temporel de l'Hôtel-Dieu font de celui-ci un établissement riche et puissant qui cherche à accroître la



Extension et composition du Temporel

L'Hôtel-Dieu est un grand propriétaire dont les possessions sont disséminées jusqu'à 25 km à l'ouest (Nangis), 70 km au nord-est (Avesnes), 40 km à l'est (Sézanne) et 20 km au sud (Montigny-la-Guasdier).

rentabilité tant par le remembrement des terres que par la recherche complète de la propriété. Hors la composition de l'établissement et l'apport d'aide extérieure il n'y a aucun renseignement précis sur la façon de gérer le temporel et sur l'existence d'agents administratifs. Par contre les documents fournissent maints détails sur le mode d'exploitation et sur le rapport procuré par toutes les possessions. La censive est le principal mode d'exploitation.

Le mode principal d'exploitation : les cens

L'Hôtel-Dieu fait appel à des tenanciers qui lui doivent un cens pour chacune de leurs tenures. Le cens est donc le prix payé à un seigneur, en l'occurrence l'Hôtel-Dieu, pour entrer en possession et conserver la jouissance des droits utiles mouvant de ce seigneur. Les éléments d'une tenure sont très variés : une maison seule ou avec un pré, ou un jardin tout seul. Le montant du cens ne dépend pas seulement de l'importance des éléments de la tenure et de leur situation, mais surtout de la date et des conditions dans lesquelles la concession de la tenure s'est faite. Dans tous les cas la faiblesse des sommes à payer est générale, ne dépassant guère quelques deniers. Le cens a, en fait, une valeur recognitive. La « moison », autre genre de location ou surcroît de cens, a un montant plus élevé.

Le cens et la moison portent sur les mêmes biens et ne sont pas obligatoirement acquittés en argent; ils peuvent l'être en mesure de grains, de vin ou d'huile.

Les censiers regroupent le montant des cens à percevoir selon la date et le lieu où ils sont perçus. Par exemple, le cens de Morteri est perçu à Morteri-même le premier mai, le jour de Saint Philippe et de Saint Jacques; mais à Provins c'est celui de la Saint Rémi.

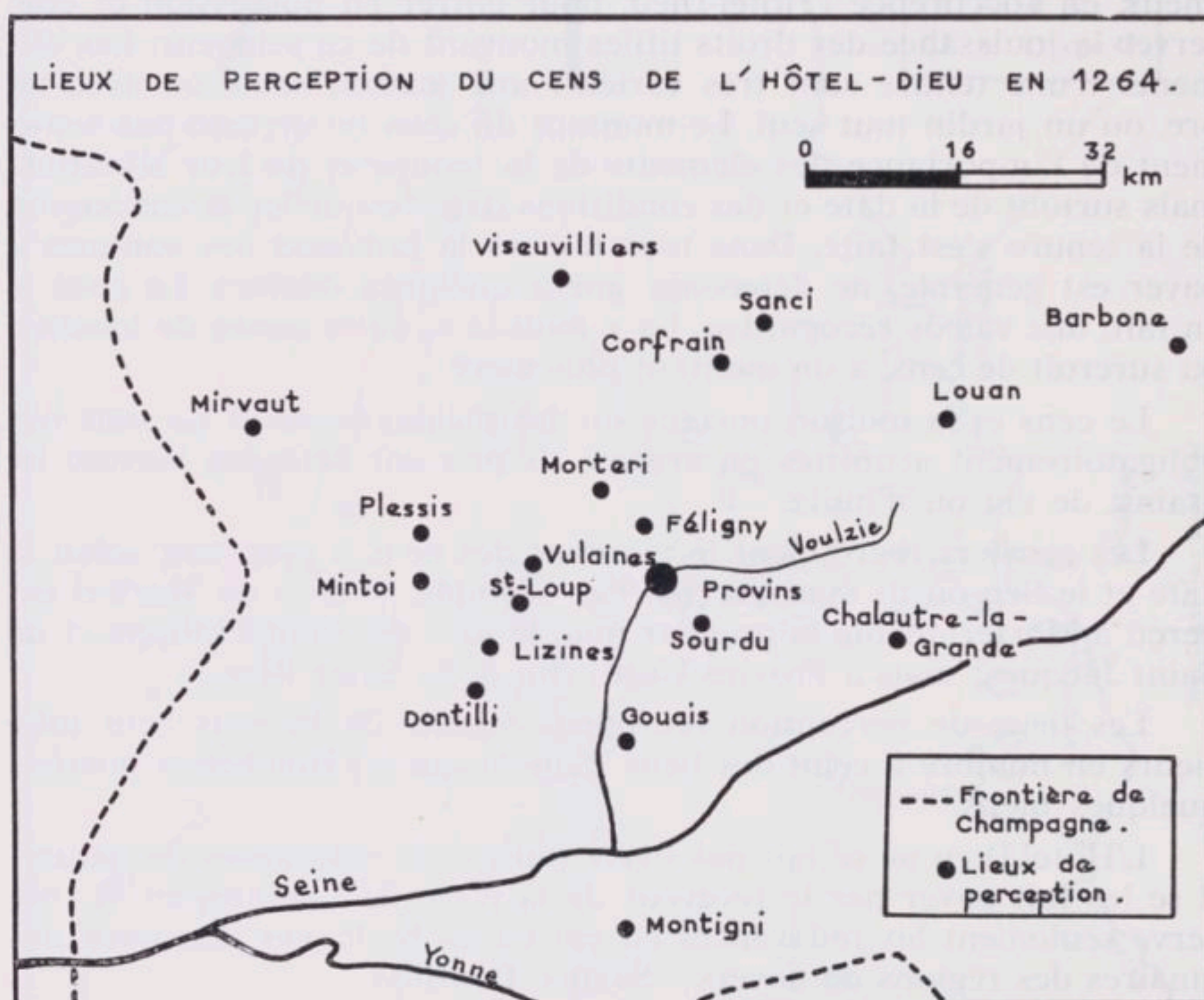
Les lieux de perception regroupés autour de Provins sont inférieurs en nombre à celui des lieux dans lesquels l'Hôtel-Dieu possède quelques biens.

L'Hôtel-Dieu ne se fait pas livrer toutes ses redevances en nature; il se les fait payer par le receveur de la terre de Champagne. Il conserve seulement les redevances en vin ou en huile, ces dernières originaires des régions de noyers : Savins, Dontilly.

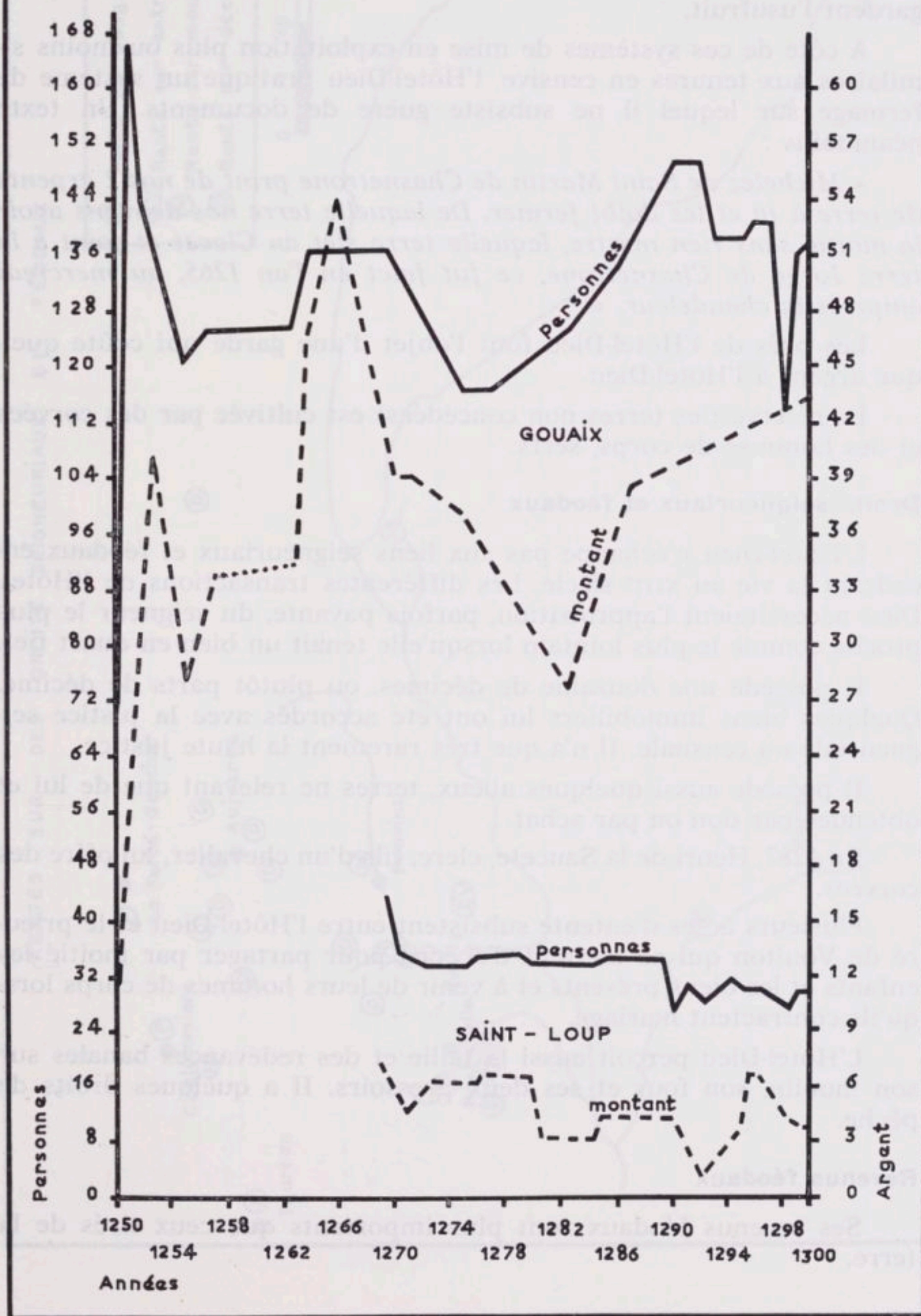
La censive est le mode d'exploitation le plus usité. Elle rapporte surtout par la multitude et la variété des tenures.

Autres modes d'exploitation

Les possessions de l'Hôtel-Dieu sont la plupart tenues à vie par des tenanciers qui paient un cens annuel. Mais l'Hôtel-Dieu ne les laisse pas toutes dans ces conditions. Il pratique le système de bail dans certains cas, sans autres précisions que celles de « à années ». Généralement la durée du bail est inscrite avec précision : la veuve Godet tient pour 5 ans une terre dessous Courtaon contre une mine d'avoine à Noël et 20 quartes d'huile. Le bail à vie est assez répandu : le curé de Morteri tient à vie 5 quartiers de terre vers Merroles.



CENS PERÇU À GOUAÏX ET À SAINT-LOUP.
 ÉVOLUTION DU MONTANT DU CENS ET DU
 NOMBRE DE PERSONNES LE PAYANT.



L'Hôtel-Dieu perçoit de l'argent sur des tenures que les tenanciers disent tenir par achat.

Il pratique aussi le système de location : les lépreux du « premier bordel » paient 10 sous annuels de location pour la moitié du dit bordel aux Postis. Il cède aussi ses terres en possession.

Plusieurs personnes ont donné à l'Hôtel-Dieu des biens dont elles gardent l'usufruit.

A côté de ces systèmes de mise en exploitation plus ou moins similaires aux tenures en censive, l'Hôtel-Dieu pratique un système de fermage sur lequel il ne subsiste guère de documents. Un texte néanmoins :

« Michelez de Saint Martin de Chasnetrone print de nos 2 arpents de terre à 10 et les doibt fermer. De laquelle terre nos debvons avoir la moitié sans rien mestre, laquelle terre siet au Clocet et joint à la terre Jorge de Chasnetrone, ce fut faict en l'an 1265, au mercredi amprrés la chandeleur. »

Les prés de l'Hôtel-Dieu font l'objet d'une garde qui coûte quelque argent à l'Hôtel-Dieu.

La réserve (les terres non concédées) est cultivée par des corvées et des hommes de corps, serfs.

Droits seigneuriaux et féodaux

L'Hôtel-Dieu n'échappe pas aux liens seigneuriaux et féodaux encadrant la vie au XIII^e siècle. Les différentes transactions de l'Hôtel-Dieu nécessitaient l'approbation, parfois payante, du seigneur le plus proche comme le plus lointain lorsqu'elle tenait un bien en quart fief.

Il possède une douzaine de décimes, ou plutôt parts de décime. Quelques biens immobiliers lui ont été accordés avec la justice seigneuriale ou censuale. Il n'a que très rarement la haute justice.

Il possède aussi quelques alleux, terres ne relevant que de lui et obtenues par don ou par achat.

En 1287, Henri de la Saucete, clerc, fils d'un chevalier, lui offre des corvées.

Plusieurs actes d'entente subsistent entre l'Hôtel-Dieu et le prieuré de Voulton qui se mettent d'accord pour partager par moitié les enfants et les biens présents et à venir de leurs hommes de corps lorsqu'ils contractent mariage.

L'Hôtel-Dieu perçoit aussi la taille et des redevances banales sur son moulin, son four et ses deux pressoirs. Il a quelques droits de pêche.

Revenus féodaux

Ses revenus féodaux sont plus importants que ceux tirés de la terre.

RENTES SUR DES DROITS SEIGNEURIAUX ET FÉODAUX

- (P) Rente sur péage -
- (EV) Rente sur entrée de vin -
- (M) Rente sur moulin -
- (D) Rente sur décime -

0 10 20 km

Tournan (P)
Coulommiers (P)
La Ferté-Gaucher (P)
Ajuuarra (D)

Provins (M)
Avally (EV)
Becharrelle (M)
Becharrelle (M)
Becharrelle (M)
Becharrelle (D)

Sans

Bar-sur-Seine (P)

L'Hôtel-Dieu perçoit une quarantaine de livres issues de ses cens, plus une vingtaine sur des cens qui lui ont été assignés comme rente. Ce qui fait un total de 60 livres annuelles. Il ne reste plus que 36 livres après les frais de cens et de garde.

Les rentes sur des péages et des biens rapportent 222 livres annuelles.

Mais l'Hôtel-Dieu a des dépenses d'achat	810 livres
de frais de justice	217 livres
mainmorte, lods et vente	175 livres
Total	1.202 livres

Environ 10 livres annuellement, ce qui n'est qu'une faible partie des revenus que l'Hôtel-Dieu tire hors de Provins auxquels il faudrait ajouter le montant de rentes constituées à Provins, qui s'élèvent, selon Mlle Kus, à 118 livres, 785 sous, 12 deniers : 157 livres, 6 sous, sans compter 736 livres, 6 sous de diverses autres rentes à Provins-même.

Au total l'Hôtel-Dieu percevait à la fin du XIII^e siècle 1.114 livres en rentes constituées. Ses propres terres ne lui rapportaient que 36 livres de cens, mais lui fournissaient des quantités de grain, de vin, d'huile et de volaille qui n'ont pas été comptabilisées mais qui en valeur numéraire dépassent de loin les revenus en argent du cens si on leur applique les prix indiqués dans quelques textes.

La richesse de l'Hôtel-Dieu est immense. Longnon, dans son estimation de biens ecclésiastiques de la baillie de Troyes, vers 1300, place l'Hôtel-Dieu en tête des établissements de la prévôté de Provins. Seules la Maison des Templiers et celle des Cordelières arrivent presque à l'égal.

Conditions des personnes en transaction avec l'Hôtel-Dieu

Les documents étant toujours prolixes sur la condition des personnes, il est possible de voir la part prise par chacun des trois ordres dans leurs transactions avec l'Hôtel-Dieu. On peut dresser un tableau de la répartition quantitative des transactions selon la condition sociale et le sexe des personnes les effectuant.

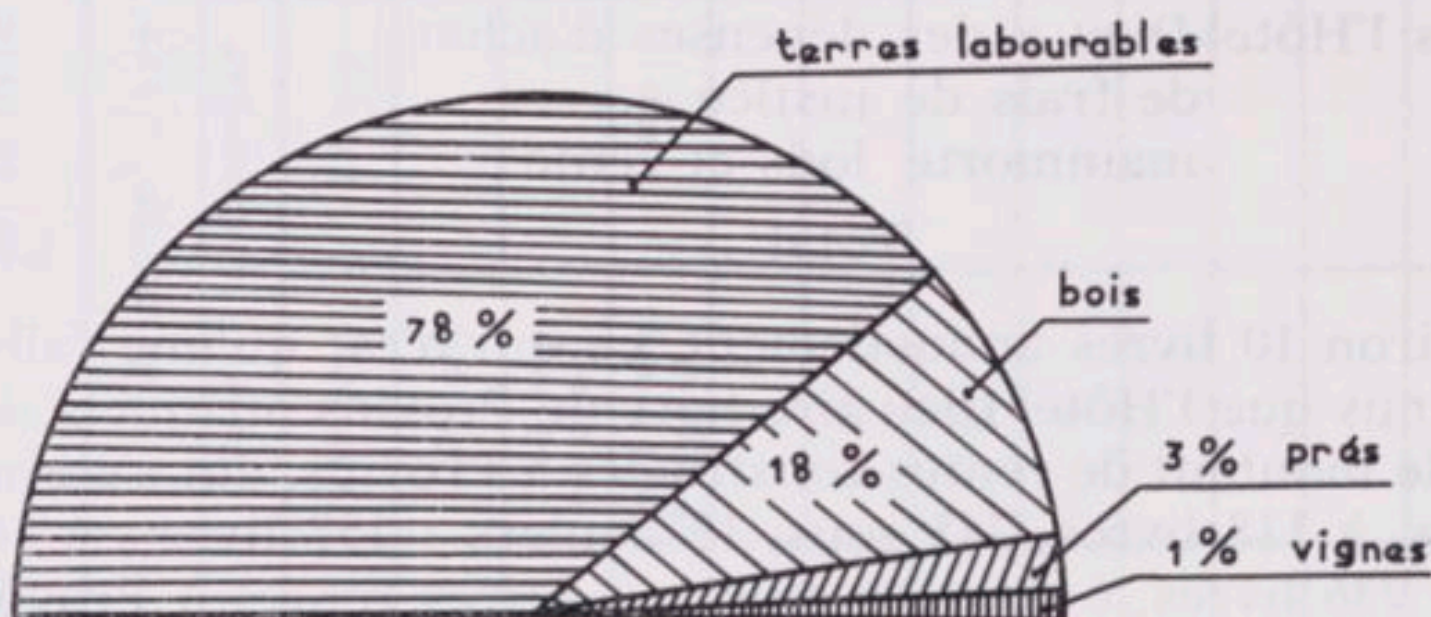
	Nobles		Ecclésiastiques		Autres	
	H	F	H	F	H	F
278 dons	58	26	43	3	122	26
25 échanges	6	1	10	2	6	0
40 ventes	14	1	4	0	19	2

(H : Hommes; F : Femmes).

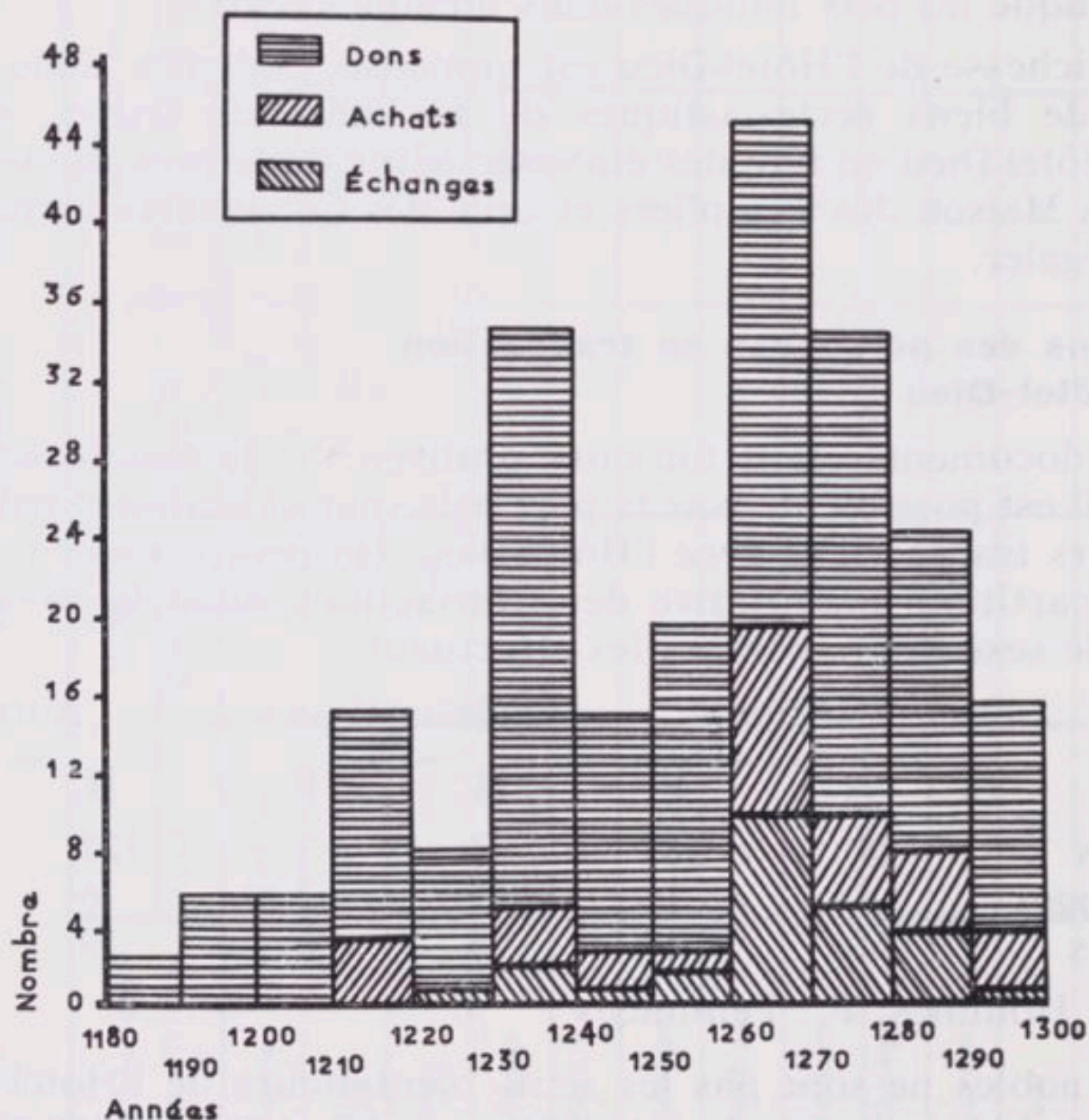
Les nobles ne sont pas les seuls bienfaiteurs de l'Hôtel-Dieu; ils sont même dépassés par le « troisième ordre » dès le XIII^e siècle. Les comtes et les vicomtes font les plus importants dons. La part des ecclésiastiques est surtout importante dans les échanges.

ACQUISITIONS DE L'HÔTEL-DIEU.

SUPERFICIE DES TERRES SELON LEUR CULTURE .
(%)



RÉPARTITION CHRONOLOGIQUE DES ACQUISITIONS



Les hommes non nobles et non religieux font de nombreux dons et ventes. Ils représentent aussi 90% des tenanciers de l'Hôtel-Dieu. La femme peut être tenancière : le plus souvent elle succède à son mari; elle est rarement enfermée dans le clan familial. Il n'a été recensé que 13 familles ne formant qu'une unité, ne payant qu'un cens : ce sont des mesnies.

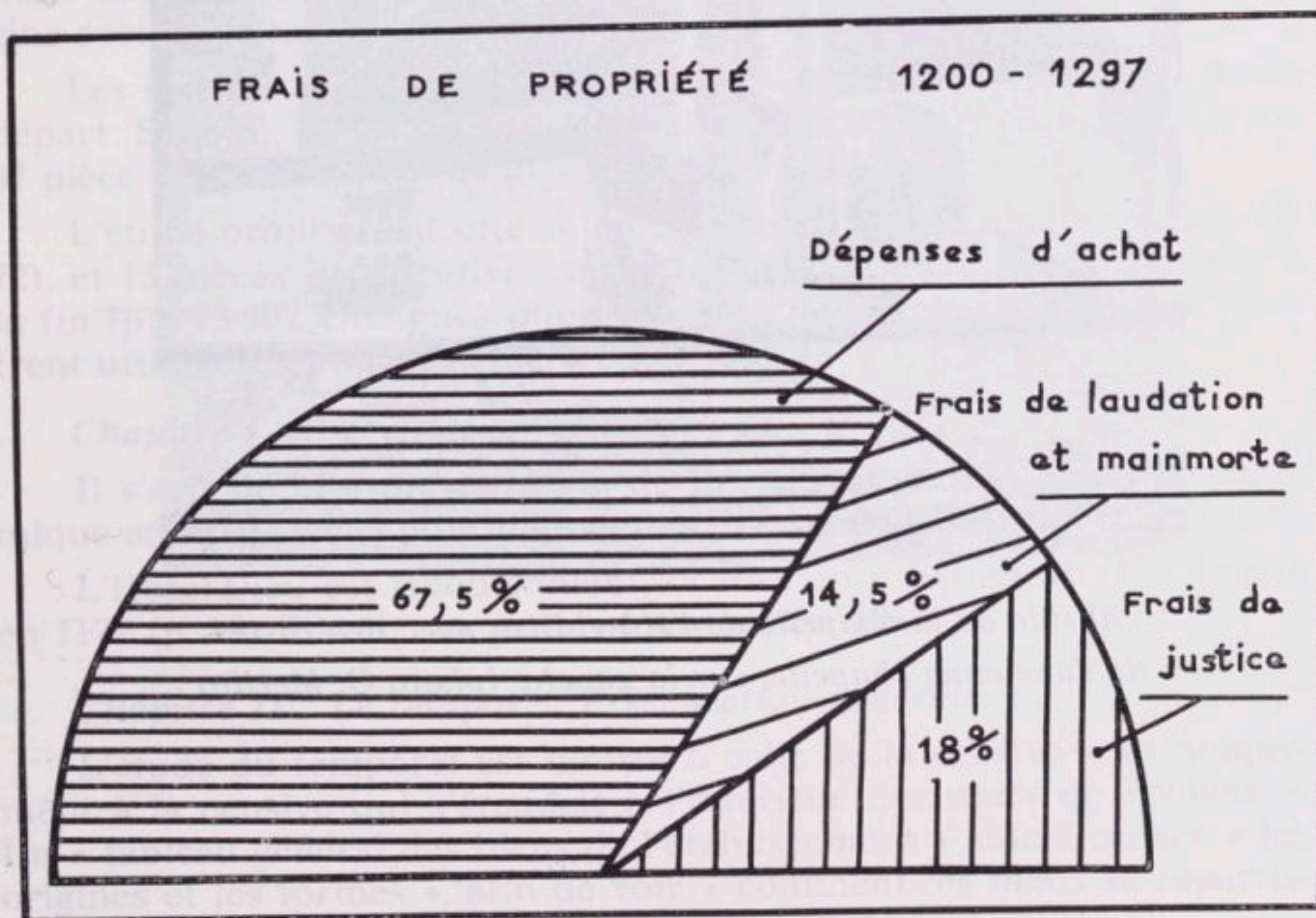
Ainsi les nobles ont permis à l'Hôtel-Dieu de créer son temporel, mais ils n'ont pas été les seuls à lui permettre de l'agrandir. Ils ont été rapidement égalés dans leurs largesses par les non nobles.

Conclusion : un reflet de la vie rurale autour de Provins

L'étude du temporel de l'Hôtel-Dieu a permis de voir vivre un établissement ecclésiastique hospitalier, mais aussi toute une région avec laquelle il entrait en contact. Elle a donné un reflet de la vie économique, sociale et politique dans les campagnes de la région provinoise, dominée par plusieurs grandes familles et quelques autres, région prospère où subsistent encore des serfs à la fin du XIII^e siècle.

La Maison-Dieu est un cas particulier d'établissement excessivement riche. L'importance, la variété et l'extension géographique de ses biens a permis d'apercevoir quelques aspects de la vie des campagnes et de leur aspect qui n'a guère changé depuis la fin du XIII^e siècle.

Françoise BARON.





*Abside de la chapelle de l'Hôtel-Dieu avec des restes
de l'ancienne chapelle, sur la gauche (photo O. Merlin)*

Les possessions *intra muros* de l'Hôtel-Dieu de Provins au XIII^e siècle

Les Archives départementales de Seine-et-Marne, à Melun, conservent sous la cote Mdz 1123, un mémoire de maîtrise de lettres (93 p. dactylographiées) présenté en 1970, à l'Université de Paris-IV, par Mlle Marie-Christine Kus : le temporel de l'Hôtel-Dieu de Provins, 1170-1300. Nous en présentons ici les grandes lignes (M. V.).



L'objet de cette étude est le temporel de l'Hôtel-Dieu de Provins, depuis sa fondation (1177) jusqu'à 1300, *apud Pruvinum*, c'est-à-dire à Provins même ou à proximité de ses murs (pratiquement *intra muros*). Dans ce cadre (temps-espace) le propos de l'auteur est de décrire avec précision « la censive de l'établissement, avec sa répartition, sa composition et son revenu. La même démarche sera suivie pour une présentation plus complète du temporel, résultant en grande partie de donations des contemporains dont il serait intéressant de connaître l'origine sociale, le métier et peut-être la fortune » (p. 2).

Les sources utilisées sont longuement énumérées (pp. 3-7) : Arch. départ. S.-et-M., séries A, B et E; Arch. mun. Provins (Bibl. mun.), ms 87 pièce 7, ms 269. Une bibliographie s'y ajoute (p. 9).

L'étude proprement dite se développe en quatre chapitres (pp. 12-72), et 13 pièces justificatives, en latin ou en français, sont données à la fin (pp. 73-90). Quelques photographies de l'ancien Hôtel-Dieu illustrent utilement et agréablement ce mémoire.

Chapitre I : Présentation générale

Il s'agit de la « présentation de Provins et de son activité économique au XIII^e siècle, puis celle de l'établissement hospitalier » (p. 12).

L'Hôtel-Dieu est fréquemment localisé *ante fontem* (p. 17). Fondé en 1177 (p. 18) il avait ses propres statuts (p. 19).

Chapitre II : Le temporel. Présentation générale.

L'étude du temporel est limitée à celle de la censive « et uniquement à la censive qui s'étendait à l'intérieur des murs de Provins ». Un « tableau général des biens de l'établissement » aide à cerner « les origines et les formes », afin de voir « comment les biens se répartissent dans la ville » (p. 24).

Les actes de charité en faveur de l'Hôtel-Dieu provinois viennent essentiellement de deux sources : soit des particuliers (chevaliers, bourgeois), soit des comtes de Champagne. Pour quels motifs ? Le plus souvent pour être mieux assurés de leur salut éternel (bien que les « pures aumônes » ne soient pas exclues) à charge de prières pour eux (pp. 25-26).

Les largesses des comtes sont notables, sous des formes diverses (revenus sur les tables des changeurs, rente sur l'entrage des vins, argent provenant des foires de Saint-Ayoul, prébende dans la chapelle du Palais comtal, lettres de sauvegarde renouvelées, etc.) (p. 26).

Une autre source du temporel consiste en achats et transactions effectuées par l'Hôtel-Dieu : biens fonciers, échange de cens (p. 27).

La mainmorte qui affecte tous ces biens pose quelques problèmes, au détriment des comtes qui perdent bien des profits casuels (pp. 30-31).

Chacun sait que la censive « c'est l'étendue même des terres d'un fief qui devaient le cens; sur celles-ci travaillaient les paysans qui payaient pour leur terme le cens, redevance fixe en argent ou en nature. En fait la Maison-Dieu de Provins est un véritable seigneur foncier » (p. 32). Le cens provient de maisons, de chambres, ainsi que l'indiquent les censiers (p. 33).

« C'est donc armé d'une carte de Provins qu'il faut suivre l'inventaire de la censive et s'attacher à elle tout au long des rues » (p. 38). Deux noyaux principaux : ville haute (rue Saint-Jean, rue de Jouy, place du Châtel) et ville basse (plusieurs îlots assez bien circonscrits). Il y a là beaucoup d'indications topographiques qu'il serait intéressant d'exploiter d'un point de vue local (pp. 38-40).

Chapitre III : Le temporel. La mise en valeur et le rapport

Une question préalable : « De quelle manière l'Hôtel-Dieu fait-il fructifier ses biens; et quel rôle pourrait-il jouer à travers leurs exploitations dans l'économie de la ville ? » (p. 46).

La mise en valeur est effectuée de diverses manières : amodiation, modiation, moison, loue (p. 47). Il y a fréquemment bail, à terme, à vie ou à perpétuité (p. 48). Les locations comportent souvent des clauses précises : l'Hôtel-Dieu demande des garanties qui lui permettent de protéger l'intégrité et le bon état de ses biens. Il veille de très près sur ses possessions (p. 50). Pour la mise en valeur ce sont les maisons qui font l'objet d'une attention particulière (p. 53).

Les rentes concédées par les comtes de Champagne ont leur importance : entrage des vins, tonlieux, pêcheries, foires, etc. (p. 59). Un « tableau des revenus des rentes constituées, 1200-1299 » (p. 60) est éclairant : il présente des indications numériques (montant des revenus) pour le poids de Provins, les foires, péages, fours, moulins, maisons, chambres, celliers, terres, tiroirs, rentes diverses.

En conclusion « la fortune financière de l'Hôtel-Dieu vient donc de deux sources : la première, des rentes qu'il perçoit sur les biens

dont il est propriétaire, et la seconde, de celles qui lui ont été concédées à perpétuité. C'est un seigneur foncier, mais rentier de ses biens, qui s'y connaît en gestion, et qui s'entend à mettre en valeur les terrains libres. Ainsi il n'est pas étranger au développement de la propriété urbaine dans la mesure où lui-même y trouvait son bénéfice ». Par ailleurs il a profité du développement économique lié à l'industrie drapière. « Pourtant l'Hôtel-Dieu, avec la modicité de son cens, la fréquence des constitutions de rentes, s'accompagnant d'un mode particulier de partage des immeubles urbains, ne semble pas avoir un très grand capital » (p. 61).

Chapitre IV : Une étude sociale

D'après les documents étudiés, une étude sociale des donateurs (leur position dans la société, leurs occupations) semble possible (p. 62).

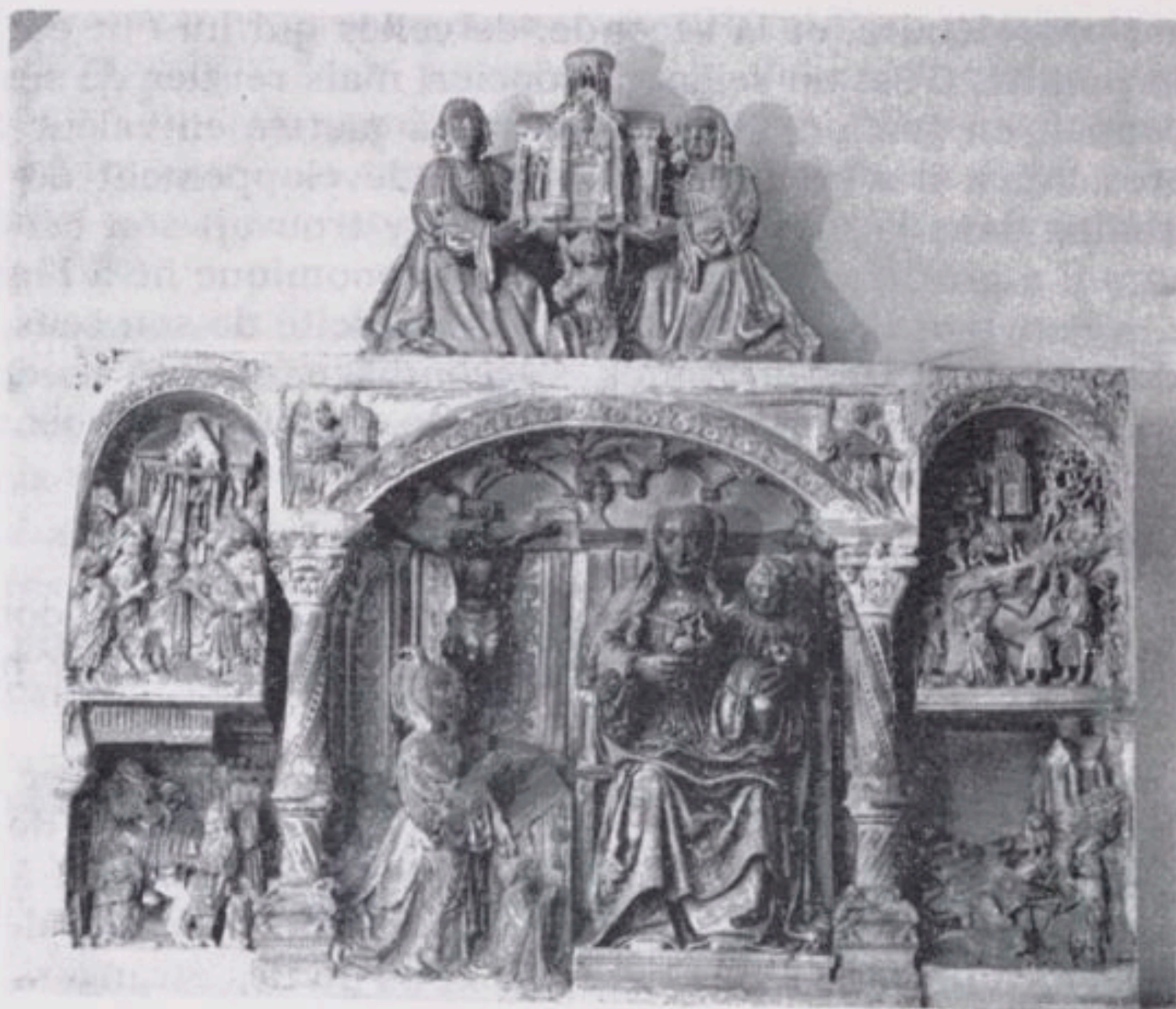
Les cartulaires et autres sources font mention du métier exercé, de la qualité de nobles (comtes et autres), de bourgeois, de clercs (p. 63). Certains bourgeois exercent un métier, appartiennent à des familles bien connues à Provins, participent à l'administration de la cité (pp. 65-67). Quelques donateurs sont des Juifs ou des étrangers (p. 68).

« Les donations proviennent donc de nombreux horizons, aussi bien noble que bourgeois. Une société très diversifiée vivait donc à Provins, avec à sa tête un groupe restreint de notables qui menaient les affaires et qui faisaient profiter l'établissement de leurs largesses » (p. 68).

Conclusion

En terminant l'auteur souligne l'importance des maisons. « L'étude de la censive nous a conduit à rechercher et définir les voies de l'ancien Provins; elle nous mène à une étude d'urbanisme, à essayer de tracer la physionomie de Provins au XIII^e siècle » (p. 70).

« On peut regretter que petit à petit disparaissent les vestiges de l'ancien habitat qui, pour cette étude, étaient une preuve « archéologique » de l'existence de la censive du Grand Hôtel-Dieu de Provins » (p. 72).



*Deux œuvres d'art de la chapelle de l'Hôtel-Dieu :
le rétable (pierre, XVI^e siècle, largeur 203 cm), ci-dessus,
et la cuve baptismale (pierre, XIII^e siècle, hauteur : 115,5 cm,
largeur maximale : 98 cm), ci-dessous (photos O. Merlin)*



L'Hôtel-Dieu de Provins

et la population des "pauvres malades"

à la fin du XVII^e siècle (1674-1708) ⁽¹⁾

L'HOTEL-DIEU

L'Hôtel-Dieu de Provins fut fondé en 1050 par Thibaut III comte de Blois, de Brie et de Champagne (2). Installé à cette époque dans l'abbaye de Saint-Jacques, il s'établit en 1160 dans le palais des comtesses de Brie sur l'ordre de Henri le libéral. Il prend le nom de « Grand Hôtel-Dieu de Provins près et devant la fontaine ».

Jusqu'à la Révolution, l'Hôtel-Dieu est une institution royale administrée par une communauté de chanoines régie par la règle de saint Augustin; il dépend de l'archevêché de Sens pour toutes les questions religieuses. Les religieux ont à charge la gestion de l'institution ainsi que le secours spirituel aux malades. Ce sont des religieuses qui s'occupent des soins.

Le nombre des membres de l'institution a souvent varié; à partir de 1276 il est laissé à l'appréciation du prieur. Il faut remarquer tout de même qu'il n'y eut jamais plus de quatre religieux dans la maison tandis que le nombre de sœurs chargées du service des malades varie en fonction des besoins.

A la tête de la communauté se trouve un prieur élu par les religieux et les religieuses, depuis la bulle promulguée par le pape Céles-

(1) Cet article suit les grandes lignes d'un mémoire de maîtrise déposé aux Archives départementales de Seine-et-Marne et réalisé sous la direction de M. Pierre Goubert, professeur à la Sorbonne (1973-1974).

(2) L'histoire de l'Hôtel-Dieu a été reconstituée à partir des sources suivantes :

— Pierre Claude Rivot, *Histoire de la ville de Provins*, tome V, *Histoire ecclésiastique de Provins*, Bibl. mun. Provins, ms 100.

— Abbé YTHIER, *Histoire ecclésiastique de Provins*, en 15 volumes, tome VI (Hôpitaux et hospices), Bibl. mun. Provins, ms 113, et tome IX (Supplément à l'histoire des hôpitaux et maladreries), Bibl. mun. Provins, ms 116. L'abbé Ythier recopie les écrits de P.-Cl. Rivot qui, lui-même, s'inspire étroitement de deux manuscrits d'Eustache Grillon, Bibl. mun. Provins, mss 266 et 267.

— « Histoire de la maison depuis sa fondation jusqu'en 1720 », ms du XVIII^e s., Arch. départ. de Seine-et-Marne, série F-H, supplément H 1.

Quant aux statuts de la maison, on en a connaissance grâce à :

— Philippe GUIGNARD, « Les anciens statuts de l'Hôtel-Dieu-le-Comte de Troyes », extrait des *Mémoires de la Société académique de l'Aube*, Troyes, 1853.

— Léon LEGRAND, « Statuts d'Hôtels-Dieu et Léproseries », Paris, 1901.

tin III en 1196. Le choix du prieur doit être fait dans les neuf mois qui suivent la mort du prédécesseur ou son départ. Si l'élu accepte la charge, ce n'est qu'après avoir reçu des lettres patentes du roi de France et confirmation de l'archevêque de Sens qu'il peut prendre le titre de « Prieur Maistre et Administrateur de l'Hôtel-Dieu ».

Depuis sa fondation jusqu'à la Révolution, le Chapitre n'a perdu son droit d'élection que pendant 26 ans, de 1560 à 1586.

Ainsi que le raconte un chroniqueur de l'Hôtel-Dieu : dans la deuxième moitié du XVI^e siècle, « à cause des confusions entraînées par les guerres de religion, les rois font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher la propagation de l'hérésie de Luther et Calvin. Aussi chargent-ils leur conseil de confiance de pourvoir aux bénéfices et particulièrement à ceux qui étaient électifs de crainte que, par malheur, les communautés ne (viennent) à choisir pour supérieur quelque novateur qui les aurait perdues ».

La période de prise en main directe de l'administration de l'Hôtel-Dieu par le roi ou son entourage fut de courte durée. Il faut noter aussi que les grandes réformes des institutions hospitalières promulguées sous le règne de Louis XIV (3) n'ont pas touché l'institution de Provins.



On peut donner deux explications à ce fait :

— L'Hôtel-Dieu a toujours été très prospère. C'est aux XII^e et XIII^e siècles qu'il crée l'essentiel de ses revenus grâce aux prodigalités des Comtes de Brie et de Champagne qui en font une puissante seigneurie. La fin du Moyen Age est une période moins heureuse pour l'établissement mais les débuts de l'époque moderne marquent un renouveau de la seigneurie. Au XVII^e siècle, l'Hôtel-Dieu est très puissant : il a un revenu supérieur à 8.000 livres par an (revenu de la seigneurie, dons, arrérages...) (4). A la fin du siècle même, de grandes rénovations sont faites dans les bâtiments sous les prieurs : François Desvaux (1678-1686) et Barthélemy Le Brest (1686-1692).

Les grandes crises de 1693-1694 et 1708-1709 n'ont pas été ressenties aussi durement à l'Hôtel-Dieu de Provins que dans le reste de la France. A la suite de l'hiver 1709, le prieur « fut obligé de donner du blé de son épargne à ses fermiers pour ensemençer les terres », ce qui prouve que l'Hôtel-Dieu avait des réserves importantes malgré les difficultés dues à la crise la plus dure du XVII^e siècle pour la région.

(3) Françoise DISSART, *La réforme des hôpitaux et maladreries au XVII^e siècle*, thèse de droit, Paris, 1938.

(4) Ce bilan a été établi à partir des comptes tenus par le prieur Barthélemy Le Brest de 1686 à 1692 (Arch. départ. de Seine-et-Marne, série F-H, supplément E 38).

De même, pendant l'hiver 1709, le chroniqueur écrit à propos des pauvres malades : « Ceux-ci ne mangèrent pas de pain d'orge comme dans les autres hôpitaux mais avaient de très beaux pains et de bonnes viandes ».

La prospérité de l'Hôtel-Dieu est peut-être plus manifeste encore à la fin du XVIII^e siècle. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à se reporter à l'inventaire rédigé en 1786 (5) ou bien lire la plainte du 19 juillet 1786 écrite à Calonne par les maire et échevins de Provins (6).

— L'Hôtel-Dieu doit sa prospérité à la qualité des prieurs qui furent à sa tête.

Ainsi au milieu du XVII^e siècle, l'Hôtel-Dieu de Provins fut régi par François d'Aligre, issu d'une des principales grandes familles de noblesse de robe, parlementaire, ultra-catholique, qui fut personnellement appelé le 2 novembre 1661 à d'autres fonctions par le roi.

Les autres prieurs, s'ils ne sont pas aussi célèbres sont tous issus de familles riches. F. Desvaux « était natif de Chaumont-en-Bassigny, au diocèse de Langres, né de parents illustres qui occupaient les premières places du présidial de cette ville, qui le mirent en pension à l'abbaye du Val des Ecoliers auprès de leur ville où en peu de temps il avança si bien dans ses études qu'il devint l'objet de la jalousie de ses compatriotes. Il y soutint des thèses en rhétorique et en philosophie avec les applaudissements de tout l'auditoire ». Barthélemy Le Brest « était fils... de marchands bourgeois de Paris qui l'envoyèrent au collège... Il parvint au degré de maître-ès-arts et il aurait monté plus haut si le Seigneur qui le vouloit entièrement à lui ne lui eut inspiré de se faire religieux ».

Leur protection fut profitable à l'Hôtel-Dieu : ainsi Marguerite Le Brest, sœur de Barthélemy Le Brest, met quatre de ses enfants en pension à l'Hôtel-Dieu et verse pour chacun 6.000 livres, leur fournit un abondant mobilier, fonde une rente viagère de 300 livres par an pour chacun de ses enfants qui prend l'habit de religieux dans la maison. De plus, elle fait don au prier de 5 pièces de tapisserie d'une valeur de 1.000 écus et d'un lot de livres de valeur identique.



Cette prospérité fut tout au bénéfice des gens reçus à l'Hôtel-Dieu. Il semble que l'institution soit particulièrement attentive aux soins portés aux malades. Sur le plan spirituel, les religieux déploient beaucoup d'efforts : distribution des sacrements aux malades, invita-

(5) Inventaires des églises et communautés religieuses, 1786-1790, Bibl. mun. Provins, ms 211.

(6) Voir Camille BLOCH, *L'Assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution (Généralités de Paris, Rouen, Alençon, Orléans, Châlons, Soissons, Amiens. 1764-1790)*, thèse de lettres, Paris, 1907-1908, page 71, note 1.

tion à la prière et à une vie pieuse, conversion des « réformés » quand il en est reçu. C'est surtout dans la qualité des soins que se révèle l'originalité de l'institution. Les statuts, rédigés en 1263, sur l'ordre de l'archevêque de Sens, et qui semblent encore valables jusqu'à la fin du XVII^e siècle puisqu'on en trouve une copie datant de cette période (7), insistent sur la qualité nécessaire des soins à porter aux malades : bonne nourriture, draps propres (changés une fois par semaine), respect de la personne du malade. Au début du XVI^e siècle « les pauvres malades étaient pansés avec tant de charité par les religieuses de l'Hôtel-Dieu que c'était un séminaire où l'on envoyait de divers endroits des filles religieuses hospitalières pour apprendre à se perfectionner dans ce pieux exercice ». A la fin du XVII^e siècle, la réfection des bâtiments, ainsi que l'achat d'un important matériel de literie neuf montre la pérennité de cette tradition. Il est important d'insister sur ces faits, car à l'époque moderne les institutions charitables n'attachaient guère d'importance aux soins des malades. Il n'y a qu'à lire les témoignages accablants transcrits par C. Bloch pour s'en convaincre.

L'Hôtel-Dieu, à Provins, est donc une exception heureuse, semble-t-il, à l'époque moderne.

La qualité des soins portés aux malades est due, non seulement à la richesse très grande de la maison, mais aussi à la conception qu'ont les religieux du « pauvre malade ».

La guérison de la maladie, c'est « le soulagement de Jésus-Christ souffrant en ses membres qui sont les pauvres malades ». Ils sont comme l'écrit J. P. Gutton (8) « les intercesseurs privilégiés auprès de Dieu : la maladie est source de rédemption pour le religieux qui la soulage mais aussi pour les malades, qui souffrent leur maladie avec patience et résignation aux volontés de Dieu et lui (offrent) pour satisfaction de leurs fautes ».

Cette conception de la maladie ainsi que celle de la pauvreté sont purement chrétiennes. Déjà au XVII^e siècle, la conception de la pauvreté et de la maladie se transforme dans la société française. Le pauvre ou le malade n'est plus l'envoyé de Dieu, il est un danger social, c'est le début du « renfermement des pauvres ». Or à Provins, la conception charitable et chrétienne demeure, malgré un environnement de pensée en pleine mutation. La conception du pauvre malade y est très ancienne et très éloignée des idées de l'époque.



(7) Arch. départ. de Seine-et-Marne, série F-H, supplément A 3, « Constitutions, statuts et règle de la Maison Dieu de Provins ».

(8) Jean-Pierre GUTTON, *La société et les pauvres : l'exemple de la Généralité de Lyon*, thèse de lettres, Lyon, 1970.

Ainsi avec des prieurs brillants à la tête d'une administration bien rodée, l'Hôtel-Dieu de Provins est, à la fin du XVII^e siècle, une institution solide et traditionnelle. De par son histoire, la continuité de son administration religieuse, sa conception du « pauvre malade » et les attitudes qu'elle entraîne à leur égard, la Maison apparaît alors comme un îlot médiéval.

Cette époque qui est, pour toute la France et le Provinois en particulier, une période de crises difficiles, est paradoxalement la période où l'Hôtel-Dieu s'assure une prospérité qui va durer jusqu'au XVIII^e siècle (réfections, constructions nouvelles, etc...).

LES « PAUVRES MALADES »

Introduction

Dans cette deuxième partie qui vise à décrire la population reçue à l'Hôtel-Dieu de Provins, une source unique a été utilisée : « les Registres des entrées et des décès des malades civils et militaires » (9). Ces registres, tenus de janvier 1674 à décembre 1708, puis de 1741 à 1792, offrent deux séries, longues dans le temps. La première série (1674-1708) utilisée dans cette étude assure une double continuité, dans le temps et la qualité.

C'est un religieux du chapitre de la Maison qui a la charge d'inscrire les personnes qui entrent. C'est-à-dire que la tenue, l'écriture, la nature et le nombre des informations mentionnées, dépendent de ce dernier. En 35 ans, six religieux se succédèrent à cette tâche :

- More : janvier 1674 à novembre 1674.
- J. B. Pelée : décembre 1674 à décembre 1675.
- F. P. Quillart : janvier 1676 à mai 1687.
- J. N. Pilloz : mai 1687 à décembre 1693.
- Q. Grillon : décembre 1693 à mai 1700. Septembre 1700 à octobre 1708.
- L. Le Couteux : mai 1700 à septembre 1700. Octobre 1708 à décembre 1708.

La charge est stable et effectuée de façon continue.

Il y a deux éléments dans ces registres. Le premier élément est l'inscription des actes religieux qui marquent la vie des personnes reçues à l'Hôtel-Dieu : quand un enfant naît, cas unique, on trouve dans les registres son acte de baptême; quand une personne de « Religion prétendue Réformée » ou Calviniste entre, on trouve très souvent son acte d'abjuration; quand une personne meurt, il y a toujours son acte de décès. La religion ponctue donc, dans l'établissement la vie des « hôtes ». C'est ce que nous avons souligné précédemment et que

(9) Arch. départ. de Seine-et-Marne, série H, supplément F 2, F 3, F 4 et F 5.

les registres confirment. Ceux qui refusent de se soumettre sont punis : le 16 décembre 1674, Jean Bride, huguenot est enterré sous les remparts de la ville et non dans le cimetière de l'Hôtel-Dieu »; le 9 février 1675, Pierre Bertier est « enterré au bout du cimetière du côté de Saint-Quiriace pour n'avoir pas fait ses Pâques ».

Le second élément, le plus intéressant pour l'étude présentée, est l'enregistrement des personnes qui entrent. Il prend différentes formes :

« *Mercredi 21 mars 1674* : Eutrope Simon, garçon tuilier, fils de feu Eutrope aussi tuilier, vivant demeurant à Soisy-Bellegarde, natif dudit lieu, âgé d'environ 20 ans, est entré grand malade de fièvre. »

« *Dimanche 1^{er} avril 1674* : Louise, qui n'a pas de surnom et qui ne sait d'où elle est native, âgée d'environ 20 ans, est entrée grand malade. »

« *2 janvier 1686* : Antoinette Deschamps, fille âgée de 18 ans, de la paroisse de Soisson. »

« *19 octobre 1708* : Marie Grenée, fille de Jacques Grenée et de Marie Chopinet, âgée de 17 ans, de Villeneuve Le Roy, diocèse de Sens. »

Le premier exemple fournit un maximum d'informations sur la personne : le nom, l'état matrimonial, le nom du père, la profession du père et du fils, le lieu de naissance et de domicile, l'âge et la maladie. L'exemple de Louise en fournit le minimum. Entre les deux, on trouve toutes les formules intermédiaires et le cas d'Antoinette Deschamps est le plus fréquent. Malgré ces critiques d'ordre secondaire, les sources semblent tout à fait sûres et tout à fait crédibles...

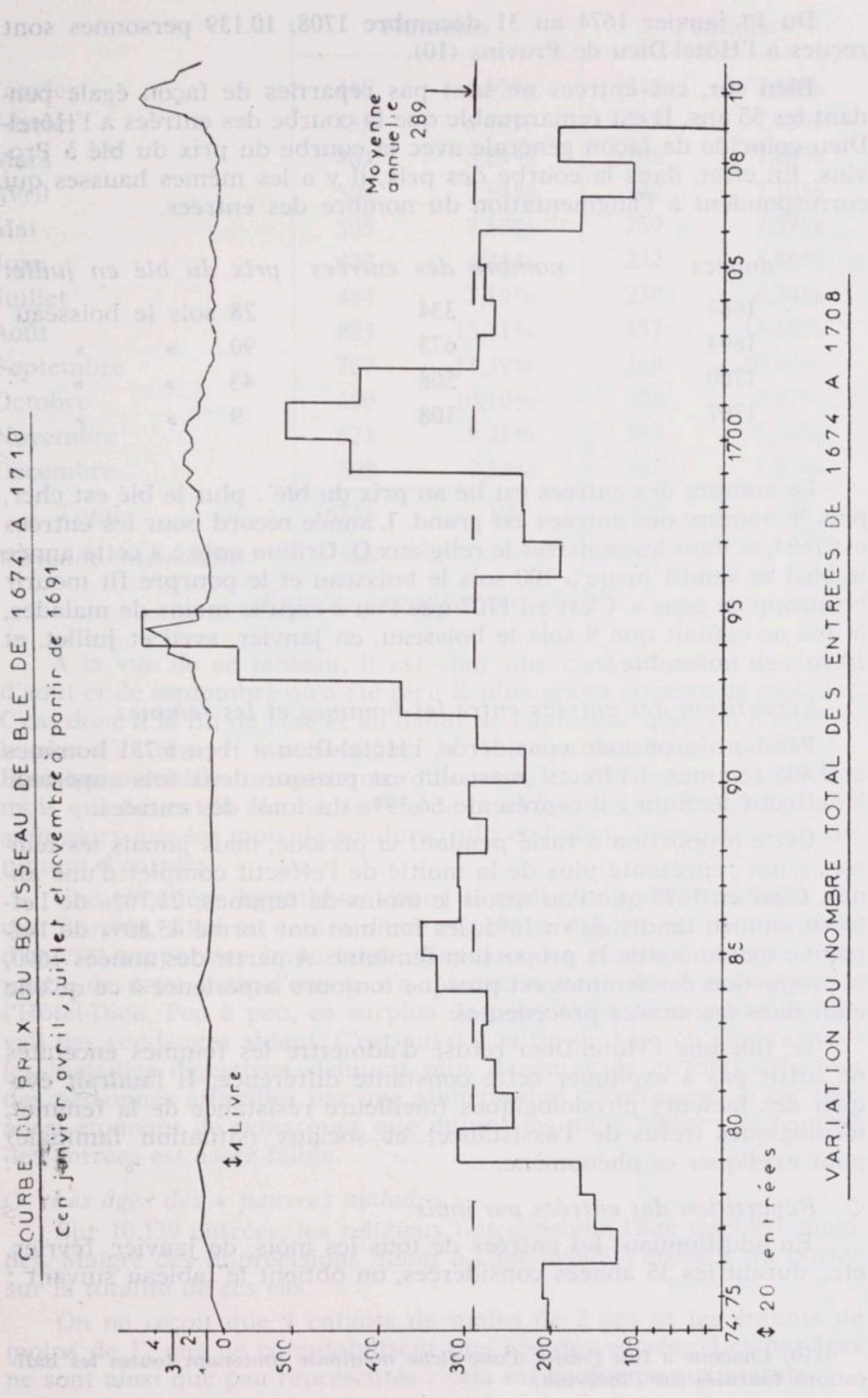
Ainsi les informations fournies sont de nature diverse : démographiques (âge, sexe, état matrimonial, décès); sociologiques (profession), ou géographiques (lieu de naissance).

Il s'agit dans cette étude d'essayer de cerner la nature et la réalité de la population assistée à l'Hôtel-Dieu à la fin du XVII^e en examinant de façon quantitative tous les critères qui peuvent aider à définir ce groupe humain.

Les critères démographiques

◇ *Nombre de malades reçus*

Par les statuts de la Maison sont exclus les femmes enceintes, les enfants trouvés, « les lépreux, les manchots, les contre-faits, les aveugles » et les baladins. Contrairement à d'autres hôtels-Dieu (tel celui de Saint-Denis), celui de Provins n'impose pas de critère de résidence locale pour l'admission.



Du 1^{er} janvier 1674 au 31 décembre 1708, 10.139 personnes sont reçues à l'Hôtel-Dieu de Provins (10).

Bien sûr, ces entrées ne sont pas réparties de façon égale pendant les 35 ans. Il est remarquable que la courbe des entrées à l'Hôtel-Dieu coïncide de façon générale avec la courbe du prix du blé à Provins. En effet, dans la courbe des prix, il y a les mêmes hausses qui correspondent à l'augmentation du nombre des entrées.

<i>années</i>	<i>nombre des entrées</i>	<i>prix du blé en juillet</i>
1684	334	28 sols le boisseau
1694	673	90 » »
1700	508	43 » »
1707	108	9 » »

Le nombre des entrées est lié au prix du blé : plus le blé est cher, plus le nombre des entrées est grand. L'année record pour les entrées est 1694, et dans les registres le religieux Q. Grillon note : « cette année le bled se vendit jusqu'à 100 sols le boisseau et le pourpre fit mourir beaucoup de gens ». C'est en 1707 que l'on a reçu le moins de malades, le blé ne coûtait que 9 sols le boisseau, en janvier, avril et juillet, et 10 sols en novembre.

◇ *Répartition des entrées entre les hommes et les femmes*

Pendant la période considérée, l'Hôtel-Dieu a reçu 6.731 hommes et 3.408 femmes. L'effectif masculin est presque deux fois supérieur à l'effectif féminin : il représente 66,39% du total des entrées.

Cette proportion a varié pendant la période, mais jamais les femmes n'ont représenté plus de la moitié de l'effectif complet d'une année. C'est en 1679 que l'on reçoit le moins de femmes; 21,70% de l'effectif annuel, tandis qu'en 1695, les femmes ont formé 45,80% de l'effectif : maximum de la proportion féminine. A partir des années 1690, la proportion des femmes est presque toujours supérieure à ce qu'elle était dans les années précédentes.

Le fait que l'Hôtel-Dieu refuse d'admettre les femmes enceintes ne suffit pas à expliquer cette constante différence. Il faudrait évoquer des facteurs physiologiques (meilleure résistance de la femme), idéologiques (refus de l'assistance) et sociaux (situation familiale) pour expliquer ce phénomène.

◇ *Répartition des entrées par mois*

En additionnant les entrées de tous les mois, de janvier, février, etc., durant les 35 années considérées, on obtient le tableau suivant :

(10) Chacune a fait l'objet d'une fiche nominale contenant toutes les indications fournies sur l'individu.

	Hommes		Femmes	
Janvier	440	6,53%	242	7,10%
Février	435	6,46%	255	7,48%
Mars	464	6,89%	266	7,80%
Avril	508	7,54%	242	7,10%
Mai	505	7,50%	259	7,59%
Juin	433	6,43%	232	6,80%
Juillet	484	7,19%	230	6,74%
Août	883	13,11%	457	13,40%
Septembre	767	11,39%	369	10,82%
Octobre	680	10,10%	306	8,97%
Novembre	623	9,25%	283	8,30%
Décembre	509	7,56%	267	7,83%
<i>Total</i>	6731	100	3408	100
<i>Moyenne mensuelle</i>	560		284	

Entrées cumulées par mois

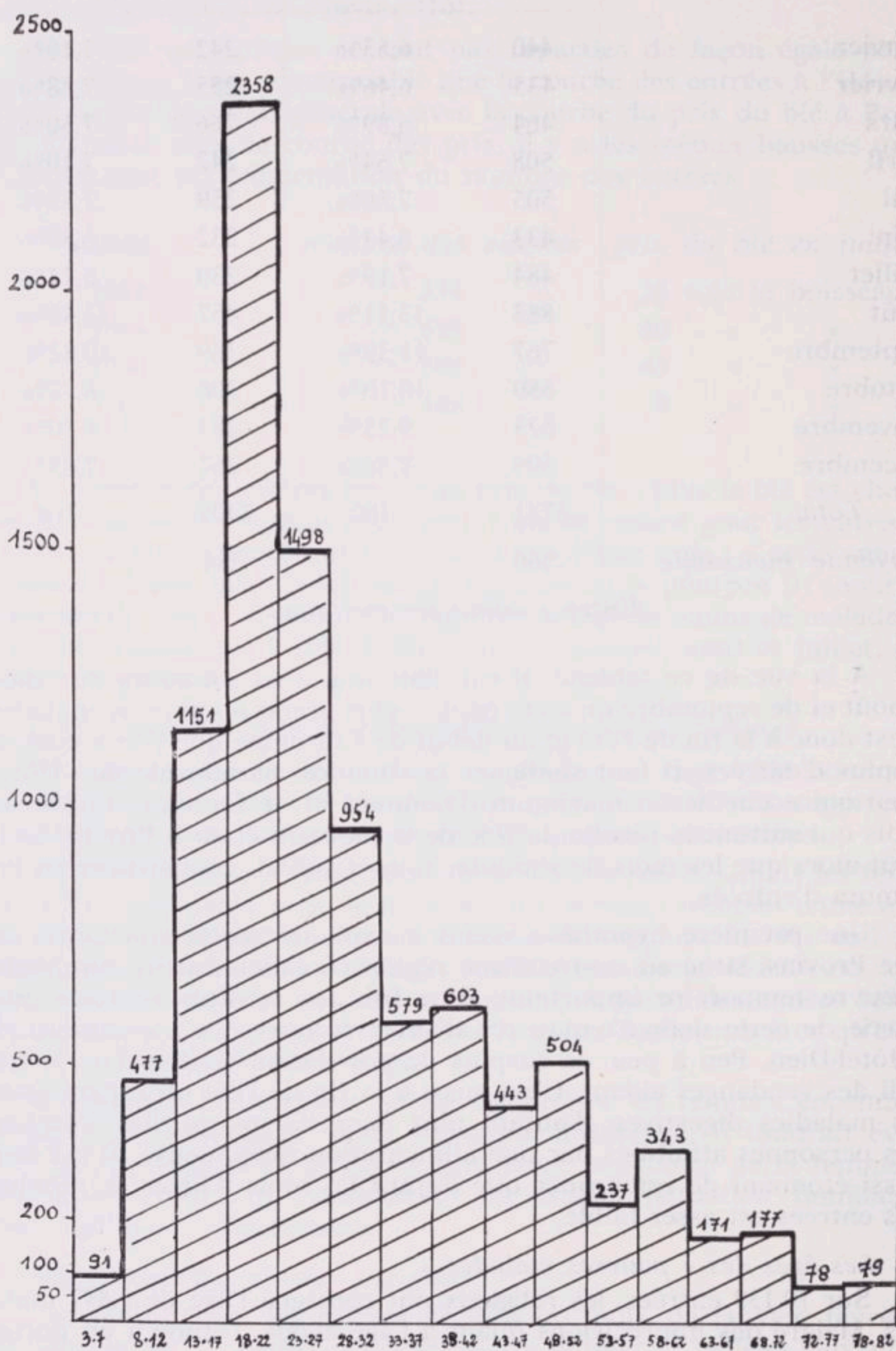
A la vue de ce tableau, il est clair que c'est au cours des mois d'août et de septembre qu'a été reçu le plus grand nombre de malades. C'est donc à la fin de l'été et au début de l'automne que l'on a compté le plus d'entrées. Il faut souligner la situation paradoxale de l'Hôtel-Dieu qui accueille un maximum d'hommes et de femmes, durant les mois qui suivent la récolte, la fête de la moisson étant à Provins le 15 août alors que les mois de soudure, juin et juillet, connaissent un minimum d'entrées.

Une première hypothèse visant à expliquer cette constante, est que Provins, situé au centre d'une région céréalière, attire une main-d'œuvre temporaire importante. Une fois les récoltes rentrées, une partie de cette main-d'œuvre n'a d'autre recours que l'assistance de l'Hôtel-Dieu. Peu à peu, ce surplus de population se disperse, le travail des vendanges aidant. C'est aussi à la fin de l'été qu'apparaissent les maladies digestives, d'autant plus dangereuses qu'elles affectent des personnes affaiblies par une alimentation défectueuse. Il est tout aussi étonnant de remarquer que durant les mois d'hiver, le nombre des entrées est assez faible.

◇ *Les âges des « pauvres malades »*

Sur 10.139 entrées, les religieux ont consigné l'âge de 9.897 malades. Malgré des imprécisions quant à l'âge avoué, l'étude a pu porter sur la totalité de ces cas.

On ne reçoit que 9 enfants de moins de 2 ans et les enfants de moins de 12 ans ne comptabilisent que 6% des entrées. Les bas-âges ne sont ainsi que peu représentés : cela est conforme aux statuts.



Pyramide des âges des « pauvres malades »
de 3 à 82 ans

56,27% de la population a moins de 27 ans. C'est une population jeune mais non d'enfants : 50,63% de l'effectif a entre 13 et 27 ans, un quart de malades a entre 18 et 22 ans. La population âgée de plus de 58 ans ne représente pas 9%. La population reçue est formée en grande partie de gens en âge de travailler puisque 85,12% des malades ont entre 13 et 58 ans.

En comparant l'âge de la population de l'Hôtel-Dieu et une population-type de l'Ancien Régime, on s'aperçoit de la sur-représentation des classes d'âge productif. Les classes d'âge moyen, entre 18 et 58 ans, sont en effet sur-représentées par rapport aux couches de bas âge et d'âge élevé. C'est une population où l'on s'étonne de trouver moins de vieillards que normalement.

C'est peut-être la sur-représentation des hommes qui rajeunit la population puisque ceux-ci sont moins âgés en moyenne que les femmes : la moyenne d'âge masculine est de 29 ans et demi, la moyenne d'âge féminine de 32 ans et demi.

◇ *L'état matrimonial*

Nous venons de voir que, dans l'ensemble, la population de l'Hôtel-Dieu est très jeune. Il semble alors intéressant de voir comment les malades se répartissent selon les critères du mariage, du veuvage et du célibat.

Mariés	14,39%
Veufs	17,04%
Célibataires	68,56%

Répartition de la population en fonction des trois critères : mariés, veufs et célibataires

Le fait marquant est le fort pourcentage de gens célibataires. Il ne faut pas trop s'en étonner, dans la mesure où une bonne partie des malades n'est pas en âge de se marier. Il n'est pas défendu, d'autre part, de mettre en doute la véracité de certaines déclarations : tous ceux qui prétendent être célibataires n'ont-ils jamais été mariés ?

Un des éléments qui caractérise la population de l'Hôtel-Dieu est ainsi l'état de solitude dans lequel se trouvent les individus au moment où ils sont reçus.

En effet, même parmi ceux qui déclarent être mariés, une enquête menée entre 1694 et 1708 a révélé que sur 854 personnes mariées, en sept occasions seulement, le mari et la femme se présentent en même temps.

D'une façon générale, il n'y a pas plus de femmes mariées reçues que d'hommes mariés, en pourcentage. Au contraire, par rapport au

critère du veuvage, on retrouve une des constantes de la démographie de l'Ancien Régime : 9,18% d'hommes veufs et 24,26% de femmes veuves. En proportion, il y a plus du double de veuves que de veufs. Les archives hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Provins ne contredisent pas, sur ce point, les registres paroissiaux et les rôles d'imposition qui ont permis à Pierre Goubert d'écrire : « Le jeune veuf se remarie aisément, souvent très vite : il est peu chargé d'enfants, son dernier né (souvent le premier) ayant suivi fréquemment sa mère au tombeau; et, d'autre part, les jeunes filles sont toujours en surnombre. En revanche, la veuve de 35 à 45 ans, fatiguée par les maternités, par le travail des champs et du foyer, souvent encombrée d'enfants, trouve difficilement à se remarier, et d'autant moins que les femmes sont toujours, à cet âge, plus nombreuses que les hommes. C'est sans doute pourquoi l'on trouve tant de veuves dans les registres paroissiaux, dans les premiers dénombrements sérieux, dans les rôles d'imposition de l'époque : deux fois, sinon trois fois plus de veuves que de veufs » (11).

Lorsque survient une crise de subsistance (1694-1700), on remarque que, dans les années qui suivent la crise, le pourcentage d'hommes veufs et mariés reçus à l'Hôtel-Dieu augmente, ce qui n'est pas le cas des femmes : dans la vie familiale, l'homme est plus affecté que la femme par la crise; c'est lui qui part mendier, si besoin est, c'est lui qui se déplace à la recherche d'un travail saisonnier...

Ainsi l'élément principal qui définit le groupe humain étudié est l'état de solitude. Mais, en inversant l'argument, on peut se demander si la solitude n'est pas le critère social de l'entrée à l'Hôtel-Dieu. C'est-à-dire que ce sont les gens seuls, sans famille ni aide possible, qui bénéficient le plus de l'assistance de la Maison, le besoin d'assistance étant, bien évidemment, accentué en temps de crise.

On voit comment le rôle de l'Hôtel-Dieu est clairement mis en évidence : il supplée à l'assistance déficiente de la famille.

◇ *Les familles*

Peu de familles sont reçues à l'Hôtel-Dieu. Par famille, il faut entendre un couple, un des conjoints avec un enfant, ou bien deux frères et/ou sœurs. Malgré les difficultés d'ordre technique, en sélectionnant deux périodes (1674-1780 et 1694-1708) nous avons repéré 32 cas de familles dont il est possible de dégager des caractères généraux.

Les parents sont jeunes, en âge de travailler et ne viennent pas de lieux très éloignés. Ces familles semblent avoir été victimes de crises économiques à la suite desquelles elles ont été contraintes à mendier, à avoir recours aux institutions charitables. Le nombre des familles s'accroît après 1694; l'origine géographique des époux permet

(11) Pierre GOUBERT, *100.000 provinciaux au XVII^e siècle*, Paris, Flammarion, 1968, p. 59.

de penser qu'ils ont été contraints au départ; les parents seuls sont en majorité veufs, signe que la cellule familiale a été détruite.

Ainsi avons-nous l'impression que, sur une période un peu longue, nous trouvons le schéma d'une crise d'Ancien Régime qui montre qu'une partie de la population du Provinois atteint un niveau de pauvreté croissant. « Certaines années, la foule des errants se gonflait brusquement d'enfants d'abord, dont on se débarrassait en les envoyant « au pain », ou à la maraude; puis des familles entières, quand la disette ou la peste s'abattait sur une province » (12).

◇ *Les décès*

Nous l'avons vu, par ses statuts l'Hôtel-Dieu ne reçoit que les malades qu'il se sent capable de secourir. Il semble avoir un certain succès puisque le taux de mortalité est de 164°/°° en 35 ans. Ce taux est évidemment très fort par rapport à la population d'Ancien Régime. Mais, en comparant avec d'autres institutions hospitalières, on s'aperçoit qu'on meure relativement moins à l'Hôtel-Dieu de Provins. Camille Bloch (13) parle de taux de « 1/5, 1/4 voire 1/4 et demi », notamment à l'Hôtel-Dieu de Paris, soit 200 à 375°/°°. On voit alors que ces taux sont sans commune mesure avec celui de Provins.

A quoi l'Hôtel-Dieu doit-il ce succès ? Principalement à deux éléments convergents : la sélection des malades, opérée par les religieux en fonction des statuts, et la bonne hygiène de l'établissement, soulignée précédemment. Même si les années de crise de subsistance connaissent des taux de mortalité supérieurs à 164°/°°, ce ne sont pas elles qui atteignent les taux records. Ainsi, après 1700, il y a eu une suite d'années de forte mortalité, alors qu'il y a peu d'entrées : 1707, 103 entrées et 40 décès, soit un taux de 370 °/°°.

D'une façon générale, mises à part les années 1693 et 1694, l'Hôtel-Dieu connaît un taux de mortalité élevé au moment où le nombre des entrées est le plus faible.

Cela signifie que dans l'établissement, il y a toujours une certaine quantité de malades au sens médical du terme. Certaines années, cette population est augmentée des victimes de la hausse des prix, qui viennent chercher un secours alimentaire. La première catégorie des malades, vues les capacités médicales de l'époque, est très encline à mourir; la seconde, vue la richesse de l'Hôtel-Dieu, même en période difficile, est assistée de façon satisfaisante et peut ressortir. C'est pourquoi le taux de mortalité varie avec le nombre des entrées : celui-là est plus fort quand celles-ci sont moins nombreuses.

Ainsi avons-nous la preuve qu'à l'Hôtel-Dieu de Provins la nourriture et l'hygiène sont suffisantes pour secourir les pauvres de passage tandis que, du point de vue médical, la Maison est liée aux con-

(12) Pierre GOUBERT, *L'Ancien Régime*, t. I (La Société), Paris, 1969, p. 103.

(13) Camille BLOCH, *op. cit.*

naissances de son temps. Les années d'épidémie, le taux de mortalité monte brusquement, pour redescendre aussi brusquement les années suivantes. Les années où le nombre des entrées est faible, les décès sont plus nombreux en proportion parce que l'Hôtel-Dieu a reçu presque uniquement des malades.

Le rapport entre le taux de mortalité et la courbe du prix du blé est assez clair. Avec l'année 1691 commence la première crise : alors la population, affaiblie par la malnutrition et la famine, est plus vulnérable à la maladie et le taux de mortalité est là pour le prouver.

Quand meurt-on à l'Hôtel-Dieu de Provins ?

La courbe des décès cumulés par mois est remarquable de régularité : à partir du mois d'août, le nombre des décès augmente jusqu'au mois de novembre et redescend par paliers jusqu'au mois de juillet où elle est au minimum. Le nombre des décès est supérieur à la moyenne mensuelle pendant 6 mois : d'août à janvier inclus.

La cause des décès est de façon majoritaire, comme nous l'avons déjà souligné, la maladie. La mort touche plutôt (c'est loin d'être étonnant) les classes d'âge avancé.

Cette étude des décès illustre également une des constantes de la démographie : si les femmes ne meurent ni plus ni moins que les hommes, à l'Hôtel-Dieu, elles meurent plus âgées.

◇ *Les maladies*

De quoi meurt-on ? Il est, en fait, assez difficile de le savoir. Les morts accidentelles sont très fréquentes et les notifications des maladies sont très vagues quand elles existent : « malade », « malade de fièvre »...

Le religieux qui note les entrées reconnaît lui-même la pauvreté comme étant une maladie, ne faisant pas la part entre les deux. L'état de pauvreté est déterminant dans le déclenchement d'une maladie : *c'est l'état de la personne pauvre et malade.*

◇ *La durée des séjours*

De janvier 1674 à février 1675, la durée moyenne d'un séjour est de 19 jours. De mai 1692 à avril 1693, elle est de 40 jours. On remarque, d'une façon générale, que le séjour du malade est assez long et qu'il double en moins de 20 ans. C'est au moment où l'Hôtel-Dieu reçoit le plus de malades (1693, année de crise) que la durée du séjour augmente : cela illustre à nouveau la richesse de l'Hôtel-Dieu de Provins.

Les critères sociologiques et géographiques

◇ *Les professions*

L'appartenance à tel ou tel groupe socio-professionnel est une des caractéristiques fondamentales pour définir un groupe humain. Dans les registres d'entrées et de sorties, la profession n'est indiquée que

1.922 fois. On peut, cependant, dégager quelques idées générales de ces informations.

Tout d'abord une remarque : quand une profession est notée à l'entrée d'une femme, c'est six fois sur sept la profession du père ou de l'époux, vivant ou décédé, qui est indiquée. Cela montre l'entière dépendance de la femme par rapport à l'homme et le désarroi de la femme seule pour laquelle la perte du mari doit signifier également la perte du revenu.

Selon la profession annoncée, les malades peuvent être répartis en deux groupes. D'un côté 325 personnes qui, quelque soit la conjoncture peuvent subvenir à leurs besoins : les maîtres, les commerçants en alimentation, les marchands, les laboureurs, les professions libérales et les serviteurs (avant d'être congédiés). Les 1.587 autres sont extrêmement souvent mis en difficulté par une crise : les artisans des diverses branches, les meuniers et les vignerons. De tous, les artisans sont les plus nombreux : 41,27%. Les gens de la terre ne représentent que 38,53%. Cette répartition peut surprendre. En effet, Claude Algret (14) dresse le tableau suivant de la population de l'Election de Provins en 1715 :

— *agriculteurs* : environ 70% de la population : moins de 25% de laboureurs et 50 à 70% de manouvriers et vignerons;

— *artisans* : 17% de la population;

— *commerçants* : 6 à 7% de la population.

Il apparaît comme une évidence que les agriculteurs sont nettement sous-représentés à l'Hôtel-Dieu par rapport à la population de l'Election et inversement pour les artisans.

La majorité des malades reçus à l'Hôtel-Dieu vient, nous allons le voir d'au delà du Provinois; comme l'étude de Claude Algret ne concerne que l'Election de Provins, la différence est peut-être là. Les étrangers à la région déforment la réalité sociologique. De ce fait, par rapport à la ville de Provins et à sa région, l'Hôtel-Dieu abrite une population tout à fait originale. Cependant il convient de nuancer ce décalage dans la mesure où le mot artisan ne doit pas être pris dans un sens exclusif : les malades déclarant cette profession en exercent, bien souvent, également une autre qui les lie à la terre.

Parmi les professions connues, il faut insister sur le nombre important de métiers qui ne nécessitent, en vérité, aucune qualification : merciers, manœuvres, scieurs de long, bûcherons, batteurs de ciment, cloutiers, épingliers, vachers, pâtres, etc.

(14) Claude ALGRET, « La population de Provins au XVIII^e siècle. Recherches sur la composition socio-professionnelle de l'Election de Provins (1715-1788) », résumé dans *Bulletin de la Société d'Histoire et d'Archéologie de ... Provins*, n° 120 (1966), pp. 81-115 et n° 121 (1967), pp. 51-82.

C'est à travers ces individus, semble-t-il, que l'on peut le mieux saisir le niveau général et la condition sociale des gens assistés à l'Hôtel-Dieu, dans la mesure où les nobles, les riches bourgeois, les marchands et les officiers n'y entrent pas.

◇ *Les origines géographiques*

D'après leurs origines géographiques, les malades peuvent se classer en quatre catégories. Les frontaliers, venus de Savoie, Lorraine, Suisse, Allemagne, Espagne, auxquels on peut ajouter 2 Portugais et 2 Turcs, sont en quantité négligeable : 3,18% de l'ensemble. Les seconds, venus de toutes les provinces de France, sont largement majoritaires : 63,28%. D'une aire d'environ 20 km autour de Provins, dans laquelle l'influence de l'Hôtel-Dieu s'exerce pleinement, viennent 17,70% des malades. Les quatre paroisses provinoises, Saint-Ayoul, Saint-Pierre, Saint-Quiriace et Sainte-Croix, envoient les 16,70% restant.

Provins et la région directement sous son influence fournissent 34,40% des malades. Comme il n'y a pas de décalage entre le lieu de naissance et le lieu d'assistance, ces gens font partie de la population stable de l'Ancien Régime : ceux qui se marient et meurent dans le village de leur naissance. Le reste des assistés, 65,60%, ont à un moment de leur vie, qu'il est impossible de déterminer, quitté leur lieu de naissance.

Toutes les régions de France ne sont pas représentées de façon égale, loin de là : seules les régions de contact avec la vallée de la Seine, en amont de Paris, sont très bien représentées. Plus des 2/3 des malades viennent de Provins, du Provinois, de la Bourgogne, de la Champagne et de la Brie. L'ouest de la France ne fournit pas 5% et le sud de la Loire environ 16%.

Les malades reçus à l'Hôtel-Dieu sont donc pour la plupart originaires du nord-est de la France et les mouvements migrateurs font apparaître un flux d'est et de sud-est dirigé vers Paris, passant par Troyes-en-Champagne et Provins. C'est l'attrait de Paris qui anime ce flux de circulation. La majorité de la population accueillie à l'Hôtel-Dieu est donc une population de passage.

Cependant, en période de crise, la proportion de gens venus de Provins et des régions proches augmente de façon assez nette.

◇ *Les récidivistes*

Par récidivistes, nous entendons les personnes qui se sont présentées au moins deux fois à l'Hôtel-Dieu. Le record du nombre d'admissions revient à Marie Vinaigre qui, de novembre 1694 à août 1703, s'est présentée treize fois à l'Hôtel-Dieu.

L'étude de ces récidivistes confirme certaines observations précédentes. Les 2/3 (environ) viennent de Provins et de sa région : le flux d'est et de sud-est est bien un afflux migratoire, les gens ne séjour-

nant pas à Provins. Les migrants ne représentent plus que 13,60% des récidivistes au lieu de 37,29% de l'ensemble.

D'autre part, ces récidivistes sont en majorité des femmes (51,20%) et leur situation familiale est très proche de celle d'une population normale d'Ancien Régime. Ainsi, c'est bien la forte proportion de malades étrangers au Provinois qui fait, dans une très large mesure, l'originalité démographique et certainement sociologique de la population de l'Hôtel-Dieu.

Peut-on alors diviser l'ensemble des malades reçus en trois « populations » ?

— La population soumise à l'influence directe de la ville de Provins, qui constitue un noyau stable.

— La population de passage dans la ville, faisant partie du flux migratoire décrit.

— Un groupe d'errants marginaux, aux motivations diffuses, venant de différentes régions de France.

LIMITES DE L'ETUDE ET PROBLEMES QUI S'EN DEGAGENT

Nous venons de décrire la population de l'Hôtel-Dieu selon des critères successivement démographiques, sociologiques et géographiques. Seulement, comme la réalité de la vie des malades reçus est faite de toutes ces composantes réunies, il s'agit de voir comment les différents éléments se combinent et se hiérarchisent pour poser la question de la nature de la population assistée. Comment, d'autre part, l'Hôtel-Dieu distribue-t-il son assistance ?

La population

Nous avons vu le contenu idéologique dont les religieux chargeaient l'expression « pauvre malade », qui désigne toutes les personnes admises dans l'établissement. Comment ces deux termes pauvre et malade s'allient-ils concrètement ?

La prédominance du facteur de la pauvreté n'est pas discutable. En 1674, le religieux écrit à propos d'un nouvel arrivant qu'il est « malade de pauvreté ». Il a été souligné aussi auparavant la concordance entre la fréquence des entrées à l'Hôtel Dieu et le niveau des prix des grains. La maladie est, quant à elle, le facteur premier de l'entrée. On rentre à l'Hôtel-Dieu car on est malade. Les maladies rencontrées sont, en fait, de deux natures différentes : il y a les maladies purement médicales et les maladies dues à un affaiblissement général de l'organisme, engendré par la pauvreté. Dans les deux cas, l'Hôtel-Dieu ne répond pas de la même manière : face à la maladie d'origine purement médicale, les religieux sont assez démunis, leurs connaissances médi-

cales sont celles du XVII^e siècle; face à la maladie de pauvreté, par contre, l'Hôtel-Dieu, grâce à sa richesse, apporte les remèdes suffisants : bonne nourriture, qualité de l'accueil et de l'hygiène.

Le nombre des malades reçus est important en période difficile : les malades sont en majorité des pauvres. Le taux de mortalité ne varie pas dans les mêmes proportions que le nombre des entrées : ce sont surtout les malades qui meurent alors que ce sont les pauvres qui font gonfler le nombre des entrées.

Il y a donc deux populations à l'Hôtel-Dieu de Provins; l'une plus touchée par la maladie, l'autre plus touchée par la pauvreté. Comment faire la distinction ? L'étude des métiers signalés dans les registres ne fournit pas d'indications suffisantes pour tirer une règle générale (15).

L'étude des origines géographiques des « Pauvres Malades » est une source plus sûre.

La population stable, celle qui est née à Provins ou aux alentours et qui se porte à l'Hôtel-Dieu, peut être considérée comme plus favorisée (il faudrait faire cependant de nombreuses distinctions) que la population instable, non originaire du Provinois.

C'est la misère qui a poussé de nombreux pauvres dans le monde de l'errance.

Le raisonnement consiste à dire que la population d'origine provinoise reçue à l'Hôtel-Dieu est d'un milieu plus favorisé que la population errante qui représente le dernier degré de l'échelle sociale de la France moderne. Cette démarche assez peu nuancée semble la seule capable d'expliquer les traits originaux du groupe humain formé par les « pauvres malades ».

La majorité des gens reçus (65%) appartient au monde de l'errance chronique (les Limousins, les Savoyards ou les Normands), ou passagère (les Bourguignons ou les Champenois, en route vers Paris et qui passent par Provins).

Les particularités démographiques (plus d'hommes que de femmes, âge peu élevé des malades...), sociales (sous-représentation du monde de la terre...) seraient le fait principal des errants.

Toute l'étude entreprise dans ces pays pourrait être reprise en fonction des origines géographiques de gens assistés. C'est seulement alors que serait confirmé ou non la différence entre les deux groupes réunis à l'Hôtel-Dieu : les gens stables du Provinois, affectés surtout par la maladie, et les pauvres errants.

L'Hôtel-Dieu

Le rôle de l'Hôtel-Dieu se définit au regard de la population qu'il secourt et de la manière dont il le fait. La justification de son exis-

(15) Pour la période où l'étude des métiers a été possible (1687-1694), 3/5 seulement des professions sont connues.

tence est liée à la présence des gens qu'il reçoit et ce n'est que par eux que s'appréhende sa spécificité par rapport aux autres institutions d'assistance du XVII^e siècle.

Le rôle de l'Hôtel-Dieu est de subvenir aux besoins des pauvres, son rôle est social et l'établissement entend, d'après ses statuts, exercer une charité qui se veut universelle.

Cependant l'assistance privilégiée, comme nous l'avons vu, les gens modestes et les gens seuls, ce qui limite d'autant le rôle de l'Hôtel-Dieu. Il intervient lorsque les structures traditionnelles d'Ancien Régime (famille, paroisse) sont absentes ou bien ne peuvent plus assurer leur fonction. L'Hôtel-Dieu devient alors la dernière instance, nécessaire à la survie de ceux qui sortent des cadres sociaux.

Une partie des pauvres du Provinois a, peut-être, avant d'arriver à l'Hôtel-Dieu, été filtrée par d'autres distributeurs d'assistance; pour eux, cet établissement est un recours ultime tandis que pour les populations instables passant à Provins, l'Hôtel-Dieu est le premier et seul moyen d'assistance.

Le Grand Hôtel-Dieu de Provins est donc un des éléments constitutifs de l'assistance pendant l'Ancien Régime. Son rôle est limité et ordonné dans un ensemble social. L'aspect universel de la charité que souhaitaient exercer les religieux s'en trouve fort restreint et cantonné dans un domaine très précis.

En aidant les pauvres, l'Hôtel-Dieu s'intègre dans un système social où la pauvreté est un phénomène structurel, il œuvre au maintien de l'ordre social, accomplissant une tâche nécessaire.

Notons que cet établissement insiste plus sur la charité et l'aide que sur la répression. C'est parce qu'il est dirigé par des prieurs illustres et qu'il a un rôle dynamique que le pouvoir royal lui laisse une autonomie totale. Il reste, ainsi, à l'écart de l'organisation du renfermement des pauvres.

L'Hôtel-Dieu de Provins est, à la fin du XVII^e siècle, une institution traditionnelle et prospère. Il se cantonne dans un rôle social précis auquel il a su s'adapter : l'assistance aux malades quelle que soit la cause de la maladie. Les distinctions, faites ici, entre les différentes « populations » de malades n'ont été prises en compte par l'assistance de Provins qu'au XVIII^e siècle. A l'Hôtel-Dieu iront les malades; à l'Hôpital général et devant la Maréchaussée iront les pauvres.

C'est au moment où s'établit ce partage de l'assistance qu'il semble intéressant de réétudier le rôle de l'Hôtel-Dieu et sa population, les sources étant claires et abondantes dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Ce sera peut-être l'objet d'un autre article.

François MARTIN et François PERROT.

Les « pauvres malades » (fin XVII^e siècle)

RECAPITULATION

L'HOTEL-DIEU (p. 63)

LES « PAUVRES MALADES » (p. 67)

Introduction

Les critères démographiques

Nombre de malades reçus

Répartition des entrées entre les hommes et les femmes

Répartition des entrées par mois

Les âges des « pauvres malades »

L'état matrimonial

Les familles

Les décès

Les maladies

La durée des séjours

Les critères sociologiques et géographiques

Les professions

Les origines géographiques

Les récidivistes

LIMITES DE L'ETUDE ET PROBLEMES QUI S'EN DEGAGENT (p. 79)

La population

L'Hôtel-Dieu

Troubles électoraux à Echouboulains en 1790

La période révolutionnaire, avec la remise en cause des structures sociales qu'elle apporta, fut cause de bouleversements qui n'allèrent pas sans heurts. Ainsi, les possibilités nouvelles offertes aux citoyens les plus humbles, notamment en matière électorale, furent parfois mises à profit par ceux-ci pour tenter de secouer la tutelle imposée par les représentants de classes plus favorisées. Celles-ci n'étaient d'ailleurs pas toujours la noblesse ou le clergé; dans le cas qui va être évoqué, on verra le menu peuple d'un village tenter de faire cesser la mainmise d'une aristocratie terrienne sur les charges de la vie publique.

Le texte dans lequel transparaissent ces faits est une lettre de huit pages (quatre feuillets recto-verso) écrite le 18 février 1790 par le curé d'Echouboulains (1), Charles François Duparcq, au président de l'Assemblée nationale, pour dénoncer les troubles constatés dans sa paroisse à l'occasion d'élections municipales et surtout pour contester les résultats de celles-ci (2).

Pour faciliter la lecture de ce document, nous avons complété la ponctuation, ajouté quelques accents et apostrophes, et placé, là où elles s'imposent, quelques lettres majuscules. Pour le reste, notamment en ce qui concerne l'orthographe, nous avons conservé le libellé original.

(1) Sous l'Ancien Régime, Echouboulains était une paroisse de l'évêché de Sens, de l'élection et du bailliage de Montereau. C'est aujourd'hui une commune du canton du Châtelet-en-Brie, arrondissement de Melun (Cf. Henri STEIN et Jean HUBERT, *Dictionnaire topographique du département de Seine-et-Marne*, Paris, Impr. nat., 1954).

(2) Archives nationales, D iv 62, n° 1878, pièce 10.

La lettre du curé Duparcq

Paroisse d'Echou-Boulain
Département de Melun
Poste de Montereau (3)

Monsieur
le Président de l'Assemblée Nationale

Le curé d'Echou-Boulain croit qu'il est de son devoir, et comme curé et comme bon patriote, d'instruire Mr le Président de ce qui se passe dans sa paroisse, c'est pourquoi il prend la liberté de l'interrompre un instant.

Le 31e Janvier, à une heure après-midi, s'est tenue l'assemblée pour l'élection de la nouvelle municipalité de cette paroisse, conformément au décret de l'assemblée nationale. Le dit Sr. curé a chanté le Veni Creator; ensuite le Sr. Antoine Gouby, syndic en exercice, en a fait l'ouverture, en ayant été chargé par la municipalité. A peine eut-il commencé qu'il fut troublé par le nommé Jean Maltaverne, bûcheron, qui, voyant le mtre. d'école se retirer, fit de grands cris, disant qu'il vouloit que le dit mtre. d'école soit à l'assemblée. Le syndic lui dit paisiblement que l'on ne chassoit personne, plusieurs autres habitans se joignirent à lui et après quelques instants de tumulte, le dit Maltaverne sortit pour aller chercher le dit mtre. d'école. Ces deux-ci rentrés, le dit syndic ayant prié ledit Sr. curé d'expliquer quelques articles des décrets et règlements pour laditte élection, ils ont été encore troublés, l'un et l'autre, par plusieurs voix, et entr'autres par le dit Maltaverne et Nicolas Langelier qui se sont écriés insolemment que Mr. le curé ne devoit pas être de leur assemblée et qu'il eut à se retirer. Le dit Sr. curé alloit le faire aussitôt, mais il est resté par la prière que lui en ont fait plusieurs des principaux habitans. On a ensuite procédé à l'élection du président et du secrétaire sans avoir préalablement fait l'examen des citoyens actifs. Il s'est trouvé parmi les électeurs deux bergers, dont un fit beaucoup de tumulte, deux mineurs, un insolvable décrété de prise de corps pour dettes, un étranger sans lettres de naturalisation. On a nommé pour président et pour secrétaire deux hommes qui n'avoient nulle connoissance des décrets de l'assemblée. Ledit Sr. curé et ledit syndic n'ont plus été écoutés, aussi le reste des élections se sont faites sans ordre, sans observer le règlement et avec beaucoup de tumulte. L'insolvable étoit un des scrutateurs. Les habitans qui ne savoient pas écrire alloient 7 à 8 fois à la sacristie ou étoient les scrutateurs, et donnoient tous ensemble leur nomination à haute voix. Ledit mtre. d'école écrivoit derrière 5 à 6 scrutins pour chaque élection et les

(3) Le village d'Echouboulains fut dans la circonscription postale de Montereau jusqu'en janvier 1846, date à laquelle il fut rattaché à celle de Valence-en-Brie (Arch. départ. de Seine-et-Marne, 7 P 20).

déposoit ensuite dans la corbeille destinée à les recevoir. Le Sr. curé et plusieurs habitants des principaux voyant l'illégalité des élections où régnoit le trouble et le désordre et ne pouvant y remédier se sont retirés.

Le procès-verbal d'assemblée n'ayant pu être dressé ce premier jour, les habitants se sont rassemblés le deux Janvier (4) à l'issue de la messe paroissiale, à cet effet. Ils ont arrêté le Sr. curé au milieu de l'église et ont voulu le forcer de la signer.

Jusque là que le procureur de la commune lui a dit avec menace : s'il faut aller à la nation pour vous faire signer, j'irons. Le dit curé n'est sorti de leurs mains qu'en leur demandant du tems pour réfléchir. Les citoyens qui s'étoient retirés à la dernière séance, se sont aussi évadés afin de n'être pas contraints à signer. Le syndic n'a signé qu'à cause des menaces qui lui ont été faites. Aussitôt que ledit Sr. curé se fut retiré, le dit procureur de la commune, qui avoit aussi été nommé secrétaire de l'assemblée, raconta, assis dans le banc d'œuvre, que dans une paroisse proche, Brie-Comte-Robert, un curé n'ayant pas voulu signer leur procès-verbal, les habitants l'ont pendu, et qu'ayant été à la nation, il n'en a été rien.

Le Foie, un particulier, rencontrant le même procureur de la commune lui demanda si l'assemblée s'étoit bien passé; pas trop bien, lui répondit-il, il y en a quatre à qui il faudra, je crois, mettre la corde au cou.

Quelques jours après quelqu'un dit à un fermier de la p(aroi)sse, qu'il alloit arriver des ordres dans toutes les p(aroi)sse, pour se défaire des seigneurs et des curés. Depuis ce tems, on n'entend plus que propos séditeux semblables à ces derniers, qui (5) connoître de plus en plus au dit Sr. curé qu'il n'est plus en sûreté dans sa paroisse.

Cette cabale paroît avoir deux causes. La cabale est bien certaine. Des habitants des paroisses voisines en sont témoins. Ils sçavoient avant l'assemblée qu'il n'y auroit aucun fermier dans la municipalité, ils sçavoient même quels étoient les membres qui seroient élus. D'ailleurs, un particulier de la paroisse en a donné avis au Sr. curé par un billet conçu en ces termes : Mrs les bûcherons ne veulent aucun laboureur dans leur municipalité. Ce billet a été remis au Sr. curé dans la sacristie avant la messe, le jour de l'assemblée.

La première cause de la cabale est, que les petits particuliers regardent comme à eux les bois ecclésiastiques immenses qui environnent la ditte paroisse, à cause du décret qui les met sous la sauvegarde des municipalités, et espèrent, en s'emparant des charges municipales, continuer impunément les dégâts qu'ils y ont fait cidevant et surtout cet hiver, malgré les reproches réitérés que leur en a fait le Sr.

(4) Sans doute est-ce un lapsus et s'agit-il du 2 février.

(5) Duparcq semble avoir oublié un mot, il convient vraisemblablement de lire : « ... qui font connoître de plus en plus... ».

curé dans ses prônes. Aussi ont-ils nommé pour maire, un particulier qui est assigné deux fois à la Justice du lieu pour dégâts de bois et qui l'an passé a été condamné à cent livres d'amende et de frais pour le même sujet et à restituer dudit bois. Ce particulier a été aussi nommé président de l'assemblée; plusieurs, tant des officiers municipaux que des notables, sont dans le même cas.

La seconde cause et le seul agent de la cabale est le nommé Bracconnier, maître d'école de laditte p(aroi)sse. C'est un homme qui a déjà occupé 9 à 10 places de maîtrise d'école et qui en a été chassé pour son inconduite. Il est depuis deux ans dans cette p(aroi)sse. C'est un yvrogne, un cabaleur, un perturbateur du repos public qui troubles toutes les familles par ses calomnies. Pendant la disette du pain, il a tenu les propos les plus séditeux. Il a d'ailleurs des sentiments si pervers qu'il va jusqu'à soutenir publiquement qu'il n'y a point d'âme. Système le plus irreligieux et le plus antipatriotique. Ce dit Sr. curé lui a fait de vifs reproches de son inconduite et l'a menacé de le faire priver de sa place s'il continuait. Il a tâché aussitôt de se faire un parti parmi ses camarades de débauche; peu de tems après sont arrivés les décrets concernant les municipalités, le dit maître d'école n'a cessé, pendant les huit jours d'intervalle qu'il y eut entre la publication des dits décrets et le jour de l'assemblée d'élection, n'a cessé, dis-je, d'aller de maisons en maisons chez tous les particuliers. Ses amis, joignant leurs intérêts aux siens, ont fait la nomination dont il est question.

Pardonnez, Monsieur, de ce long détail, le Sr. curé l'a abrégé autant qu'il a pu. Il n'auroit pas importuné Mr le Président si le choix de personnes indignes ne donnoit de vives allarmes à tous les bons citoyens et on eut passé par dessus l'illégalité. Ces bons citoyens s'unissent au Sr. curé pour supplier Mr le Président de faire vérifier ces faits et de faire rétablir le bon ordre dans cette paroisse.

Il finit par prier Mr le Président de vouloir bien assurer l'Assemblée Nationale de son respect et dévouement, le prie d'agréer d'un curé à portion congrue 150 livres de don patriotique et recevoir le serment qu'il fait entre ses mains de maintenir de tout son pouvoir la constitution et d'être fidèle à la loi et au roy. Il fait tous ses efforts pour instruire chaque jour les habitans des nouveaux décrets qu'il veut bien rendre pour leur bonheur. Son serviteur.

Duparcq, curé d'Echouboulain.

Ce 18^e février 1790.



Quelques commentaires sur cette lettre

Tout d'abord, à la lecture de cette lettre une constatation s'impose : le curé Duparcq sait admirablement développer ses idées. Il commence très habilement et avec une apparente impartialité par expliquer la nature des troubles qui ont marqué les élections municipales puis, de l'exposé des faits, il passe au réquisitoire contre ceux qu'il accuse d'être les auteurs des troubles.

En fait, et sans mettre en doute la réalité des événements qu'il rapporte, il convient néanmoins d'accueillir avec réserve un certain nombre des allégations du curé Duparcq. Avant d'examiner ces allégations, considérons la situation telle qu'elle se dégage de la lettre. On constate une division des habitants en deux groupes d'intérêts opposés. L'un de ces groupes, constitué des fermiers dont plusieurs remplissaient jusqu'alors des charges publiques, est en butte à l'hostilité d'une coalition de petites gens et de travailleurs des forêts animée par le maître d'école. Quant au curé, nous évoquerons plus loin quelques hypothèses susceptibles d'expliquer son comportement en cette affaire. Quoi qu'il en soit, sa prise de position en faveur du clan des fermiers paraît des plus imprudentes. Une attitude de médiateur entre les deux partis eut, semble-t-il, mieux convenu à son état.

Sa sympathie pour l'un des partis l'entraîne donc à présenter certains faits d'une manière qui est loin d'être impartiale. Par exemple, lorsqu'il se fait l'écho du récit des actes de violence qui se seraient déroulés à Brie-Comte-Robert, son ton est bien peu convaincant. Même s'il prête ces propos à l'un des membres du groupe adverse, la complaisance avec laquelle il les rapporte est de plus suspectes. En fait il semble qu'il s'agisse d'un ragot (6). D'ailleurs, est-il imaginable qu'en cette période, malgré les transformations sociales en cours, un délit aussi grave que le meurtre d'un prêtre ait pu demeurer impuni ?

Le jugement porté sur le maître d'école prête aussi à discussion. Duparcq dépeint ce dernier, François Joseph Braconnier, comme un ivrogne d'une conduite notoire. Sans doute le maître d'école est-il un athée, un esprit fort et un frondeur. Il semble bien aussi qu'il fréquente les cabarets, mais cela justifie-t-il l'accusation d'ivrognerie portée contre lui ? C'est un point des plus discutables. En effet, si Braconnier exerce à Echouboulains depuis 1787, il convient de rappeler qu'il a déjà été maître d'école dans cette localité de 1775 à 1780 (7). Dans ces conditions, peut-on concevoir que les habitants aient repris

(6) Il suffit pour s'en convaincre de consulter la notice consacrée à Brie-Comte-Robert par l'abbé F. Bridoux dans *Paroisses et curés de Seine-et-Marne pendant la Révolution*, publié en une série d'articles dans le journal *La Croix de Seine-et-Marne*. Manuscrit aux Arch. départ. de Seine-et-Marne, Mdz 510, notice n° 58.

(7) Arch. départ. de Seine-et-Marne, 30 Z 152. Monographie de la commune d'Echouboulains par Edmond SIMEON, instituteur, 16 décembre 1888.

à leur service en 1787 un homme dont ils auraient connu les mauvaises habitudes, surtout pour une tâche aussi délicate que l'éducation de leurs enfants. Quant à la fréquence des changements de postes de cet enseignant, elle semble conforme à ce que l'on peut observer à cette époque en Basse-Brie. Quoi qu'il en soit, Braconnier dut néanmoins donner satisfaction à une majorité d'habitants puisqu'il demeura à Echouboulains jusqu'en 1804 (8). Quant à ses démarches auprès des habitants, au cours des jours qui précéderent le vote, si elles relèvent d'une propagande électorale qui nous semble normale aujourd'hui, on peut admettre qu'elles constituaient pour l'époque une innovation audacieuse et de nature à inquiéter le curé.

La lettre du curé Duparcq procure au lecteur un autre sujet d'étonnement, à savoir la discrimination sociale établie par celui-ci entre ses paroissiens. Certains sont dénommés « les fermiers » ou « les principaux habitants » par opposition aux plus humbles appelés « les particuliers » quand leur profession : « bûcheron » ou « berger », n'est pas mentionnée avec une nuance de dédain. Parmi les causes d'empêchement de vote, ne relève-t-on pas aussi le fait d'être berger ?

Les motivations du curé Duparcq

Une telle attitude de la part de cet ecclésiastique a de quoi surprendre, aussi convient-il pour tenter de la comprendre d'analyser la situation d'Echouboulains à cette époque. La totalité des terres et des bois du village appartenaient à l'abbaye de Preuilley (9) qui les louaient aux habitants. Lorsque ces biens d'église furent confiés à l'administration municipale, le curé constata les déprédations auxquelles se livraient les villageois les plus pauvres dans les bois ecclésiastiques et il fut tout naturellement conduit à réagir. D'autant que ces bois appartenaient à Preuilley dont l'abbé était collateur de sa paroisse et qu'il lui devait sa présentation à cette cure. Sa réaction se doublait peut-être d'un témoignage de gratitude.

Toutefois, la vivacité de cette réaction du curé Duparcq paraît dénoter un tempérament impulsif. C'est d'ailleurs vraisemblablement cette impulsivité qui sera à l'origine des ennuis que Duparcq connaîtra quelques années plus tard, ainsi que nous allons le voir maintenant.

Quelques notes biographiques sur Charles-François Duparcq

Charles-François Duparcq naquit à Rebais, le 27 janvier 1756, de Claude Denis Duparcq et de Marie Jeanne Subtil, son épouse. Dès le

(8) *Idem.*

(9) Abbaye cistercienne située sur le territoire d'Egligny près de Montigny-Lencoup, canton de Donnemarie-en-Montois, arrondissement de Provins.

lendemain, il fut tenu sur les fonts baptismaux par Charles Subtil et Marie Pélagie Brézillon (10).

Il fut ordonné prêtre à Meaux le 25 mars 1780 (11).

A la fin de l'année 1788 il prit possession de la cure d'Echouboulains où il succéda à un prêtre du nom de Guéneau qui semble n'avoir exercé que de juillet à octobre 1788 (12). Le premier acte portant la signature de Ch.-F. Duparcq dans les registres paroissiaux est daté du 16 décembre 1788 (13).

Il demeura curé d'Echouboulains jusqu'à son élection à la cure de Solers par l'assemblée électorale du district de Melun, le 12 juillet 1791 (14). En fait il continua à officier à Echouboulains jusqu'au 25 juillet 1791 (15).

Sa conduite ultérieure nous est connue par le récit qu'en a donné l'abbé Bridoux dans sa notice sur la paroisse de Solers pendant la Révolution, à laquelle nous empruntons la citation suivante (16) : « On lui reprochera d'avoir dit en apprenant que les Tuileries brûlaient : « Ah ! Les malheureux, ils n'épargneront rien ». Quelle fut sa responsabilité dans une dénonciation faite à Paris contre le délégué Métier et son adjoint Charpentier ? Il aurait confié à l'ancien curé de Larchant, réfugié à Coubert, être l'auteur de cette dénonciation. Interrogé, Duparcq rejette cette initiative sur l'ancien curé de Larchant. Pour tirer la chose au clair, Métier fit arrêter Duparcq, le 4 novembre 1793, et l'envoya à la maison d'internement de Fontainebleau. Dès le 16 novembre, Métier lui-même élargissait Duparcq. Ce dernier ne sut quelle preuve donner de son républicanisme. Une abjuration cynique. Un mariage sacrilège. Duparcq s'en va habiter à Paris, revient à Solers et au cours de l'année 1796 regagne son pays natal, Rebais. On ne sait comment il termina sa vie d'apostat ».

C'est là un jugement sévère, même s'il est juste, et qu'il conviendrait, à notre avis, de nuancer quelque peu à la lumière de ce que l'affaire d'Echouboulains révèle du caractère de Ch.-F. Duparcq. En effet, si l'on s'interroge sur les raisons qui ont conduit ce prêtre jusqu'à l'apostasie, on peut imaginer que ces motifs découlent de situations délicates dans lesquelles l'avaient peut-être plongé certaines actions insuffisamment réfléchies.

Gilbert-Robert DELAHAYE.

(10) Arch. départ. de Seine-et-Marne. Etat-civil de Rebais, année 1756 (registres paroissiaux).

(11) Abbé F. BRIDOUX, *op. cit.*, notice n° 464, sur Solers.

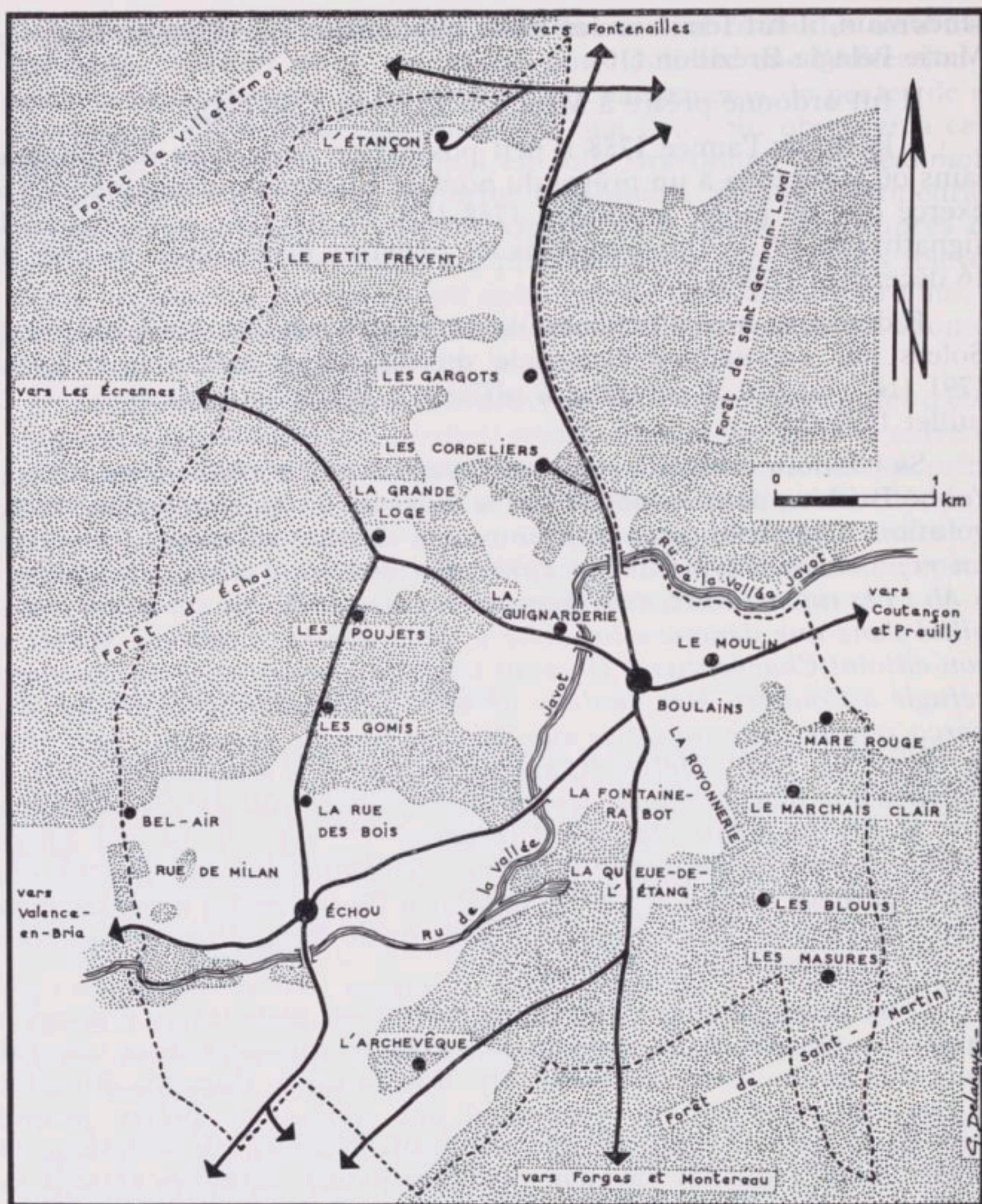
(12) Arch. municip. d'Echouboulains. Etat-civil (registres paroissiaux).

(13) *Idem.*

(14) F. BRIDOUX, *op. cit.*, notices n° 464, sur Solers, et n° 164, sur Echouboulains.

(15) Arch. municip. d'Echouboulains. Etat-civil (registres paroissiaux).

(16) F. BRIDOUX, *op. cit.*, notice n° 464, sur Solers.



Carte des habitats, fermes et principaux lieux-dits d'Echouboulains en 1790. Les limites indiquées sont les limites actuelles; à cette époque, la maison dite « L'Archevêque » dépendait de La Grande-Paroisse. Les surfaces boisées sont figurées telles qu'elles existent actuellement, mais la comparaison entre une carte moderne et le plan dit « de l'Intendance » de la paroisse d'Echouboulains, dressé en 1782 (Arch. départ. de Seine-et-Marne, C 49), permet de se rendre compte qu'elles ont sensiblement augmentées depuis la fin du XVIII^e siècle. En effet, autour des fermes de la Grande Loge, des Poujets, des Gomis, du Marchais Clair, des Blous et des Masures, s'étendaient de vastes zones cultivées. Aujourd'hui, les fermes des Poujets, des Gomis, du Marchais Clair, des Blous, des Masures et du Moulin ont disparu. A l'emplacement de cette dernière se trouve le cimetière. Quant au lieu-dit « La Fontaine-Rabot » (ou « Le Pré-Rabot »), c'est là qu'est construit le château.

Les Provinois ont-ils refusé le passage de la voie ferrée au siècle dernier

Une légende, encore bien ancrée de nos jours dans les esprits, prétend que les Provinois, se sentant bien tranquilles derrière leurs remparts du Moyen Age, se seraient opposés à ce que la ligne de la Compagnie de l'Est « Paris-Troyes-Mulhouse » passe par leur ville, refusant ainsi l'expansion que leur aurait apportée une importante voie ferrée.

Ceci est tout à fait faux et pour mettre fin définitivement à cette histoire sans aucun fondement, on ne peut faire mieux que de reproduire, sans plus de commentaires, la pétition adressée par le Conseil Municipal de Provins à l'Empereur Napoléon III à la suite de sa séance du 8 mai 1854 (E. FINON).



CONSEIL MUNICIPAL DE PROVINS.

Séance du 8 Mai 1854.

Présents : MM. Lestumier, adjoint au maire, président, Lebeau, Millet, Signoret, Bourgeat, Bellanger, Garnier, Parisot, Duvoy, Prieur, Lucquin, Devert ;

Absents de Provins : MM. Meunier, Arnoul, Garnot, Debray, Delachapelle, Ray, Mayaud, Cruel ;

M. Devert remplissant les fonctions de secrétaire.

(Fac-similé du début de cette pétition)

M. le Président déclare la séance ouverte :

Un membre donne lecture de plusieurs lettres de MM. Delachapelle, Bavoux et de Greffulhe.

Il résulte des lettres de M. Delachapelle, que M. Vigné a déterminé la délibération du conseil d'administration de la Compagnie de l'Est qui décide que la ligne de Mulhouse passera par Lourps et Everly, en affirmant que toutes les études avaient été faites et que les tracés qui se rapprochaient de Provins allongeaient le parcours de plusieurs kilomètres et coûtaient beaucoup plus cher.

A la suite de la lecture de cette lettre, le conseil vote à l'unanimité une pétition à l'Empereur, ainsi conçue :

A Sa Majesté l'Empereur des Français

SIRE,

Une décision qui consommerait la ruine d'une ville intéressante, si votre Majesté la ratifiait, vient d'être prise par le Conseil d'Administration de la Compagnie des Chemins de Fer de l'Est.

Ce Conseil a décidé que le chemin de Mulhouse, au lieu de passer près Provins, en passerait à neuf kilomètres. Cette distance est notre ruine, et nous venons vous adresser nos plaintes. La haute mission que votre Majesté a reçue de redresser les injustices, de faire faire de grandes choses, nous donne la certitude qu'elle daignera nous écouter.

S'il ne s'agissait que de nous, Sire, nous serions moins forts près de votre Majesté; mais ce n'est pas seulement de l'intérêt de notre ville dont il s'agit, il s'agit de l'intérêt général.

Sire, lorsque pour réaliser une mesquine économie on fait faire à une ligne stratégique, à une ligne de fer telle que celle de Paris à la frontière d'Allemagne, une courbe ridicule qui allonge le parcours de six kilomètres, et cela pour aller la souder un peu plus tôt au tronçon de chemin de fer de Montereau à Troyes (*), on commet une action nuisible à la grandeur de la France.

En effet, ce chemin de Montereau à Troyes était une première faute, inutile en raison de son parcours trop long, il produisait à peine ses frais journaliers; devenu aujourd'hui la propriété de la Compagnie de l'Est, il serait la cause d'une faute nouvelle, par le désir qu'auraient quelques-uns de ses administrateurs d'en utiliser vingt kilomètres de plus. Votre Majesté ne souffrira pas cette fâcheuse combinaison.

(*) Sur le chemin de fer de Montereau à Troyes, on se reportera à l'intéressant article paru sans nom d'auteur dans le journal monterelais « Délivrance », n° 1616, jeudi 14 octobre 1976, pages 1 et 2, 1 photo (N.D.L.R.).

Quand elle jettera les yeux sur la carte et qu'elle verra la courbe injustifiable, l'angle droit qu'en arrivant à dix kilomètres de Provins, la ligne, au lieu de suivre la direction indiquée par la raison, fait brusquement au midi pour aller rejoindre le chemin de Montereau, votre Majesté sera étonnée qu'une Compagnie, dans un intérêt personnel, ose ainsi mépriser le but pour lequel elle est instituée.

C'est alors, Sire, qu'on se prendrait à regretter que l'établissement des lignes de fer ait été abandonné à des Compagnies commerciales, aux idées étroites, et ne voyant dans leurs entreprises qu'un objet de spéculation, si l'Etat, dont votre Majesté est la haute personnification, ne s'était réservé le droit de les surveiller de près.

Nous le répétons, Sire, les motifs de la Compagnie, pour s'éloigner de Provins, ville de garnison, et faire faire au chemin six kilomètres de plus, c'est une économie mal entendue, car avant dix ans, ce chemin serait rectifié.

Et que la Compagnie ne prétende pas que nous n'offrons rien de praticable ! La ligne que nous demandons est bonne, elle est excellente même; nous le démontrerons à votre Majesté. Cette ligne d'une exécution facile passe en vue des murs de notre ville antique, à deux kilomètres à peine et avec un simple viaduc de deux cents mètres et un tunnel de six cents; elle satisfait de nombreux intérêts locaux; mais surtout, elle met à deux heures de Paris un régiment de cavalerie et raccourcit le parcours total de six kilomètres; elle rejoint il est vrai le chemin de fer de Montereau à vingt kilomètres plus haut que le point de raccordement fixé par le Conseil d'Administration, elle rend ainsi l'acquisition de ce chemin plus mauvaise; c'est là son véritable, son seul tort.

Sire, nous supplions votre Majesté d'écouter nos plaintes. Une population consternée s'adresse tout entière à elle comme à la Providence, la cause qu'elle défend est juste, l'intérêt public s'accorde avec le sien. Les plaignants sont faibles, il est vrai; ils ont en face une Compagnie puissante, mais votre Majesté est là, Sire, pour égaliser les forces et pour poser dans la balance sa main énergique du côté où sont la Raison et la Justice.

Nous sommes avec le plus profond respect,

SIRE,

DE VOTRE MAJESTÉ,

Les très-humbles, très-obéissants et très-fidèles serviteurs,

Provins le 8 mai 1854.

Le Conseil décide que cette pétition sera envoyée à M. Delachapelle qui priera MM. Lebrun et Bavoux de la remettre, par l'intermédiaire de M. le Maréchal Vaillant, à sa Majesté.

Un membre donne ensuite lecture de la lettre de M. Bavoux. Ce député est d'avis que le Conseil doit délibérer immédiatement et prier M. le Ministre des Travaux Publics d'autoriser l'Ingénieur en chef du Département, ou tout autre qu'il lui plaira de désigner, de faire, aux frais de la Ville de Provins, une étude de la ligne de fer, par la Chapelle-Saint-Sulpice, Beaujard, Poigny et Chalautre-la-Petite, et qui rejoindra à Nogent le chemin de Troyes.

Le Conseil,

Attendu que M. Vignié a fait confusion et que sans intention sans doute il a mis la Compagnie dans l'erreur, que toutes les études n'avaient pas été faites lorsque le Conseil d'Administration a pris sa détermination, qu'au contraire on avait fait interrompre les études de la seule ligne éminemment praticable;

Qu'en effet, si l'on s'obstine à rejoindre à Everly la ligne de fer de Montereau, les lignes qui passent près de Provins allongent le parcours et coûtent plus cher; mais qu'il serait déplorable de se raccorder à Everly, que ce raccordement allonge le parcours de six kilomètres et n'a lieu qu'en vue d'utiliser vingt-deux kilomètres du chemin de fer de Montereau;

Que la ligne qui passerait par la Chapelle-Saint-Sulpice, Beaujard, Poigny et Chalautre-la-Petite et qui se raccorderait à Nogent seulement, conformément au décret de concession, raccourcirait le parcours total de six kilomètres; que les études que la Ville a déjà fait faire et qu'elle a l'intention de faire continuer le démontreront de la manière la plus évidente;

Qu'il s'agit en ce moment d'une question de vie ou de mort pour la localité;

Qu'en vue de la ruine qui la menace, la ville est décidée à tous les sacrifices;

Qu'elle ne doute pas que l'Administration supérieure ne fasse revenir la Compagnie de l'Est sur une détermination désastreuse, tant dans l'intérêt de la ville de Provins que dans l'intérêt général surtout, puisqu'elle allonge le parcours de six kilomètres;

Est d'avis qu'une demande sera adressée à M. le Ministre des Travaux Publics, à l'effet d'obtenir que M. l'Ingénieur en chef du Département, ou tout autre qu'il lui plaira de désigner, soit autorisé à faire les études de la ligne de fer par les points ci-dessus indiqués;

Vote à l'unanimité le crédit nécessaire pour faire face à toutes les dépenses d'études, et dit que la somme qui sera dépensée sera portée au budget supplémentaire de 1854.

Métiers d'art dans le Provinois

La lithographie et Pierre - Eugène Clairin

Les responsables de la Culture française viennent de consacrer aux Métiers d'art une étude qui vaut une charte dont on se veut certain qu'elle rendra à la France de nombreux praticiens.

Cette position nouvelle des hautes instances publiques ouvre, en effet, de tels espoirs aux mainteneurs que nous sommes de la tradition des innombrables artisans d'art d'un Provins millénaire, qu'il parut opportun de souligner ces promesses faites à des métiers tels que la gravure, et singulièrement la lithographie, dont on redoutait la disparition.

Plus que d'autres, la Seine-et-Marne et Provins ont le droit de se réjouir de ce propos, puisque les noms de Lasteyrie et d'Engelman figurent parmi les initiateurs de cette discipline, inventée en 1799 par Senefelder, puis redécouverte par ces deux Français, il y a un siècle et demi environ.

Ainsi furent-ils à l'origine de cette technique dont usèrent les plus grands maîtres du XIX^e siècle : Prudhon, Delacroix, Daumier, avant que les Impressionnistes (tel Degas) confient à la pierre lithographique quelques-unes de leurs meilleures œuvres dont les collectionneurs s'arrachent les épreuves et états successifs.

La photographie et les perfectionnements de l'imprimerie devaient réduire à l'estampe d'art le domaine de cette invention. Ce n'est pas le lieu de rappeler le matériel ni les principes qu'exige sa pratique. Elle est, au demeurant, devenue la presque-exclusivité d'artistes au premier rang desquels la région de Provins compte Pierre-Eugène Clairin, Membre de l'Institut.

Nous devons considérer sous ce profil spécial l'homme qui représente l'art de la lithographie à l'Académie des Beaux-Arts. Voici quel-

ques années, R. Pionnier retraçait ici les origines et la carrière de celui que ses pairs ont, d'autre part, élu Président des Peintres-graveurs français.

La passion d'un Clairin pour un art si délicat ne lui permet pas de relâcher d'une ligne sa vigilance, car l'actuel regain d'intérêt des masses pour la chose artistique a suscité l'éclosion de nombre d'entreprises attachées, avant toute autre considération, à provoquer, puis à satisfaire la demande du public. Mais, si certains ateliers multiplient les lithographies commerciales, il est douteux que leur exécution contente les authentiques amateurs d'art. Il y a entre ces producteurs et l'artiste, toute la distance qui sépare le peintre, du photographe de son œuvre.

L'Exposition de P.-E. Clairin, à l'Hôtel de Savigny à Provins, en 1974, l'avait souligné; les connaisseurs et les collectionneurs ne s'y étaient pas trompés. Aucun moyen de publicité ne persuadera un expert de qualité de placer sur le même plan l'estampe amoureusement tirée une à une par l'artiste même et le tirage industriel.

La froide exactitude des grosses productions ne remplace pas cette sorte d'humanité que prend chacune des œuvres préparées, suivies, exécutées par l'artiste, de bout en bout. Chacune devient alors une œuvre unique, porteuse de son expression, de son intensité, voire de sa chaleur propre.

La recherche de cette perfection exige tant de soins et de temps qu'il n'est pas surprenant de voir les chercheurs de profit y renoncer. Ne voit-on point tomber jusqu'à quatre cents exemplaires à l'heure d'une machine moderne aux six rouleaux accouplés ! Comment s'étonner qu'apparaisse bientôt une sorte de graissage fort déplaisant qui annihile la transparence du lavis et de sa personnalité ?

Entre ces deux procédés, s'inscrit, de nos jours encore, le tirage traditionnel de la presse à bras servie par des ouvriers (d'art), à partir de la pierre gravée par l'artiste. Toulouse-Lautrec, dit-on, et Daumier avaient souvent choisi cette formule. Elle relève d'un métier affiné par l'expérience et le goût, si l'on se souvient que le « pressier » influence la qualité de chaque épreuve, à la fois par l'encrage de son rouleau et par la pesée des deux bras autant que par la pression contrôlée du pied.

A Paris, seules quelques bonnes imprimeries acceptent de continuer cette pratique, d'ailleurs beaucoup plus onéreuse. Mais le respect des valeurs du lavis est à ce prix.

Au reste, on sait que beaucoup d'artistes, renonçant à s'imposer la discipline de graver eux-mêmes leurs pierres, s'en remettent à des professionnels non dépourvus, le plus souvent, de sens artistique. Leur concours apprécié de l'auteur assure de belles estampes, du moins d'interprétation.





*L'atelier de P.-E. Clairin à Saint-Loup-de-Naud
(février 1976)*

Le travail personnel de P.-E. Clairin n'en est que plus précieux. Nous avons vu quelle minutie, se jouant de son âge, mais fort de son expérience, il apportait même au « grainage » de ses pierres, vraies Solenhofen anciennes de Bavière. Car, il est des rares hommes en France à user, chez lui-même, de ce procédé dont aucune matière (même le zinc) ne saurait offrir les nuances, la force ou la finesse, nous allions dire, l'émotion.

Cela ne pouvait être qu'œuvre d'artiste. Il n'est pas indiscret de dire que Clairin travaille quatre à cinq heures par jour à sa presse à bras dont il manie le grand volant en étoile de son atelier dans l'ombre de l'église Saint-Loup-de-Naud. A peine peut-il à cette cadence produire vingt à vingt-cinq tirages d'une seule couleur dans la journée, mais, que lui importe ?... Il ne saurait être question pour lui de confier à quiconque l'exécution des meilleures lithos ou xylographies, puisque P.-E. Clairin s'adonne avec la même main à la gravure sur bois.

Ainsi les « amateurs d'estampes » — race d'hommes aussi passionnés que discrets — guettent-ils la parution de ces feuilles que l'artiste « sort » de ses propres mains dans la proportion de neuf sur dix. On

peut juste citer cinq ou six œuvres « tournées » sur des presses parisiennes, dont, en outre, l'auteur surveille sur place pièce à pièce la venue.

Il était normal qu'une telle qualité de travail ait retenu l'Académie des Beaux-Arts où il siège donc au titre d'unique lithographe de l'illustre Compagnie du Quai Conti.

Les familiers du Cabinet des Estampes en connaissent d'ailleurs la raison majeure, puisque le Catalogue de la Bibliothèque Nationale compte quelque cinq cents numéros au nom de Pierre-Eugène Clairin. Car, outre les pierres et les bois, Clairin fut amené à illustrer plusieurs ouvrages dont chaque page signée de lui constitue une œuvre remarquée.



Il serait toutefois erroné de prêter aux dispositions nouvelles de l'Etat en faveur de la réviviscence des artisans d'art, l'illusion de voir surgir aussitôt une légion d'artistes tout faits ! Autre est la reproduction même artistique d'une œuvre, autre, son invention, sa composition assortie des subtilités que seul l'artiste-créateur doublé d'un technicien de la pierre lithographique saurait réaliser.

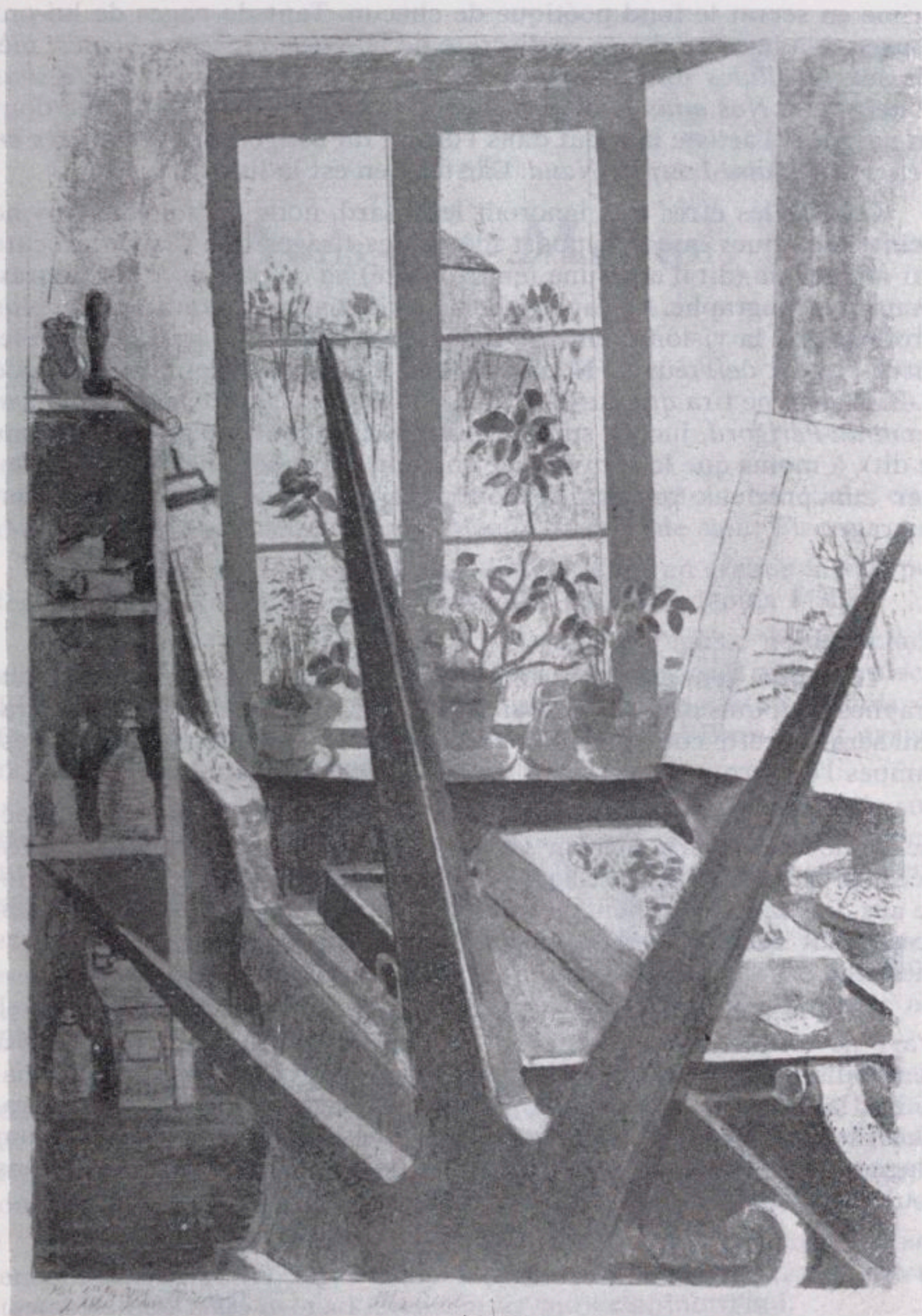
Car il y faut presque du tact (qui est une manière spirituelle d'aborder les êtres et la création vivante). Pour l'artiste-lithographe, la pierre n'est pas qu'une « chose » immobile ni morte. Elle a ses préférences que seuls évidemment perçoivent ceux qui font corps avec la création, qu'elle relevât de l'esprit ou de la matière. Serait-il osé de prétendre que, plus il va, plus le lithographe lui découvrira les réactions d'un épiderme pur ?

Les artistes japonais, amis devenus de P.-E. Clairin, devaient intensifier cette sienne divination. L'homme était prêt à assumer celle de leur dessin; il l'a prouvé à maintes reprises ces dernières années. Nous songeons, par exemple, au grand lé d'eaux vives contemplées comme un miracle du second jour du Monde, et qu'il a intitulé *Devant la cascade*.

Aucune machine n'en pourra jamais obtenir le caractère substantiel et ténu à la fois, les réserves et les marbrures, mais seulement la main de l'auteur déposant comme avec respect sur la pierre, la transparence de sa contemplation intérieure.

Il est toujours délicat de s'avancer sur ce terrain sinon miné, du moins dangereux, dans le sens d'une simplicité, d'un naturel qui recouvrent, en fait, des zones où l'on patauge et enfonce à son insu. L'apparente bénignité des sables au péril de la mer est un peu cousine de ce sentiment.

Les titres de plusieurs lithographies de Clairin le suggèrent. Sans doute leur poésie donne-t-elle à l'œuvre sa sonorité humaine, mais l'on s'interroge aussitôt sur ses sources. Le sommeil de P.-E. Clairin doit



Ma Presse (1975)

Lithographie en couleurs (1975)

Epreuve de la main de l'artiste sur papier de Rives

être traversé de ces songes merveilleux, parfois en demi-teintes, où s'exprime en secret le fond poétique de chacun. Tant de pages de lui ont conservé la lumière douce et discrète de la *Nuée d'oiseaux blancs*, mêlée aux *Libellules rouges* ou *A la Toussaint*, pour offrir au *Poète sous la neige* et à *Nos amis de l'hiver*, la promesse de *l'Aube aubépine* dont on ne sait si l'artiste la vécut dans l'orient du *Dragon des pommiers en fleurs* ou à *Saint-Loup-de-Naud*. Car telle en est la litanie.

Comme les êtres fins ignorent le hasard, nous ne pouvons pas ne point remarquer que le support même des tirages que Clairin exécute sur *Ma presse* (dit-il avec une tendre fierté) va de pair avec les impressions du lithographe. Le papier choisi devient alors le confident de plus profond que la vision même lorsque, par exemple, il épouse discrètement l'esprit de l'œuvre. Nous avons en mémoire telles planches que P.-E. Clairin ne tira *que* sur du chine ou du japon (la *Chapelle de Beaumont-du-Périgord*, juchée sur sa colline rousse sous nuages roses, nous le dit), à moins que le souvenir de son ami Kawabata ne l'invite à confier aux précieux papiers de son pays, le visage diaphane de son ouvrage.



Voilà quel genre d'œuvres nous souhaitons que de nombreux lithographes de toutes origines s'essaient à servir. L'authenticité de leur travail serait à cette condition. Les spécialistes et les collectionneurs d'estampes l'exigeront d'eux, avant de déterminer leur choix.

De longue date, l'atelier de lithographie de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts affirme la maintenance de cette technique raffinée. Après Pierre-Eugène Clairin qui l'y professa pendant près de quinze ans, Dayez et d'excellents jeunes artistes ont recueilli cette tradition, respectant cette discipline jusqu'à graver et tirer eux-mêmes leurs pierres.

Ainsi la bienvenue sollicitude des Autorités en faveur des Métiers d'art ne risquera pas d'amener les firmes de diffusions artistiques à rentabiliser l'opération en pressant dans le même moule le savoir, l'habileté, la fantaisie même ou la personnalité des ouvriers (ici, lithographes) héritiers des bons ateliers d'autrefois; sinon, cette vulgarisation élaguerait ceux en qui le goût de la création artistique conserve le sens toujours présent de l'honnêteté et de l'œuvre belle.

Jean PERRIN.

Mons - en - Montois et saint Fiacre

Chacun sait que la paroisse de Mons-en-Montois bénéficie d'un double patronage : celui de saint Martin et celui de saint Fiacre.

Tous deux, pendant des siècles, ont été tenus en grande faveur par les « Mutins » (nom donné aux habitants de Mons depuis 1430).

Saint Martin, bien sûr, avait la primauté à l'église; ne dépendait-elle pas du Chapitre de Tours ? Mais saint Fiacre y avait aussi sa place. Elle y est d'ailleurs toujours matérialisée par une statue en bois de fort belle venue, installée dans le chœur du côté de l'Evangile et par un reliquaire un moment disparu.

Il faut croire qu'une telle présence n'a pas toujours été jugée suffisante à maints de ses fidèles. Une chapelle à sa dévotion fut construite, à une époque mal définie, au centre du village, au-dessus d'une source aussi fraîche qu'intarissable.

Les représentants du Gouvernement révolutionnaire considérèrent le petit édifice comme inutile au culte. Il fut donc rasé dès 1792. Le site devint la « Place du Fiacre ». C'est la place de la Mairie actuelle.

Mais la tourmente passée, le culte du saint reprit. Pendant plus de cent ans, des processions solennelles conduisirent ses reliques, le jour de son « beau dimanche » (1), de l'église à l'emplacement de l'ancienne chapelle. Leur souvenir en est encore vivace chez tous ceux qui ont connu Mons dans les premières années de notre siècle.

Limitant notre propos, c'est essentiellement des reliques existant encore au village (2), et du culte dont on y retrouve les traces incontestables que nous avons l'intention de parler aujourd'hui.

(1) Premier dimanche après le trente août.

(2) Cf. « Le Canton de Donnemarie à la recherche de son passé », par J.-M. THORET, dans *Provins et sa Région*, n° 127 (1973), p. 23.



*Statue de saint Fiacre (bois polychrome)
et reliquaire de saint Fiacre (bois polychrome),
dans l'église de Mons-en-Montois (photos J.-P. Thoret)*



Disons-le dès l'abord, les reliques en elles-mêmes n'ont rien d'extraordinaire.

Pourtant, elles constituent un témoignage émouvant de la ferveur religieuse sans complications qui était celle de nombre d'hommes et de femmes de nos campagnes il y a bien peu de temps encore.

Elles consistent essentiellement en un petit paquet de tissu beige, scellé par un cachet d'authentification en cire rouge sur lequel on devine une coiffure épiscopale.

Elles sont placées dans une alvéole parallélépipédique creusée dans la saignée d'un bras droit, en bois à grain fin, sculpté et peint, reposant à plat, paume de la main en l'air, sur un coussin de velours rouge. Une plaque de verre d'environ neuf centimètres sur quatre, aux bords parfaitement lutés, ferme la cavité.

Le bras est celui d'un religieux portant vêtement de bure et chemise de lin. La main très fine, au pouce, à l'index et aux médus étendus, semble vouloir bénir.

Les couleurs en sont à peine passées.

Une châsse classique, en bois dur, aux faces largement ouvertes en arcades élancées, très simplement, mais très finement travaillée au ciseau et peinte, fait office de reliquaire. Elle mesure environ soixante centimètres de long, vingt-six de large et quarante-six de haut.

Grâce aux comptes rendus annuels des marguilliers de la paroisse — tout au moins ceux qui ont pu être consultés — il nous a été possible de recueillir quelques détails très précis et fort évocateurs sur le passé (Archives municipales de Mons et archives privées).

Le bras lui-même et les reliques existaient à Mons avant 1609.

Dans le compte rendu des mises de l'exercice 1609-1610, nous lisons en effet :

« Item avoir payé a Jehan Callay menuisier à Donnemarie pour avoir par luy refaict la main du bras des reliques de monsieur Saint Fiacre ainsi que de l'avoir faict pindre par messire Regnio pintre a Provins. En tout deboursé la somme de soixante huit sous trs »

Dans le brouillard de ce document, nous relevons même les précisions suivantes :

« Item avoir payé messire Reno peintre pour avoir par ledit Reno repaint le bra des reliques de Saint Fiacre cinquante sous tournois.

Plus à Calais de Donnemarie pour avoir par luy raccommode le bra des memes reliques de Saint Fiacre dix sous trs. »

Parmi les recettes de la même période nous voyons encore :

« Item avoir reçu le dernier dimanche d'aoust, jour de la feste de Monsieur Saint Fiacre, tant pour toutes les questes que reliques et menues chandelles la somme de douze livres quatorze sous huit deniers tournois » (1609-1610).

Il nous semble intéressant de souligner que les marguilliers écrivent plus loin :

« Item avoir reçu le jour de la feste de Monsieur Saint Martin patron de la dite église tant pour les questes reliques et menues chandelles la somme de quatre livres deux soubz quatre deniers tournois. »

N'est-ce pas là un précieux indice quant à la faveur dont jouissait saint Fiacre ?



Nous avons aussi tenu à citer ces exemples parce qu'ils se rapportaient à une période proche de la date à laquelle l'église paroissiale de Mons-en-Montois avait resurgi vraiment de ses cendres.

Détruite complètement, nous le savons, le 21 avril 1430 (3), le « Jour du Grand Malheur » pour le petit bourg, elle n'avait, en effet, pu être à nouveau dédiée que le premier dimanche de mai 1591.

Depuis cette date et jusqu'au début du siècle actuel, le soin et la vénération dont les reliques ont été l'objet prouvent amplement que le culte de saint Fiacre ne faiblit pas.

Dans les comptes de 1674-1675, nous notons parmi les mises :

« Item requiert leur estre alloué la somme de trente solz tournois qu'ilz ont payé à Nicolas Leclerc menuysier à Donnemarye pour avoir achepté une cassette de bois pour mettre la Sainte Relique de l'Eglise Cy XXX S. »

Les recettes correspondant aux quêtes faites pendant le même exercice sont cette fois enregistrées globalement par mois. Il n'est donc pas possible de savoir avec une précision semblable à celle citée précédemment, ce qui a été recueilli le jour de la fête de chacun des deux saints patrons de la paroisse.

On peut malgré tout déduire des chiffres relevés, sans risque d'erreur capitale, que leur crédit relatif est resté le même.

Douze livres, douze sols et huit deniers ont été réunis au cours du mois de la fête de saint Fiacre; seulement 36 sols 3 deniers le mois suivant et quatre livres, douze sols et trois deniers pendant le mois de la fête de saint Martin.

Cent ans plus tard, dans le fascicule intéressant 1772-1773, au chapitre des quittances, les « dits rendants, Claude Huchez, Nicolas Dellettre, vigneron en cette paroisse et Jean Goix, vigneron demeurant à Cessoy, hameau de cette paroisse, tous trois marguilliers consorts de l'église et fabrique :

.....

« 11° Font état de la somme de huit livres quatre sols qu'ils ont payé au sieur Delorme menuisier à Donnemarie, dont une livre pour avoir fait une crosse à Saint Martin et sept livres pour avoir fait une

(3) Cf. « Recherches Archéologiques à Mons-en-Montois », par J.-Cl. ALADAME, dans *Provins et sa Région*, n° 129 (1975), p. 89.

armoire en bois de chêne qui sert à mettre les registres de la dite église et pour avoir encastré la pierre Sacrée De L'Autel de Saint Fiacre suivant deux quittances la première d'attée du cinq juillet et l'autre du premier septembre 1772 cy 8 livres 04. »

Par contre, il n'est plus possible, dès cette époque de connaître le détail des recettes faites lors des quêtes des jours de fêtes. Elles sont enregistrées globalement pour tout l'exercice et approuvées « sur affirmation ».

Toutefois ces recettes totales correspondent, à peu de choses près à celles plus détaillées, données précédemment. Il n'y a donc aucune raison de supposer que leur modulation n'ait pas été la même.

Quand le 10 janvier Mil sept cent quatre vingt dix, Vincent Verdeau, Etienne Christophe Beaugrand, vigneron à Mons et André Boyer, vigneron à Cessoy, justifient devant leurs pairs les dépenses de la période 1788-1789, ils font toujours état des six livres payées chaque année par la fabrique pour les trois premières messes qui se disent « *savoir le jour de l'Assomption, le beau dimanche de Saint Fiacre et le premier dimanche d'octobre* ».

Quant aux recettes, la remarque antérieure reste valable.

Il n'y a donc rien de surprenant à ce que, dès la tourmente révolutionnaire passée, le culte traditionnel du patron des jardiniers, si cher aux gens de Mons-en-Montois, ait repris et soit resté très vivant jusqu'au début du présent siècle.

Un tout petit détail matériel, que chacun d'entre nous peut encore relever lui-même, vient confirmer ce que nous ont appris les anciens du village en nous parlant des processions solennelles des années 1900. Sur le fond amovible du reliquaire actuel, on lit en effet, écrites au crayon, les inscriptions suivantes : Cailly, Curé, Schuller peintre, Victurnien menuisier à Donnemarie 1902.

Point n'est besoin d'être grand clerc pour imaginer le sens et la portée de ces graffiti.

Depuis, certes, bien des choses ont changé. Pourtant, quand, il y a peu d'années, nos « Mutins » crurent leurs reliques disparues à jamais, soit qu'elles aient été « empruntées » par quelque amateur ou « enlevées » par quelqu'autre vandale, ils manifestèrent une inquiétude réelle.

Et c'est avec la plus grande satisfaction qu'ils apprirent, il y a quatre ans, qu'elles avaient été retrouvées en parfait état et mises à l'abri en attendant des temps meilleurs.

Jean-Marie THORET.

Quelques publications sur le canton de Donnemarie-Dontilly

Le résultat des recherches entreprises sur le Canton de Donnemarie-Dontilly par les membres de notre Société unis dans le cadre du groupe local font l'objet de communications régulières.

Les unes sont réservées aux revues spécialisées telles que notre bulletin.

Les autres sont publiées dans la presse régionale ou font l'objet de plaquettes à usage touristique.

Dans les deux cas le rédacteur s'oblige à la même rigueur quant au contrôle des données fondamentales.

Par contre le style des exposés diffère. Il est évident que le lecteur d'une revue spécialisée exige avant tout un texte précis, aussi indiscutable que possible à tous points de vue. Celui qui, en fin de semaine, parcourt son journal habituel ou, au cours d'une sortie, une monographie locale, cherche d'abord un dérivatif à sa vie quotidienne. Un langage technique trop hermétique, un exposé haché de citations plus ou moins confidentielles pour lui, le rebutent indubitablement. C'est un très mauvais calcul d'interdire l'accès de la source à ceux qui ont soif. La sensibilisation de l'ensemble de nos concitoyens à nos activités par la publication d'articles de presse et de monographies précises mais aussi attrayantes que possible est donc indispensable.

Les communications faites dans cet esprit à la presse régionale au titre de Donnemarie-Dontilly et de son canton paraissent assez régulièrement, en général le samedi, depuis avril 1975.

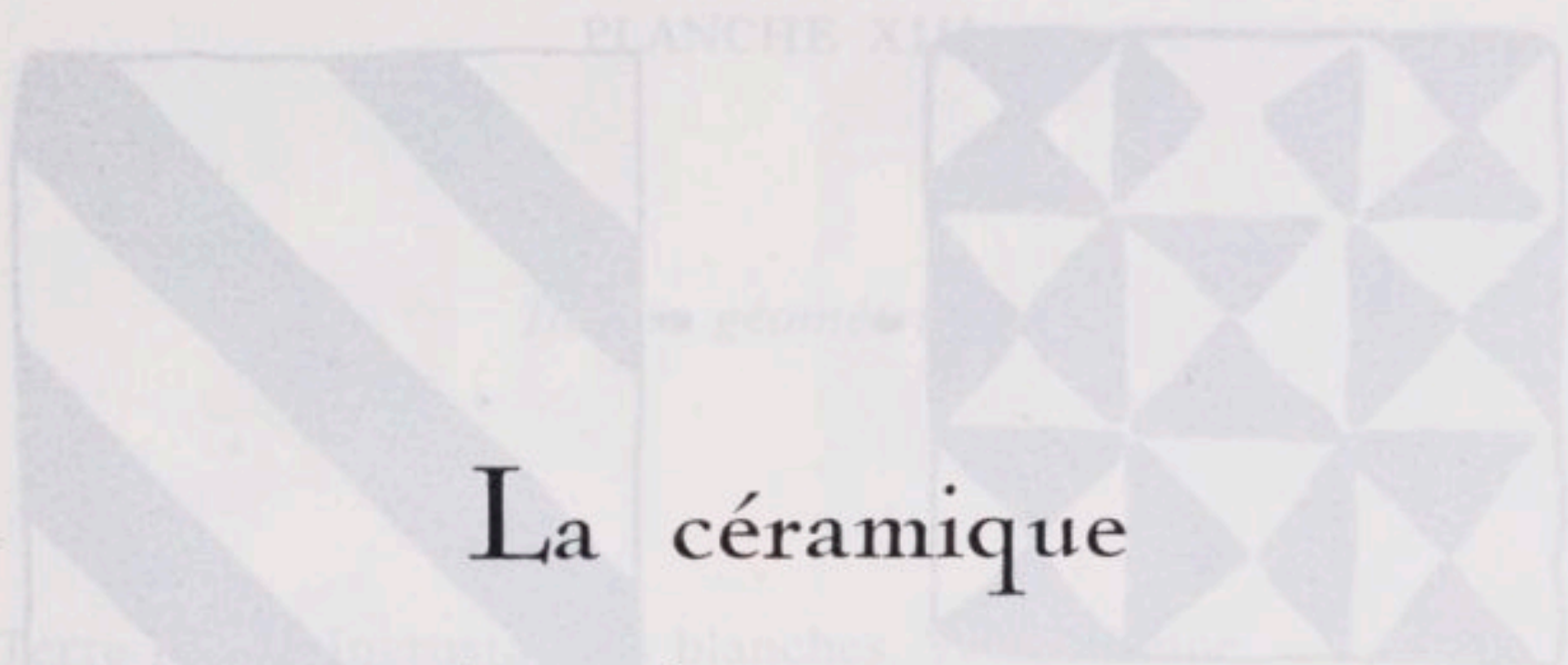
L'Union (édition de Provins) a donné par exemple :

- Les rues de Donnemarie (15 articles du 25-4-75 au 8-11-76).
- Vieilles girouettes et temps présent (26-8-75).
- La Fête de la Fédération à Donnemarie (16-7-76).
- Le 16 août 1792 à Donnemarie-Dontilly (14-8-76).
- La Poste aux lettres, le service sanitaire, l'enseignement dans le canton de Donnemarie au milieu du siècle dernier (24-7, 31-8, 4-9-76).
- Bals d'autrefois (18 et 24-10-76).
- Savins et Saint Lié (8-11-76).

Parmi les plaquettes à usage touristique :

- « Notre-Dame de Donnemarie » est en cours d'impression.
- « Donnemarie-Dontilly, cœur du Montois, un peu d'histoire », à paraître.
- « Un art régional oublié : celui des Maîtres-Fondeurs de cloches », à paraître.

PLANCHE XIV



La céramique dans le Provinois

Trois articles sur les argiles et leurs utilisations (tuiles, briques, carrelages, poteries) ont déjà été publiés dans notre bulletin en 1968, 1969 et 1970.

Ils sont regroupés dans un fascicule qui forme la première partie du volume IV de nos « Documents et travaux » (voir dans ce bulletin 1976, p. 118).



Avec le bulletin publié en 1972 nous avons commencé à présenter les carrelages : classification, inventaire, fabricants, méthodes de fabrication (pp. 110-121).

Une bibliographie regroupe en 3 pages un certain nombre de livres et d'articles qui traitent des carrelages médiévaux (pp. 122-125).

En 1972 a été commencée la publication d'un catalogue illustré des carrelages de la région provinoise (pp. 127-135).

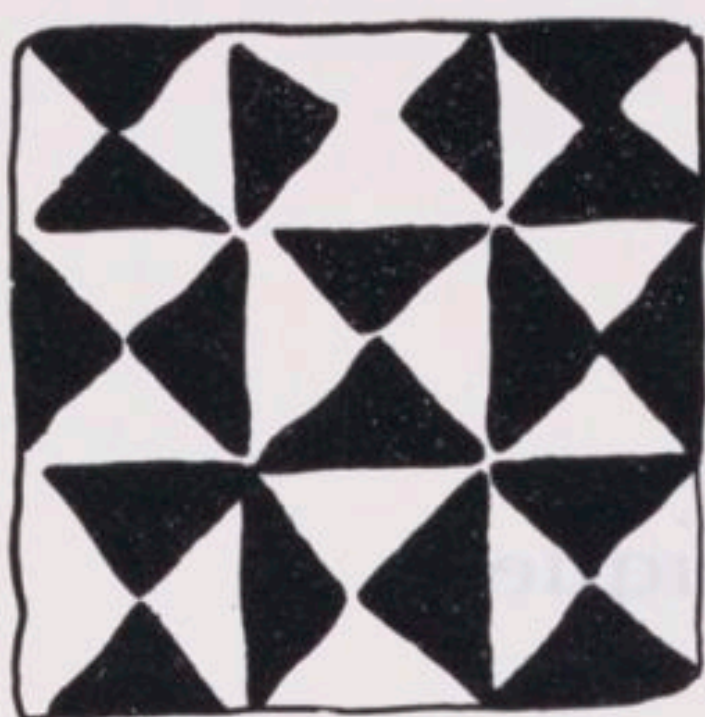
En 1974, cette publication a été continuée (pp. 61-69).

C'est la suite de ce catalogue que nous donnons ici, remettant à l'année prochaine la publication d'autres planches de carrelages que nous n'avons pas été en mesure de présenter dès cette année.

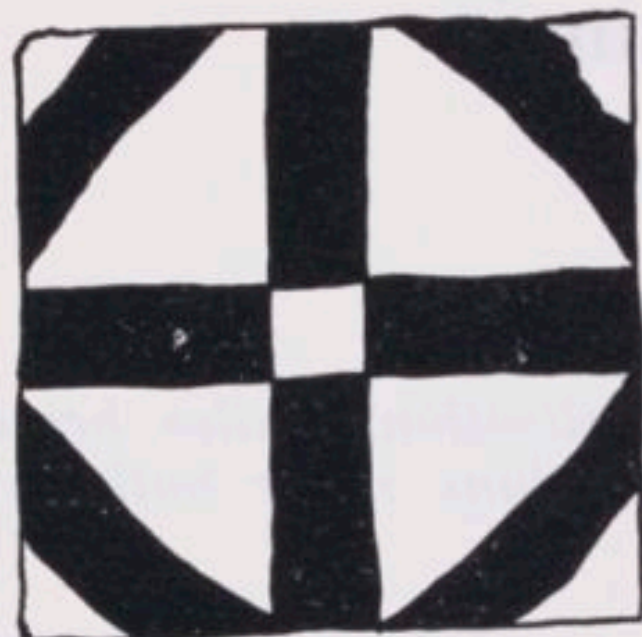


Rappel des abréviations :

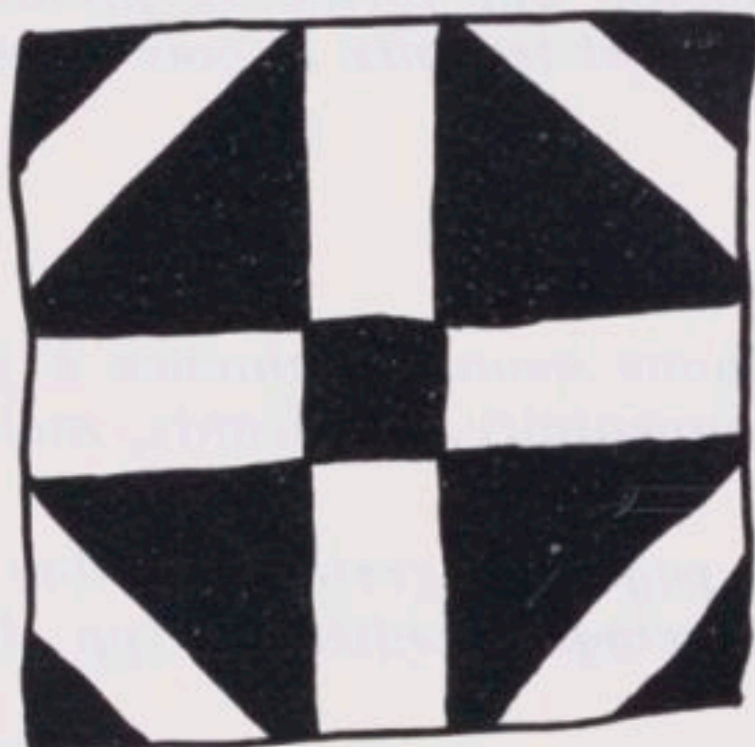
*M : Musée — C. P. : Collection privée — I. S. : In situ —
C. M. : Calque Michelin.*



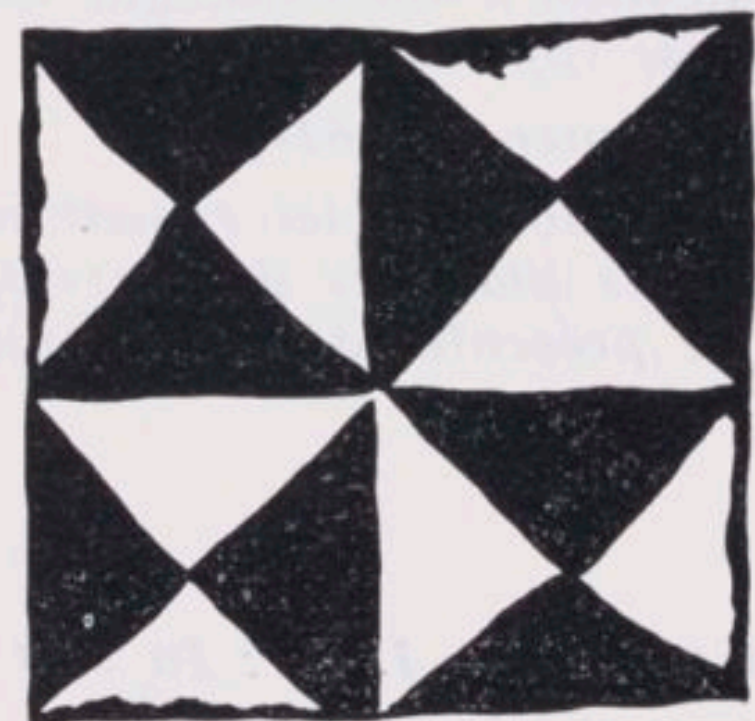
4



3



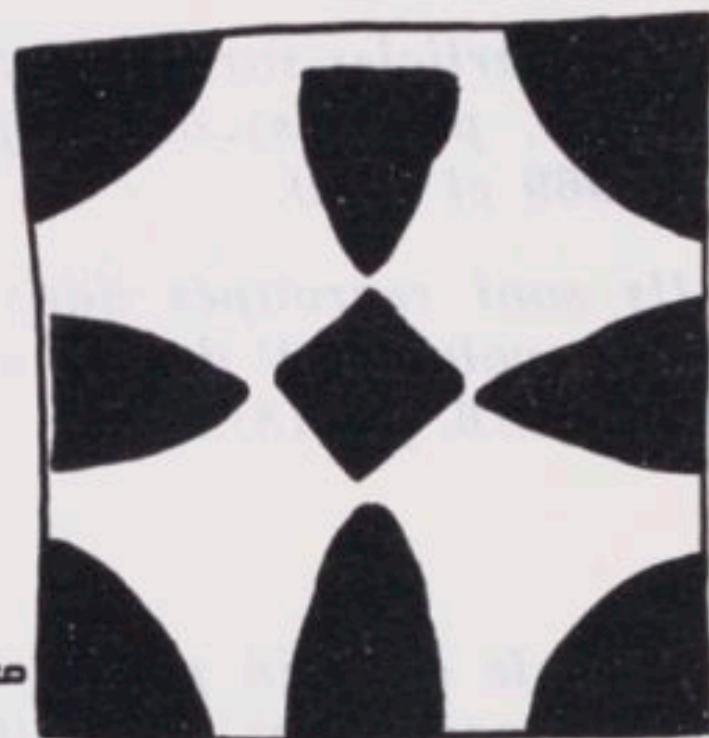
2



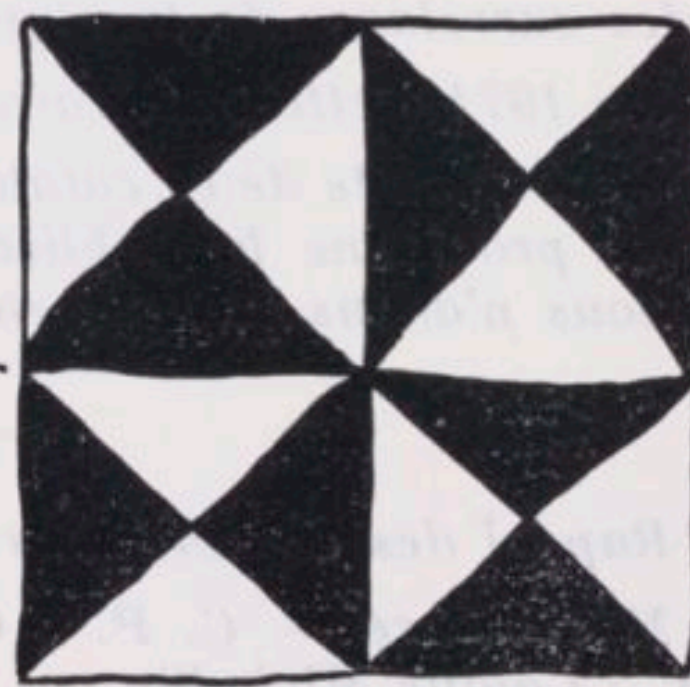
1



5



6



7

PL. XIII

PLANCHE XIII

Décors géométriques

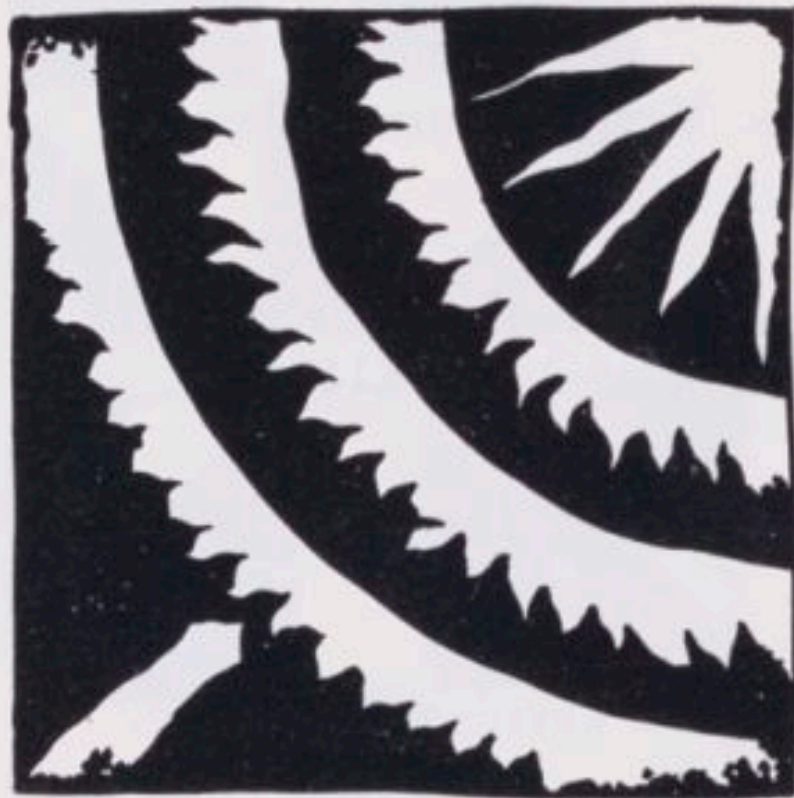
- 1 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune.
12,5 × 12,5.
Rue Hugues-le-Grand — I. S.
- 2 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune pâle.
13 × 13 — C. P.
- 3 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune pâle.
11 × 11 — C. P.
- 4 Terre gris-blanc. Incrustations rouges. Vernis jaune pâle.
12,5 × 12,5 — C. P. (à comparer avec le n° 3, Pl. XII).
- 5 Terre blanche. Incrustations rouges. Vernis jaune brillant.
12 × 12 — I. S.
- 6 Terre blanc-beige. Incrustations rouges. Vernis jaune pâle.
12,5 × 12,5 — I. S.
- 7 Terre gris rose. Incrustations rouges. Vernis jaune.
12 × 12 — C. P. (à comparer avec le n° 1 de cette planche).



1



6



2



5

PL. XIV



4



3

PLANCHE XIV

Éléments de rosaces et d'ensembles

- 1 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis pâle.
14 × 14 — I. S.
- 2 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune.
14 × 14 — I. S.
- 3 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune pâle.
14 × 14 — I. S.
- 4 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune.
12 × 12 — M.
- 5 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis pâle.
12,5 × 12,5 — C. M.
Même type que le précédent, mais plus grand et plus imprécis de dessin.
- 6 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune d'or.
11,5 × 11,5 — C. P.



4



3



2



1

PL. XV



5



6



7



8

PLANCHE XV

Eléments de rosaces et d'ensembles

- 1 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune.
12 × 12 — M.
- 2 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis très pâle.
12 × 12 — M.
- 3 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune.
12 × 12 — I. S.
- 4 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune.
12 × 12 — C. P.
- 5 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune.
12,5 × 12,5 — I. S.
- 6 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis très usé.
12,5 × 12,5 — C. P.
- 7 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune usé.
12,5 × 12,5 — I. S.
- 8 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis disparu.
12 × 12 — I. S.



4



3



2



1

PL. XVI



5



6



7



8

PLANCHE XVI

Eléments de rosaces et d'ensembles

- 1 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis usé.
12 × 12 — M.
- 2 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune très pâle.
12 × 12 — I. S.
- 3 Terre blanche. Incrustations rouges. Traces de vernis vert.
11,5 × 11,5 — Comparer au n° 7, Pl. III.
- 4 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune pâle usé.
12 × 11,5 — C. P.
- 5 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis jaune.
11 × 11 — C. P.
- 6 Terre blanche. Incrustations rouges. Sans vernis.
11 × 11 — C. P.
- 7 Terre rouge. Incrustations rouges. Vernis jaune.
12 × 12 — C. P.
- 8 Terre gris-rose. Incrustations rouge brun. Vernis jaunâtre.
11 × 10,5 — M.



1



2



3



4

PL. XVII



5



6



7



8

PLANCHE XVII

Divers

- 1 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis pâle.
12,5 × 12 — M. Élément de rosace.
- 2 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis usé.
12,5 × 12,5 (?) — M.
Même motif que le précédent, mais moins déformé.
- 3 Terre blanche. Incrustations rouges usées et effacées. Sans vernis.
13 × 12,5 — M.
Élément de rosace. Le dessin est difficile à identifier (Dragon avec têtes de personnages ?). L'inscription semble être une signature (on peut lire en effet ...« SIT PAVEMEN... ») qui se poursuivait sur trois autres carreaux.
- 4 Terre blanche. Incrustations rouges usées. Sans vernis.
12 × 12 — M.
Représente un personnage difficilement identifiable.
- 5 Carreau-signature. Terre rouge incrustée de blanc. Vernis pâle.
12 × 12 — M. (Voir au sujet de ce carreau, le Bulletin n° 126, de 1972, pp. 114-115).
Sur six bandes alternativement blanches et rouge-brun on lit :
« Celui qui fit ce carreau a nom Renier, fils de Lemberc Mocaut de Chantemel ».
- 6 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis usé. Décor très effacé.
11 × 11 M.
- 7 Terre blanc-gris. Incrustations rouges. Vernis très pâle.
11,5 × 11,5 — C. P.
- 8 Terre rouge. Incrustations blanches. Vernis très pâle.
11,5 × 11,5 — C. P.

Publications de la Société

BULLETINS

Bulletin n° 128 (1974)

Vie de la Société (Assemblée générale de 1974 à Provins; activités diverses de la Société; encart : liste complète des membres).

Le sarcophage de Saint-Martin-Chennetron (décor), par G.-R. Delahaye.

Les vitraux de l'Hôtel-Dieu de Provins (XV^e-XVI^e s.), par F. Perrot.

Maisons à pans de bois en Ville basse à Provins (illustrations d'O. Merlin).

La céramique dans le Provinois (suite), par Cl. Boisset.

Provins, Cité d'Histoire (exposition 1974).

Anecdotes anciennes de Provins (Rivot) : suite, XIV s.

L'église de Jutigny et Les cloches anciennes de Mons-en-Montois, par J.-M. Thoret.

Prix de ce bulletin de 112 p. (avec encart de 20 pages), illustré : 18 F (port en sus).

Bulletin n° 129 (1975)

Vie de la Société (Assemblée générale de 1975 à Nangis; activités diverses de la Société en 1975).

Jacques Beurdeley, graveur de la Brie, par P.-E. Clairin.

Pierre Blasset (sculpteur, 1610-1663), par C. Debrie.

Le sarcophage découvert au Mez-de-la-Madeleine, par G.-R. Delahaye.

Recherches archéologiques à Mons-en-Montois, par J.-Cl. Aladame.

Les souterrains à graffiti de Provins, par Ch. Thiriot.

Seigneurs et châtelains d'Hermé, par R. de la Massonnais.

Livres liturgiques ... de la Bibl. mun. Provins, par J.-B. Molin.

Provins d'après les registres paroissiaux (Ancien Régime), par M. Hamon.

Aspects de la Révolution de 1789 (Gamot, Provins), par L.-N. Berthe.

Provins et sa région (bibliographie géographique), par P. Plavinet.

Prix de ce bulletin de 156 pages, illustré : 20 F (port en sus).

N. B. Quelques tirés à part d'articles parus dans nos Bulletins (1974, 1975, 1976) sont disponibles. S'adresser à notre Trésorier.

DOCUMENTS ET TRAVAUX

Vol. 1 — M. VEISSIÈRE, *Une communauté canoniale au Moyen Age : Saint-Quiriace de Provins* (XI^e-XIII^e s.), x-424 p., 80 F.

Vol. 2 et 3 — O. VIGNON, *Hégésippe Moreau. Sa vie. Son œuvre*. 244 et 276 p., 80 F.

Les sociétaires bénéficieront d'une remise de 20% pour les volumes 1, 2 et 3.

Vol. 4, fasc. 1 — Cl. BOISSET, *La céramique dans le Provinois*. 80 p., 10 F.

Pour toute commande, s'adresser à M. le Trésorier de la Société, 11, boulevard Carnot, 77160 Provins. C.C.P. Paris 6648-04.

Société d'Histoire et d'Archéologie

DE L'ARRONDISSEMENT DE PROVINS (S.-et-M.)

La Société d'Histoire et d'Archéologie de l'arrondissement de Provins (S.-et-M.), a été fondée le 15 décembre 1892 et reconnue d'utilité publique le 18 janvier 1925.

Elle s'intéresse particulièrement à la sauvegarde et à la mise en valeur du patrimoine historique, archéologique et artistique de Provins et de sa région. Elle s'y emploie en de multiples domaines (monuments, musées, excursions, publications, etc.) comme en témoigne ce bulletin.

Tous ceux qui désirent participer, même d'une manière modeste, à cette entreprise, sont invités à adhérer à la Société. La demande d'admission peut être adressée au Président, 6, rue Valentin-Abeille, 77160 Provins, ou à un membre du Conseil d'administration.

La cotisation annuelle de 30 F (45 F par foyer; 15 F pour les jeunes) donne droit au service du bulletin (C.C.P. Paris 6648-04, Société d'Histoire et d'Archéologie, 11, Bd Carnot, 77160 Provins).

La Société étant reconnue d'utilité publique a qualité pour recevoir tous dons et legs. Se renseigner auprès du Président ou du Trésorier.

Président d'Honneur

M. Jean HUBERT, membre de l'Institut, professeur honoraire à l'Ecole des Chartes, 22, rue Emile-Dubois, 75014 Paris.

Conseil d'Administration

PRÉSIDENT	: M. le Chanoine Michel VEISSIÈRE 6, rue Valentin-Abeille, 77160 Provins.
VICE-PRÉSIDENT	: M. Jacques FORGEAS, 12, rue Hugues-le-Grand, 77160 Provins.
SECRÉTAIRE	: M. Jean BOILLEAU, 14, ruelle aux Vignes, 77160 Provins.
TRÉSORIER	: M. Emmanuel FINON, 11, boulevard Carnot, 77160 Provins.
MEMBRES DU CONSEIL	: Mme G. CHAMPENOIS; Mlle O. MERLIN; MM. BELLOT, BOISSET, J. DE HAUT, G. GËTZ, SOUROSTE.

Services

DÉLÉGUÉS CANTONAUX :

Provins : M. Jacques FORGEAS, 12, rue Hugues-le-Grand (ville basse).

M. Claude BOISSET, les 4 Pignons, place du Châtel (ville haute).

Bray-sur-Seine : M. Gaston MIRVAULT, Baby, 77480 Bray sur Seine.

Donnemarie-Dontilly : M. Jean DE HAUT DE SIGY, Le Mont, Savins, par Longueville.

La Ferté-Gaucher : Mme N. BLONDEAU, La Chapelle-Moutils, 77320 La Ferté Gaucher.

Montereau :

Nangis : M. Marcel RECURT, 18, avenue du Général de Gaulle.

Villiers-Saint-Georges :

EXCURSIONS : M. et Mme Jean BOILLEAU.

GROUPE DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES : M. Jacques FORGEAS.

MUSÉES : MM. G. GËTZ, Cl. BOISSET, E. FINON.

RÉDACTION DU BULLETIN : M. le Chanoine M. VEISSIÈRE, assisté de M. G.-R. DELAHAYE.

Assemblée générale de 1977

Notez dès maintenant qu'elle se tiendra

à BRAY-SUR-SEINE

probablement le 22 MAI 1977

Des précisions suivront

IMPRIMERIE
ANDRÉ-POUYÉ
8. RUE NOTRE-DAME
77100 MEAUX



